

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ATTRIBUTION

AUX CRÉANCIERS

PRIVILÉGIÉS ET HYPOTHÉCAIRES

DES INDEMNITÉS

DUES

pour Perte ou Détérioration de la chose

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 23 Janvier 1911, à 1 heure 1/2

PAR

JEAN GAMBIER

Président : M. PIÉDELIEVRE, professeur.

*Suffragants : { MM. BARTIN, professeur.
WAHL, professeur.*

FONTENAY-LE-COMTE

IMPRIMERIE HENRI LUSSAUD

35, Rue de la République

1911

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ATTRIBUTION

AUX CRÉANCIERS

PRIVILÉGIÉS ET HYPOTHÉCAIRES

DES INDEMNITÉS

DUES

pour Perte ou Détérioration de la chose

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 23 Janvier 1911, à 1 heure 1/2

PAR

JEAN GAMBIER



Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants : { MM. BARTIN, professeur.
WAHL, professeur.

FONTENAY-LE-COMTE

IMPRIMERIE HENRI LUSSAUD

35, Rue de la République

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Traditionnellement, les droits d'hypothèques et de gage s'éteignent par suite de la destruction de l'objet sur lequel ils portent. Nous avons voulu, dans ce travail, étudier quel serait le droit des créanciers privilégiés ou hypothécaires sur les indemnités qui seront payées à leur débiteur, à raison même de la destruction de l'objet grevé. Nous prendrons, comme point de vue dans cette étude, la provenance de cette indemnité.

Dans une première partie, nous examinerons les problèmes relatifs aux indemnités d'assurances; dans une seconde, nous réunirons les indemnités de responsabilités et les indemnités gracieuses, à raison du moindre développement que nous comptons donner à ces points, étant donné leur médiocre importance pratique; enfin, dans une troisième partie, nous étudierons les législations étrangères et les réformes qu'on pourrait introduire dans la législation française.



PREMIÈRE PARTIE

ATTRIBUTION

DES INDEMNITÉS D'ASSURANCES



PREMIÈRE PARTIE

ATTRIBUTION DES INDEMNITÉS D'ASSURANCES

CHAPITRE PREMIER

Historique.

SECTION 1

Code Napoléon.

Ce n'est pas sans une certaine surprise qu'un esprit, peu averti de l'histoire de notre Droit, constatera que le Code Napoléon ne semble pas avoir prévu la question qui nous occupe. Il apparaît nettement que les garanties des créances privilégiées et hypothécaires résident, pour une grande part, dans l'assurance contractée pour les meubles ou immeubles sur lesquels portent le privilège ou l'hypothèque. Et pourtant, à aucun moment des travaux préparatoires, dans aucun article du Code, cette question n'a été posée. L'explication de cette lacune est toute naturelle. Le Code civil a été composé à une époque où les Assurances étaient encore une chose toute récente,

dont l'usage était peu répandu. Si donc le Code n'a pas tranché cette question, c'est qu'elle ne se posait pas en pratique. D'autre part, les auteurs du Code qui s'inspiraient du Droit romain, et plus encore des anciennes coutumes et de Pothier, n'y pouvaient pas trouver trace d'une matière qui n'existait pas à l'époque où les coutumes avaient été rédigées, où Pothier écrivait.

On dut donc, lorsque la question se posa dans la pratique, recourir aux principes généraux du Droit et à l'esprit de notre Code. Bien que l'article 2180, qui est le siège de la matière concernant l'extinction des privilèges et hypothèques ne parle pas de la perte de la chose, on admit que, dans ce cas, les privilèges et hypothèques disparaissaient ; il est évident qu'un droit qui n'a plus d'objet ne peut plus exister. Mais si la chose qui était détruite était couverte par une assurance, l'indemnité qui résultait de la perte était-elle le gage spécial des créanciers privilégiés et hypothécaires ou devenait-elle le gage commun de tous les créanciers ? C'est dans ce sens que concluaient la doctrine et la jurisprudence.

En effet, l'assuré n'a contre l'assureur qu'une créance personnelle mobilière, Par sa nature, celle-ci n'est pas susceptible de recevoir une affectation hypothécaire et doit devenir le gage commun de tous les créanciers. On se trouve en présence d'une valeur nouvelle qui, si elle remplace en fait l'objet détruit, ne le remplace pas en droit. C'est ce qu'exprimait Troplong dans son *Traité des Privilèges et Hypothèques* : ⁽¹⁾ « J'ai vu des

(1) *Traité des Privilèges et Hypothèques*, t. 4, n° 890.

» hommes de loi embarrassés de se prononcer sur la
» question suivante : Pierre a une hypothèque sur la
» maison B que détruit un incendie. Le propriétaire,
» qui avait fait assurer sa maison, reçoit une indem-
» nité de la direction des Assurances; les créanciers
» conservent-ils leur rang hypothécaire sur cette
» indemnité qu'ils font saisir entre les mains du
» Directeur responsable ? Je ne conçois pas comment
» on peut trouver dans ce cas une difficulté. L'hypo-
» thèque est éteinte par la perte de la chose : *re*
» *corporali extincta hypotheca perit*. Comment donc
» pourrait-elle atteindre la somme qui n'est allouée
» que *ex post facto*, à titre d'indemnité pour le
» propriétaire ? D'ailleurs, cette somme d'argent est
» purement mobilière; elle est et ne peut être subrogée
» à la chose d'après tous les principes de la subro-
» gation. On ne doit donc pas hésiter à dire que
» la somme doit être distribuée sans égard aux
» créanciers hypothécaires. »

Malgré ce raisonnement très clair, qui était formulé par la plupart des auteurs, ⁽¹⁾ d'autres, frappés par ce qu'il y avait d'injuste, à retirer, en quelque sorte, aux créanciers hypothécaires un droit qui leur était acquis, opinaient en sens contraire. ⁽²⁾ Il leur semblait

(1) Duranton, t. 12, n° 182; t. 20, n° 328; Delalande et Couturier, *Traité du Contrat d'Assurance contre l'Incendie*, nos 547 et 513; Baudry-Lacantinerie et Deloynes, *Des Privilèges et Hypothèques*, t. 1, p. 229; Alauzet, *Des Assurances*, t. 1, n° 145; Duhail, *Etude du Contrat d'Assurances contre l'Incendie*, nos 184 et suivants; Aubry et Rau, t. 3, nos 261 et 294.

(2) Darras et Tabouriech, *De l'attribution des Indemnités d'assurances*, n° 22; Pouget, *Dictionnaire des Assurances*, v° Action directe; Martineau des Chesnez, *Réalisation du Gage hypothécaire*, thèse, Aix, 1882; Labbé, *Revue critique*, 1876, nouvelle série, p. 683; Bourdousquié dans Sirey, 1828—2—17.

équitable que le produit de l'assurance fût affecté, de préférence, aux créanciers qui avaient un droit réel sur la chose assurée.

Comment le fait de la destruction de la chose pouvait-il rendre meilleure la situation des créanciers chirographaires, alors que celle des créanciers hypothécaires devenait plus mauvaise ? Par suite de cette bizarrerie, il se trouvait que le créancier chirographaire était intéressé à la destruction de l'immeuble ou du meuble. Les résultats de la règle généralement suivie étaient donc en même temps contradictoires et contraires aux principes d'ordre public.

Pour donner à leur thèse un appui juridique, ces auteurs s'appuyaient sur la règle que le prix d'une chose est subrogé à cette chose, assimilaient l'indemnité d'assurances à un prix de vente et la considéraient comme étant la valeur même de la chose assurée. Ils citaient comme découlant de ce principe les lois du 27 Avril 1825, art. 25, sur les indemnités dues aux émigrés, et du 3 Mai 1841, art. 18, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. Dans ces deux textes, l'indemnité se trouve grevée des droits réels qui portaient sur l'immeuble.

Nous sommes d'un avis différent. Nous ne croyons pas qu'il soit possible d'assimiler une indemnité d'assurances à un prix de vente. En matière de privilèges et d'hypothèques, les lois doivent être interprétées strictement et rien ne permettrait l'audace qui consisterait à attribuer aux créanciers privilégiés les indemnités d'assurances. En ce qui concerne l'argument tiré des lois du 27 Avril 1825 et du 3 Mai 1841, nous dirons qu'il faut y voir non pas des applications d'un principe, mais des exceptions à un principe. D'ailleurs dans ces

deux cas, nous nous trouvons dans des hypothèses bien différentes de celle qui nous occupe. Dans la loi de 1825, il s'agit non pas d'indemnités d'assurances, mais d'indemnités gracieuses et exceptionnelles; il appartenait à la loi qui les fixait d'en déterminer l'attribution. En ce qui concerne la loi du 3 Mai 1841, l'assimilation de l'indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique se conçoit très bien. Si, en effet, il n'y a pas, au sens de la loi, vente, puisque le consentement de l'une des parties fait défaut, si l'indemnité n'est pas, en droit, un prix librement débattu, cette indemnité n'en est pas moins la représentation de la valeur de la chose, et non, comme au cas d'assurance, un capital qu'on s'est ménagé pour remédier à un sinistre. Ces deux cas n'ont donc rien de commun avec celui qui nous occupe, et il n'existait aucun texte qui permit de subroger l'indemnité d'assurance à l'immeuble sinistré. Aussi cette opinion ne fut-elle pas prise en considération par la plupart des auteurs.

Nous ne saurions mieux résumer notre opinion qu'en citant l'exposé lumineux de M. Planiol :

« A vrai dire, ce (les indemnités d'assurances) ne sont pas des « indemnités » ; elles ne sont pas la représentation de la chose. L'assurance n'est qu'un procédé de capitalisation par l'association : en prévision d'un sinistre possible, le propriétaire cherche à se procurer un capital de réserve à l'aide duquel il pourra construire ou acquérir un nouveau bien ou un nouvel objet à la place de celui qu'il aura perdu ; mais au lieu de constituer ce capital par des économies accumulées, il se le procure par voie d'abonnement en s'entendant, soit directement, soit par l'inter-

médiaire d'une compagnie, avec d'autres personnes exposées aux mêmes risques que lui. La somme qu'il touche en cas de sinistre est donc la contre-partie aléatoire des primes versées par lui. Par conséquent, il n'y avait aucune raison juridique pour substituer cette somme à l'immeuble détruit et pour la soumettre au droit des créanciers hypothécaires : ceux-ci n'ont pas plus de titre pour se l'approprier à l'exclusion des autres créanciers, que s'il s'agissait d'économies faites par le débiteur sur ses revenus en prévision du sinistre. » ⁽¹⁾

Au début, la jurisprudence fut, elle aussi, hésitante. Divers arrêts de Cours admettaient la subrogation de l'indemnité d'assurance à l'immeuble détruit. Un arrêt de la Cour de Colmar du 25 Août 1826 ⁽²⁾ déclarait que « le prix de l'assurance représente l'immeuble assuré, et que, comme lui, il est le gage des créanciers hypothécaires au préjudice desquels le propriétaire de la maison incendiée ne peut pas toucher les fonds, surtout, lorsque comme au cas particulier, il a été formé une saisie-arrêt fondée sur un titre inconteste.... » Un arrêt de la même Cour, déféré à la Cour de Cassation ⁽³⁾ donnait acte à un créancier hypothécaire que sa créance serait recouvrée par préférence sur le prix d'assurance de l'immeuble sinistré.

Mais ces deux arrêts ne tranchaient pas nettement le fond de la question. Dans le dernier cas cité, le

(1) Planiol, *Traité Élémentaire de Droit Civil*, t. 2, p. 1041.

(2) Sirey, 1828—2—17.

(3) Cassation, 29 Décembre 1829, *Journal du Palais*, t. 18, p. 1275.

créancier hypothécaire était seul créancier, et son droit n'était pas contesté; il faut remarquer que dans l'arrêt de 1826, si la Cour établissait le droit des créanciers hypothécaires sur l'indemnité d'assurance, c'était en l'opposant au droit du propriétaire de l'immeuble sinistré et non à celui des créanciers chirographaires de l'assuré et qu'elle aurait pu s'exprimer dans les mêmes termes s'il s'était agi de créanciers n'ayant pas de garantie spéciale.

Au contraire, la théorie de la subrogation se trouve nettement établie dans un arrêt de la Cour de Rouen du 27 Décembre 1828. ⁽¹⁾ Il admettait que le prix de l'assurance d'un immeuble au cas d'incendie est le gage des créanciers hypothécaires par préférence aux créanciers chirographaires. Le droit des créanciers hypothécaires s'étendait même à la somme représentant les objets de nature mobilière réputés immeubles par destination et attachés au bien sinistré, au cas où l'hypothèque étant postérieure à l'assurance, cette assurance avait été présentée par le débiteur comme garantie de leur hypothèque, Cet arrêt fut cassé par un arrêt de la Cour de Cassation du 28 Juin 1831 ⁽²⁾. Mais, alors que l'appel ne portait que sur l'attribution des indemnités représentatives des immeubles par destination aux créanciers hypothécaires, le pourvoi fut formé également contre l'attribution qui avait été faite à ceux-ci de l'indemnité représentant l'immeuble lui-même. La Cour de Cassation admit les prétentions du demandeur dans un arrêt dont voici les attendus :

(1) Sirey, 1830—2—163.

(2) Sirey, 1831—1—291.

« LA COUR; Vu les articles 2093, 2115 et 2118 du
» Code civil;

» Attendu 1^o que, d'après l'art. 2093, les biens du
» débiteur sont le gage commun de ses créanciers, et
» que le prix doit en être distribué entre eux par
» contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créan-
» ciers des causes légitimes de préférence; — Que,
» suivant l'art. 2115, l'hypothèque n'a lieu que dans
» les cas et les formes autorisées par la loi; — Que,
» d'après l'art. 2118, les biens immeubles et leurs
» accessoires réputés immeubles, sont seuls suscep-
» tibles d'hypothèque;

» Attendu 2^o qu'il n'y a aucune loi qui affecte la
» somme assurée, en cas de perte de l'immeuble péri
» par l'incendie, aux créanciers qui étaient inscrits
» sur cet immeuble, par préférence aux créanciers
» chirographaires de l'assuré; — Qu'on ne peut induire
» cette préférence de ce que l'hypothèque suivait
» l'immeuble et en affectait le prix aux créanciers,
» suivant le rang de leurs inscriptions, puisque, d'une
» part, l'hypothèque s'est éteinte par la perte de la
» chose; que de l'autre, la somme assurée n'est pas
» un prix de vente, mais le produit du contrat d'assu-
» rance, sans lequel elle ne serait pas due; que même
» elle n'est pas susceptible d'hypothèque, puisque les
» biens-immeubles et leurs accessoires réputés immeu-
» bles en sont seuls susceptibles et qu'elle n'a reçu de
» la loi aucun de ces caractères;

» Qu'on ne peut les faire résulter de ce que, suivant
» l'art. 1303 du Code, le débiteur de la chose périée est
» tenu, s'il a des droits par rapport à cette chose, de
» les céder à son créancier;

» Attendu que cet article est étranger aux hypothè-

» ques et inapplicable à la somme assurée, qui est
» due à cause de la prime payée par l'assuré pour
» prix de l'assurance et des risques courus par l'assu-
» reur ; qu'on peut encore moins inférer cette pré-
» férence de ce que l'acte d'hypothèque des immeubles
» assurés fait mention de l'assurance, puisque la
» somme assurée n'est pas susceptible d'hypothèque,
» et que la cession des droits de l'assuré, s'il en
» résultait une de cette mention, n'aurait d'effet au
» préjudice des tiers, qu'autant qu'elle aurait été
» signifiée à l'assureur ou que celui-ci l'aurait dûment
» acceptée ;

» Attendu, enfin, qu'au mépris de ces principes,
» l'arrêt attaqué décide que la somme assurée, au cas
» de perte de l'immeuble dont s'agit, appartient aux
» créanciers qui étaient inscrits sur cet immeuble, par
» préférence aux créanciers chirographaires de l'assuré ;
» qu'en cela il viole formellement les articles du Code
» ci-dessus transcrits ; — »

La jurisprudence était désormais fixée dans ce sens ⁽¹⁾ et nous n'avons pas connaissance qu'il soit intervenu d'arrêts donnant une solution contraire.

SECTION 2

Du Code Napoléon à la loi de 1889.

La première idée d'une réforme législative sur cette matière date de 1841. Sous l'influence de la doctrine, le Gouvernement ordonnait une enquête et la

(1) Cass. requ. 20 Décembre 1859, Sirey, 60—1—124 ; Cass. requ., 20 Décembre 1862, D., 63—1—423 ; Douai, 3 janvier 187, S., 73—2—274 ; Cass., 12 Mai 1877, S. 77—1—206.

question suivante était posée aux Cours d'Appel et aux Facultés :

« Lorsqu'un bâtiment est assuré, l'indemnité due par l'assureur doit-elle être immobilisée pour être distribuée selon l'ordre des hypothèques ? »

Nous savons que les Cours de Paris, Amiens, Angers, Grenoble, Nîmes, Orléans et Rouen, la Faculté de Poitiers se prononcèrent pour l'affirmative. En conséquence, un projet de loi fut déposé, tendant à modifier ainsi l'article 2189 du Code civil :

« Art. 2189. Les privilèges et hypothèques s'éteignent par la perte ou la destruction de la chose hypothéquée. Néanmoins, ce qui peut en rester et les indemnités dues au débiteur sont affectées au paiement des créances privilégiées et hypothécaires, selon le rang de chacune d'elles. »

Le Conseil d'Etat, tout en faisant des réserves sur ce qu'il y avait de trop absolu dans ce principe, se déclara partisan de cette réforme, et la Commission de la Chambre adopta le projet. Mais ce fut tout, et le projet sombra avec la réforme hypothécaire.

Depuis, malgré les réclamations de la doctrine, le projet ne fut pas repris. Cependant, la loi belge du 16 Septembre 1851 admettait le principe de l'attribution privilégiée.

Mais, à défaut de dispositions générales, ce principe fut admis par la législation française dans deux cas particuliers. La loi du 28 Mai 1858 attribuait aux porteurs de warrants les indemnités dues en cas de sinistre des marchandises warantées. Le porteur de warrant a sur ces marchandises le privilège du créancier gagiste. Il y avait donc attribution à un créancier privilégié de l'indemnité d'assurance. De même, la loi

du 10 Décembre 1874 permettait aux créanciers hypothécaires d'exercer, en cas de perte ou d'innavigabilité du navire, leurs droits dans l'ordre des inscriptions sur le produit des assurances dont le navire hypothéqué avait été l'objet. Onze ans plus tard, cette loi à la fois trop absolue et incomplète était abrogée par la loi du 10 Juillet 1885.

La pratique s'efforça de remédier à cette lacune de notre législation en insérant une clause, vite devenue clause de style dans tous les actes de prêt hypothécaire et de vente immobilière. Par cette clause, l'emprunteur ou l'acquéreur s'engageaient à faire assurer les immeubles hypothéqués ou acquis s'ils ne l'étaient pas déjà, et s'ils l'étaient, à continuer l'assurance ; puis le propriétaire de l'immeuble hypothéqué ou grevé de privilège, déléguait à l'assureur, son créancier, pour le paiement de l'indemnité d'assurance. Le créancier hypothécaire signifiait la délégation qui lui avait été consentie à la Compagnie d'assurances, et celle-ci ne pouvait plus se libérer valablement, en cas de sinistre, qu'entre les mains du créancier délégataire.

Ce procédé était, dans bien des cas, inapplicable. Il était peu pratique lorsqu'il s'agissait de privilèges portant sur les meubles. D'autre part, il obligeait le débiteur qui s'était libéré à signifier mainlevée de son hypothèque à la Compagnie d'assurances, s'il voulait, qu'en cas de sinistre, celle-ci réglât l'indemnité entre ses mains. Il se heurtait à une objection plus grave : il ne tendait rien moins, dans certains cas, qu'à renverser l'ordre des préférences et à violer l'article 2095 du Code civil.

En vertu des règles de la délégation, le délégataire devient propriétaire de la créance déléguée à dater de

la délégation. Le créancier privilégié ou hypothécaire devenait donc propriétaire de la créance d'indemnité d'assurance à partir du moment où a pris naissance son privilège ou son hypothèque, et jusqu'à concurrence de la somme qui lui était due. Il avait désormais un droit intangible, il ne pouvait plus être primé par des créanciers privilégiés ou hypothécaires, alors même que ceux-ci auraient eu une créance préférable à la sienne. Cette clause renversait donc, dans certains cas, l'ordre des privilèges et hypothèques. Ainsi, par exemple, un créancier hypothécaire, à qui délégation de l'indemnité d'assurance avait été consentie, primait un créancier muni d'un privilège général, sur cette indemnité, alors que, sur le prix, le créancier privilégié aurait été payé, par préférence, au créancier hypothécaire.

Néanmoins, telle qu'elle, cette clause rendit les plus grands services à la pratique et permit d'attendre, sans qu'il en résultât trop de gêne pour le crédit hypothécaire, la loi du 19 février 1889.

SECTION 3

Loi du 19 Février 1889 (ART. 2).

Ce n'est qu'en 1879 que la question fut reprise. L'agriculture traversait une crise, et il fallait organiser le crédit agricole. Une Commission fut nommée, et ses travaux aboutirent au projet déposé par les ministres de l'Agriculture et des Finances. L'article 16 de ce projet était ainsi conçu :

« Tous les privilèges mobiliers s'exercent dans l'ordre de leur classement sur les indemnités dues

par les Compagnies d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux et les risques agricoles ».

Cette disposition était des plus modestes : elle ne visait que les privilèges mobiliers, et ne pouvait s'appliquer qu'aux assurances ayant un objet agricole. La Commission du Sénat modifia ainsi cet article :

« Tous les privilèges mobiliers s'exercent dans l'ordre de leur classement sur les indemnités dues par les Compagnies d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux et les autres risques. Néanmoins, les paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables ».

Le projet se généralisait. Il ne s'agissait plus seulement de risques agricoles, mais de risques de toute nature. Le projet et le rapport de M. Labiche furent déposés au Sénat le 31 juillet 1883 ⁽¹⁾. Ils y furent très mal accueillis, et le projet fut renvoyé à l'étude.

Le 6 novembre 1887, M. Labiche déposait un nouveau rapport, et l'ancien article 16 devenait l'article 2 du nouveau projet. Il était ainsi rédigé :

Art. 2. « Les indemnités dues par suite d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux ou les autres risques, sont attribués, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang. Néanmoins, les paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables. »

Le projet fut discuté au Sénat dans les séances des

(1) *Journal Officiel*, Sénat, 1883, Annexe n° 464, p. 1002.

2 et 10 février et du 6 mars 1888, et admis sans modification ⁽¹⁾.

M. Maunoury déposa son rapport à la Chambre des députés le 17 novembre 1888 ; la loi fut votée sans débat le 26 janvier suivant, et promulguée le 19 février 1889, sous le titre suivant :

« Loi relative à la restriction du privilège du bailleur d'un fonds rural et à l'attribution des indemnités par suite d'assurance ».

Un décret du 18 septembre 1892 rendait cette loi applicable dans les colonies françaises.

(1) *Journal Officiel*, 1888, Sénat, p. 272.

CHAPITRE II

Nature du Droit reconnu aux Créanciers par l'article 2 de la Loi du 19 Février 1889

Il existe de nombreuses divergences sur la nature de ce droit. Le cas est nouveau, et la loi n'est pas dépourvue de quelque ambiguïté. Si l'on recherche quelle fut l'opinion du législateur, on se rend compte que plusieurs idées furent émises au cours des débats sans qu'aucune l'ait emporté nettement. Il y a pourtant une certaine importance à savoir sur quelle base repose l'attribution des indemnités aux créanciers hypothécaires et privilégiés. Il est bon de savoir si le créancier hypothécaire ou privilégié devient le créancier de la Compagnie d'assurances, ou, s'il n'est qu'un saisissant faisant opposition dans les mains de cette Compagnie. Nous pouvons ramener à cinq les théories qui ont été formulées sur ce point : Subrogation réelle, subrogation personnelle, assimilation de l'indemnité d'assurance à un prix, délégation légale et privilège sur une créance.

Si l'on admet le principe de la subrogation personnelle, il faut conclure que le créancier privilégié ou hypothécaire est le créancier de la Compagnie d'assurances. La créance est éteinte dans les rapports de l'assuré et de la Compagnie et revit entre le créancier et la Compagnie.

Avant d'être un fragment du Code rural, notre loi

a failli devenir un nouveau paragraphe de l'art. 1251 du Code civil. Dans la séance du Sénat du 2 Février 1888, M. Lenoël proposait qu'on ajoutât à l'art. 1251 un paragraphe 5 ainsi conçu :

« La subrogation a lieu de plein droit, —..... ;
« 5° Au profit des propriétaires de l'immeuble incendié,
» des créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant
» leur rang, pour les indemnités dues par les Com-
» pagnies d'assurances contre l'incendie, contre la
» grêle, contre la mortalité des bestiaux ou autres
» risques. »

Cet amendement fut repoussé à la suite d'une intervention de M. Clément. Celui-ci fit sagement remarquer que l'attribution des indemnités n'avait rien de commun avec la subrogation. En effet, toute subrogation suppose un paiement. Or si, à la rigueur, on peut trouver un paiement lorsque le contrat d'assurance est consécutif à une vente engendrant un privilège, ou à un contrat de prêt hypothécaire, au cas de privilège du bailleur par exemple, il sera bien difficile de trouver trace d'un paiement ; la jouissance que le bailleur procure au locataire ne peut être considérée comme un paiement ; et au cas de privilège du vendeur ou de créance hypothécaire, si l'assurance est antérieure à la naissance du privilège ou de l'hypothèque, la subrogation aura précédé le paiement, puisque le droit du créancier hypothécaire ou privilégié à l'attribution de l'indemnité d'assurance naît en même temps que le contrat de vente ou d'hypothèque.

Une deuxième théorie est celle de la subrogation réelle. La subrogation réelle est, d'après la définition de Merlin (Répertoire, V°. Subrogation de choses), une

fiction légale par laquelle un bien acquiert la qualité qu'avait un autre bien qu'il remplace. Cette définition a été très critiquée par les auteurs modernes ⁽¹⁾. Nous n'entrerons pas dans les détails de cette controverse, nous bornant à constater que, dans la subrogation réelle, un bien prend la nature d'un autre. « *Subrogatum sapit naturam subrogati* », comme dit l'ancien brocard. On peut voir l'idée de cette théorie dans la question qui fut posée, lorsqu'on s'occupa de la réforme hypothécaire en 1841, aux Cours d'appel et aux Facultés de Droit :

« Lorsqu'un bâtiment est assuré, l'indemnité due par l'assureur doit-elle être immobilisée pour être distribuée selon l'ordre des hypothèques? »

On voit le sens de la question ; l'indemnité prend la place de l'immeuble et supporte les charges qui le grevaient. Sans s'arrêter à ce point de vue, la plupart des Cours, ne considérant que le côté pratique de la question, répondirent par l'affirmative. Mais il est bien évident que cette théorie n'est pas juridique. Si une créance peut être grevée d'un privilège, l'art. 2119 du Code civil met obstacle à ce qu'elle le soit d'une hypothèque. On sait que le projet de 1841 n'aboutit pas.

Laissant de côté ces deux premières théories qui, comme nous venons de le voir, ne reposent pas sur une base très sérieuse, nous arrivons à la théorie qui fait de la délégation légale la base de l'attribution des

(1) Demogues, *Essai d'une théorie générale sur la subrogation réelle*, Revue critique, 1901, t. 30, p. 236 et suiv. Saleilles, *Note dans Sirey*, 95—2—185; Planiol, *Note dans Dalloz*, sous Cassation, 29 Avril, 1901—1902—1.

indemnités d'assurances aux créanciers privilégiés et hypothécaires. Historiquement, c'est la plus logique, et elle trouve un appui dans les termes mêmes de la loi.

Avant la loi de 1889, les créanciers hypothécaires et les vendeurs d'immeubles, désireux de se mettre à l'abri des conséquences rigoureuses qu'entraînaient l'interprétation de ce point de droit par la jurisprudence, faisaient insérer dans leurs contrats une clause par laquelle leurs débiteurs leur cédaient la créance éventuelle qu'ils avaient contre les Compagnies d'assurances. Le débiteur déléguait son créancier à l'assureur pour recevoir l'indemnité d'assurance. Cette clause était de style dans les actes notariés. — La première idée du législateur fut de sous-entendre cette clause dans les contrats où elle n'aurait pas été insérée. Dans la séance du Sénat du 6 mars 1888, M. Lacombe s'exprimait ainsi : « Désormais, à côté de la délégation conventionnelle, il existera une délégation de plein droit en faveur des créanciers privilégiés et hypothécaires. »

Le mot délégation se trouve dans la loi. Celle-ci ne dit pas catégoriquement que l'attribution se produit en vertu d'une délégation, mais que cette attribution a lieu « sans qu'il y ait besoin d'une délégation expresse ». Ceci ne semble-t-il pas indiquer que la délégation expresse, désormais inutile, est remplacée par une délégation tacite et de plein droit ⁽¹⁾ ?

Dans cette théorie de la délégation, tout lien de

(1) V. Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, tome 2, n° 3451 ; Agniel et De Corny, *Manuel général des Assurances*, n° 850, p. 508.

droit disparaît, à partir du sinistre, entre l'assureur et le propriétaire de l'immeuble. Les créanciers privilégiés ou hypothécaires, auxquels la créance d'indemnité d'assurance est attribuée de plein droit, deviennent, à dater de ce moment, les créanciers directs de la Compagnie d'assurances.

Ce système semble être celui de la Jurisprudence. Dès le 18 Décembre 1889 le Tribunal de Brives ⁽¹⁾ déclarait catégoriquement que le transfert de l'indemnité d'assurance se produit par le simple effet de la loi ; « que cette disposition (l'art. 2 de la loi de 1889) » produit ainsi un effet plus énergique que l'hypothèque elle-même, dont le bénéficiaire reste toujours » créancier de son premier débiteur, d'où la conséquence que le paiement fait à l'assuré ne serait pas » valable, puisqu'il ne serait pas fait par celui qui » doit à celui à qui est dû. » Il est difficile d'exprimer plus nettement la théorie de la délégation. Pourtant, nous relevons dans le même jugement, à la fin, l'attendu suivant : « Attendu, enfin, puisqu'il s'agit » d'interpréter une loi nouvelle, qu'il n'est pas inutile » de se reporter aux travaux préparatoires et de » rappeler que le rapporteur s'exprimait ainsi : « Cette » loi fait survivre le droit réel de l'hypothèque ou du » privilège à l'existence de l'objet sur lequel ce droit » réel a été constitué. » Le Tribunal de Brives ne s'est sans doute pas rendu compte de la contradiction de ces deux considérants. Mais, de l'ensemble du jugement, il ressort bien, que c'est la théorie de la délégation sur laquelle il s'appuie. — L'ensemble de

(1) D. 93 — 2 — 53.

la jurisprudence s'est généralement maintenu en ce sens ⁽¹⁾.

Cette théorie se heurte pourtant à de sérieuses objections. Nous ne croyons pas qu'il faille ajouter une trop grande importance aux paroles prononcées par M. Lacombe au Sénat. Elles n'ont d'autre valeur que celle d'une opinion personnelle, car, nous l'avons déjà vu et nous le verrons encore plus par la suite, d'autres opinions ont été émises au cours des débats, qui semblent, encore mieux que celle de M. Lacombe, représenter l'idée générale des Assemblées. Et les deux rapporteurs de la loi, tant au Sénat qu'à la Chambre, ont parlé dans un sens tout opposé.

En ce qui concerne les mots « sans qu'il y ait besoin de délégation expresse », il semble qu'on fasse dire à la loi plus qu'elle n'a voulu dire elle-même, si on leur donne comme sens que l'attribution de l'indemnité d'assurance doit, désormais, se faire en vertu d'une délégation tacite. On peut très bien croire que, par ces mots, le législateur a simplement voulu indiquer qu'une opération, autrefois nécessaire, ne l'était plus désormais. La clause de délégation de l'indemnité d'assurance qui, jusqu'alors était de style dans les contrats de prêt hypothécaire et de vente d'immeuble, serait rendue inutile par l'effet de la loi. Ces mots de l'article 2 ont eu pour but d'indiquer dans quel sens s'opérerait la réforme, quel était son but, et non de préciser en vertu de quel principe s'effectueraient l'attribution des indemnités. On voit bien quelle est la

(1) V. Trib. civ. de la Seine (6^e chambre), 30 avril 1896, (*Gaz. des Tribunaux*, 20 juin 1896). — Civ. 19 juin 1897. D. 1900, 1—577 et note 1.

portée de ces mots en se rapportant aux paroles prononcées par M. Labiche, rapporteur de la loi au Sénat dans la séance du 10 Février 1888 : « L'article 2 assimile, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, l'indemnité au prix, c'est-à-dire permet d'exercer en cas de sinistre, sur les indemnités dues par les Compagnies d'assurances, le droit de préférence qui, en cas de vente, aurait été exercé sur le prix de l'objet assuré ⁽¹⁾ ».

D'autre part, si on admet la théorie de la délégation légale, le dernier alinéa de l'article 2 : « Les paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables », ne s'explique plus ; on ne comprend pas une opposition qui porterait sur une créance, qui, en vertu d'une délégation appartiendrait à l'opposant ; à moins que cet alinéa final veuille dire que le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance est valable. Ce passage de la loi ne serait qu'une répétition inutile de l'art. 1240, ce qui nous semble peu vraisemblable ⁽²⁾.

Un argument plus juridique nous est fourni par MM. Baudry-Lacantinerie et Deloynes ⁽³⁾. En vertu des règles de la délégation, le délégataire devient propriétaire de la créance déléguée. Le créancier hypothécaire ou privilégié deviendrait donc propriétaire de la créance d'indemnité d'assurance à partir du moment où a pris naissance son privilège ou son hypothèque, et jusqu'à

(1) *Journal Officiel*, 1888, Débats parlementaires, Sénat, p. 132 et suiv.

(2) Panier, *Op. cit.*, p. 18 et suiv.

(3) Baudry-Lacantinerie et Deloynes, *Des Privilèges et Hypothèques*, t. 1, p. 230 et suiv.

concurrence de la somme qui lui est due. Il aurait désormais un droit intangible sur l'indemnité d'assurance et ne pourrait plus être primé par des créanciers hypothécaires ou privilégiés, alors même que ceux-ci auraient une créance préférable à la sienne. L'article 2095 du Code civil fait obstacle à une semblable interprétation de la loi, et il est bien certain que le législateur a voulu, non pas renverser l'ordre de préférence des privilèges et hypothèques, mais bien au contraire, le confirmer.

La théorie qui assimile l'indemnité d'assurance à un prix de vente semble plus conforme à l'esprit du législateur : le créancier privilégié ou hypothécaire exerce en cas de sinistre, sur les indemnités d'assurances, le même droit de préférence qui aurait été exercé en cas de vente sur le prix de l'objet. Dans les deux cas, on se trouve en présence d'une situation analogue en fait : l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque est remplacé par une somme d'argent. Il a semblé juste que, dans les deux cas, les droits des créanciers privilégiés et hypothécaires soient les mêmes.

C'est en ce sens que s'exprimait M. Labiche dans son rapport déposé au Sénat, le 2 Février 1888 ⁽¹⁾ : « L'objet de l'art. 2 peut s'exposer en deux mots. Il consiste à assimiler de plein droit l'indemnité payée, par les Compagnies d'assurances au prix des objets assurés sur lesquels existaient, soit des privilèges, soit des hypothèques. L'adoption de notre article aurait pour effet de faire porter sur les indemnités dues pour assurances, les privilèges et hypothèques

(1) *Journal Officiel*, Débats parlementaires, 1888, p. 82.

qui auraient pu, en cas de vente, s'exercer sur le prix. »

Le rapport de M. Maunoury, déposé à la Chambre le 17 Novembre 1888, concluait dans le même sens ⁽¹⁾ : « L'article 2 pose le principe que le montant des indemnités dues en cas de sinistre, par suite d'assurances contre l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des bestiaux ou tout autre risque, sont attribuées aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang. Ces indemnités seront considérées comme la représentation de l'objet sinistré, au même titre que le prix de vente de cet objet. Il est possible que cette disposition soit contraire aux principes absolus du droit, car elle fait survivre le droit réel de privilège ou d'hypothèque à l'existence de l'objet sur lequel le droit a été constitué ».

« Mais il est certain qu'elle est conforme à l'équité. »

Ces opinions exprimées par les rapporteurs ont souvent influencé la doctrine et la jurisprudence. MM. Darras et Tabouriech ⁽²⁾ rattachent la solution de l'art. 2 à la théorie des hypothèques et en concluent que la faculté d'agir sur l'indemnité d'assurance n'appartient, en principe, aux créanciers privilégiés et hypothécaires que dans les mêmes cas et aux mêmes conditions où ils auraient pu se faire colloquer sur le prix de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque. M. Panier ⁽³⁾ et MM. Baudry-Lacantinerie et

(1) *Journal Officiel*, 1888, Débats parlementaires, p. 257.

(2) Darras et Tabouriech. *De l'attribution en cas de sinistre des Indemnités d'assurances*, n° 24, dans les *Annales du Droit commercial*, 1889, *Doctrine*, p. 249 et 250.

(3) Panier, *Op. cit.*, p. 18 et suiv.

Deloynes ⁽¹⁾ ont également combattu la théorie de la délégation pour soutenir celle de l'assimilation au prix de vente.

La jurisprudence s'est également exprimée plusieurs fois dans ce sens. Un jugement du tribunal civil de Châteauroux du 5 mars 1895 ⁽²⁾ décidait qu'au cas d'attribution d'indemnités d'assurances, il n'y avait pas délégation de l'indemnité au profit des créanciers privilégiés ou hypothécaires, mais un simple transfert de leurs droits réels sur cette indemnité. En 1905, un arrêt de la Cour de Paris ⁽³⁾ se montrait également catégorique sur ce point.

« Les articles 2 et 3 de la loi du 19 février 1889 ont distrait du patrimoine commun des créanciers du propriétaire d'un immeuble détruit par un incendie l'indemnité qui lui est due à raison de ce sinistre par l'assureur, s'il y a contrat d'assurance ; à défaut ou par suite de déchéance d'un contrat de cette nature, par le locataire responsable en vertu des dispositions de l'art. 1733 c. civ. ; ils en ont fait le gage des créanciers ayant sur l'immeuble un droit de privilège ou d'hypothèque à l'exclusion des créanciers chirographaires ; ils ont assimilé sous ce rapport cette indemnité au prix de vente de l'immeuble, l'ont substitué à l'immeuble lui-même et reporté sur elle des droits de suite et de préférence dont il était grevé avant qu'il n'eût péri. »

Mais, comme le faisait remarquer le rapporteur à la Chambre en exposant cette théorie, elle est profon-

(1) Baudry-Lacantinerie et Deloynes, *Op. cit.*, p. 230 et suiv.

(2) *Journal des Assurances*, 1896, p. 95.

(3) Paris, 31 Mai 1905, D. 1906—2—321.

dément antijuridique. Ainsi que le dit M. Planiol : « il ne dépend pas du législateur d'effacer les dissemblances naturelles des choses : l'indemnité d'assurances n'est pas le prix d'un achat et, par conséquent, elle ne peut pas être attribuée aux créanciers privilégiés ou hypothécaires pour la même raison que le prix ⁽¹⁾. » — De plus, cette assimilation de l'indemnité d'assurances à un prix de vente n'est pas complète. Alors que l'acheteur d'un objet grevé de privilège ou d'hypothèque pourrait se libérer valablement entre les mains du vendeur, sauf l'action hypothécaire que pourraient exercer contre lui les créanciers, le paiement de l'indemnité d'assurance par l'assureur à l'assuré ne serait pas valable vis-à-vis des créanciers hypothécaires, si ce paiement avait été fait à leur détriment.

Une théorie assez séduisante est celle qui consisterait à expliquer l'attribution des indemnités d'assurances aux créanciers privilégiés et hypothécaires par un privilège que ceux-ci auraient sur la créance d'indemnité d'assurances. La théorie des privilèges sur les créances a été exposée par M. Labbé en 1876 ⁽²⁾.

Il n'y a rien dans la législation qui fasse obstacle à ce qu'une créance soit grevée d'un privilège. Les créances sont des objets mobiliers qui peuvent faire l'objet de contrats comme tous les autres. Rien ne s'oppose à ce qu'eux aussi puissent être grevés d'un privilège. Le Code civil en fournit lui-même des exemples. L'art. 2075 en déclarant que les créances

(1) Planiol, *Op. cit.*, t. 2, n° 3451.

(2) *Des Privilèges spéciaux sur les Créances*, Revue Critique de Législation et de Jurisprudence, 1876, p. 571 et 665.

peuvent être données en gage admet ainsi la possibilité d'un privilège sur une créance ; et de même les art. 1753 et 1798. M. Labbé proposait de reconnaître des privilèges spéciaux sur les créances dans deux cas : au profit de celui qui a fourni volontairement à ses dépens les éléments du contrat d'où est sortie la créance ; — au profit de celui qui fait naître une action en recours contre un tiers en exerçant contre le débiteur sa propre action.

L'art. 3 de la loi du 19 Février 1889, dans son deuxième alinéa, dispose que : « En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants-droit ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou les tiers subrogés à leurs droits aient été désintéressés des conséquences du sinistre. » Le propriétaire ou le voisin en exerçant leur recours contre le locataire ou le voisin font naître au profit de ceux-ci une action contre l'assureur du risque locatif ou du recours du voisin. La loi donne au locataire ou au voisin un privilège sur la créance que les assurés ont contre la Compagnie d'assurances. Cette théorie, après avoir été repoussée par M. Planiol dans une note sous Dalloz ⁽¹⁾ comme étant trop éloignée des textes et ne pouvant pas servir de base à une jurisprudence, a été admise par lui dans son *Traité élémentaire de Droit civil* ⁽²⁾. La jurisprudence s'en est également inspirée dans plusieurs cas ⁽³⁾.

(1) Planiol, *Note* sous Paris, 25 Mai 1895. D. 1896—2—241.

(2) Planiol, *Op. cit.*, t. 2, n° 2603.

(3) V. en ce sens. Epinal, 10 Novembre 1892. D. 93—2—524 ; — Nancy, 13 Mai 1893, D. 94—2—439 ; — Paris, 16 Juillet 1897, D. 98—2—72. — En sens contraire, D. 96—2—241.

Le cas de l'article 2 de la même loi est différent ; il est évident que ce n'est pas l'action du créancier privilégié ou hypothécaire qui fait naître celle du propriétaire contre son assureur. Nous ne croyons pas non plus qu'on puisse dire sans quelque argutie que le créancier privilégié ou hypothécaire a fourni les éléments du contrat, sous prétexte qu'il a permis au débiteur de conserver ou d'acquérir l'objet grevé et par suite de continuer ou de contracter l'assurance en fournissant ou en ne réclamant pas la somme qui était due et garantie par le privilège ou l'hypothèque.

Nous nous trouvons donc dans un cas différent de ceux exposés par M. Labbé. Pouvons-nous admettre que le créancier hypothécaire ou privilégié ait un privilège sur l'indemnité d'assurances ? Théoriquement, cette explication est possible. Mais pratiquement nous la trouvons trop scientifique et trop éloignée du texte même de la loi. Si nous nous reportons aux travaux qui ont précédé la loi, nous voyons bien que l'intention du législateur n'a pas été de créer un nouveau privilège. M. Labiche, dans la séance du 10 Février 1888 au Sénat, s'exprimait ainsi : « Il n'y a pas lieu de créer un nouveau privilège puisant son origine dans le fait du sinistre ⁽¹⁾ ».

De plus, cette explication est inutile. Nous croyons que l'idée d'une délégation tacite suffit pour expliquer à quel titre les créanciers privilégiés et hypothécaires obtiennent l'indemnité d'assurances. Le créancier privilégié ou hypothécaire obtient délégation de l'indemnité d'assurances lorsque naît le privilège ou

(1) *Journal Officiel*, Débats parlementaires, p. 132.

l'hypothèque. C'est ce qui explique que le débiteur ne pourra plus désormais disposer de sa créance d'indemnité. Mais lorsqu'il s'agira de savoir quels sont les droits des créanciers entre eux sur cette indemnité, on devra régler leur préférence comme s'il s'agissait du prix de la chose. Le législateur et la jurisprudence, pour ne pas avoir bien compris ceci, se sont exposés quelquefois à l'incohérence. C'est ce qui explique les contradictions que nous avons relevées dans les travaux préparatoires et dans la jurisprudence. On n'a pas vu avec assez de netteté que ces deux théories devaient servir à trancher des points différents. S'il s'agit de savoir à quel titre le créancier privilégié ou hypothécaire obtient l'indemnité d'assurances, on peut dire qu'elle lui a été délégué par l'assuré son débiteur ; il y a, au contraire, assimilation de cette indemnité à un prix de vente lorsqu'il s'agit de régler la préférence entre créanciers.

CHAPITRE III

Domaine d'application de la Loi.

La loi du 19 Février 1889 s'est exprimée en termes très généraux. L'art. 2 attribue l'indemnité d'assurances à tous les créanciers hypothécaires et privilégiés quel que soit leur privilège ou leur hypothèque; quelleque soit la nature de l'assurance; quelle que soit la personne qui ait contracté l'assurance. Nous allons voir si, malgré l'apparente généralité de ces termes, il n'y a pas d'exceptions à faire qui résulteraient des principes généraux du droit ou de l'esprit même de la loi.

SECTION I

Personnes pouvant invoquer la loi.

L'art. 2 de la loi du 19 Février s'exprime ainsi :
« Les indemnités.... sont attribuées.... aux créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang. »

1^o *Créanciers privilégiés.* — Etudions la question séparément pour les créanciers ayant un privilège général et ceux ayant un privilège spécial.

a) Les créanciers ayant un privilège général n'ont pas été visés par la loi de 1889. Le but de la loi de 1889 est de faire survivre à eux-mêmes des droits de préférence qui auparavant disparaissaient en même temps que l'objet sur lequel ils portaient. Il

n'en était pas ainsi des privilèges généraux qui pouvaient indifféremment s'exercer sur un objet ou sur la créance d'indemnité d'assurances qui représentait celui-ci, puisque le privilège général peut s'exercer sur toutes les valeurs contenues dans le patrimoine du débiteur. Le législateur n'avait donc pas à se préoccuper de cette classe de privilèges, et rien au cours des travaux préparatoires, ne vient nous montrer qu'il n'ait jamais eu l'intention de régler une attribution qui, existant déjà pour eux, n'aurait pas eu sa raison d'être. Nous ne croyons pas que la loi de 1889 ait visé cette classe de créanciers.

L'intérêt qu'ils auraient à s'en prévaloir est d'ailleurs assez restreint. Le créancier ayant un privilège général non inscrit devra recourir à la procédure de saisie-arrêt, comme un simple créancier chirographaire, pour sauvegarder ses droits vis-à-vis de la Compagnie d'assurances et empêcher celle-ci de verser directement l'indemnité entre les mains de l'assuré. Au contraire une simple opposition adressée à la Compagnie d'assurances, suffit de la part de ceux à qui la loi de 1889 accorde l'attribution des indemnités. La procédure de saisie-arrêt étant plus coûteuse et plus compliquée que celle de l'opposition, il en résulterait donc un avantage pour le créancier ayant un privilège général, s'il pouvait se prévaloir de la loi de 1889.

Le créancier privilégié général aurait un intérêt bien plus considérable à se prévaloir de la loi de 1889, au cas où l'assurance a été contractée par un tiers détenteur, si on admet avec M. Panier ⁽¹⁾ que, dans ce

(1) Panier, *Op. cit.*, p. 14 et 44.

cas, il y a lieu à l'attribution privilégiée. Il est bien certain que, de droit commun, l'assurance contractée par le tiers-détenteur ne peut pas être payée entre les mains du propriétaire de l'objet qui a été détruit. Si, nous basant sur la généralité des termes de la loi de 1889, nous admettions que l'indemnité d'assurances doit être attribuée aux créanciers privilégiés ou hypothécaires, quelle que soit la personne qui ait contracté l'assurance, le créancier ayant un privilège général aurait un intérêt très grand à se prévaloir de la loi de 1889 sans le secours de laquelle il n'aurait aucun droit à l'indemnité d'assurances. Mais, comme cette théorie n'est pas la nôtre, il n'y aurait donc, dans la loi de 1889, pour le créancier à privilège général, qu'une simple commodité de procédure.

Mais cette loi, qui n'a pas amélioré la situation des créanciers privilégiés généraux, l'a, dans plusieurs cas, rendu pire : lorsqu'ils se trouvent en conflit avec les créanciers hypothécaires ou ayant un privilège spécial.

Pour étudier le conflit entre les créanciers ayant un privilège général sur les meubles, et ceux ayant un privilège spécial, nous admettrons sans discussion la jurisprudence de la Cour de Cassation : la priorité des privilèges généraux sur les privilèges spéciaux. Avant la loi de 1889, lorsque des objets assurés grevés d'un privilège spécial venaient à être détruits, le privilège spécial était éteint, les créanciers munis de ce privilège devenaient de simples créanciers chirographaires qui étaient primés par les créanciers à privilège général, alors que, si les objets avaient été vendus, ceux-ci auraient été primés par les créanciers ayant un privilège spécial. La loi de 1889 a eu pour

but de maintenir l'ordre de préférence après la disparition de la chose. L'indemnité est attribuée aux créanciers privilégiés et hypothécaires *suivant leur rang*. Les créanciers privilégiés généraux sont donc primés sur l'indemnité d'assurances, comme ils l'auraient été sur le prix de l'objet lui-même.

L'inconvénient sera moins grave lorsque le créancier, ayant un privilège général, sera en conflit avec un créancier ayant un privilège spécial sur un immeuble ou un créancier hypothécaire. Ceux-ci, après comme avant la loi de 1889, sont primés par les créanciers privilégiés généraux. Celle-ci a pourtant apporté une modification à leurs droits. Il ne faut pas oublier que le droit des créanciers à privilège général sur les immeubles n'est qu'un droit subsidiaire et qu'il ne peut s'exercer que lorsque les meubles sont insuffisants. Si donc le créancier ayant un privilège général se présente après que les meubles ont été discutés, il ne pourra plus faire valoir ses droits sur l'indemnité qui remplace l'immeuble, vis-à-vis des créanciers hypothécaires ou des créanciers ayant un privilège immobilier, que dans la mesure où les meubles auraient été insuffisants pour le paiement de sa créance. Au contraire, avant la loi de 1889, le privilège immobilier ou l'hypothèque s'éteignant par la perte de la chose, il primait les créanciers hypothécaires ou privilégiés immobiliers.

Remarquons également que lorsque la discussion des immeubles précédera celle des meubles, il ne pourra plus venir sur les sommes venant d'indemnités d'assurances qu'à titre conditionnel, tandis qu'antérieurement à la loi de 1889 il obtenait son paiement purement et simplement.

b) *Créanciers ayant un privilège spécial.* — Avec cette nouvelle classe de privilège nous retombons dans le domaine d'application de l'art. 2 de la loi du 19 Février 1889. Elle avait pour but de faire subsister sur l'indemnité d'assurances les droits de préférence qui antérieurement s'éteignaient avec la destruction de l'objet grevé. C'est donc des créanciers ayant un privilège spécial, et d'eux seuls, qu'il s'agit lorsque la loi parle des créanciers privilégiés. Nous n'étudierons ici que les privilèges spéciaux sur les meubles, ceux portant sur les immeubles, n'étant, à proprement parler, que des hypothèques privilégiées, c'est à dire jouissant d'un classement de faveur.

La plupart des privilèges spéciaux sur les meubles dérivent du gage. Ces privilèges cessent avec le nantissement du créancier. Si le meuble vient à être détruit, le créancier ne l'a plus entre ses mains, son droit de gage cesse, et par suite son privilège. Mais la loi de 1889 fait en quelque sorte renaître le droit du créancier au cas de sinistre, et lui donne sur l'indemnité d'assurances le droit de préférence qu'il aurait eu sur le prix de ce meuble. On doit faire application de ce principe aux privilèges du créancier gagiste et du bailleur, ainsi qu'à celui qui porte sur les cautionnements des fonctionnaires en vertu de l'art. 2102—7°.

Bailleur. — Aussi, croyons-nous que la Cour de Bordeaux, dans un arrêt du 2 juin 1898 ⁽¹⁾, a fait une fausse application de la loi. Rappelons que l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 19 Février 1889 (cette partie

(1) Bordeaux, 2 Juin 1898, D. 99—2—276.

de la loi est en dehors de notre sujet), dispose qu'« en cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin, l'assuré ou ses ayants-droit, ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers, subrogé à leurs droits, aient été désintéressés des conséquences du sinistre ». La loi, d'une manière détournée, attribue au propriétaire ou voisin l'indemnité due au locataire ou au voisin objet du recours.

Une maison avait brûlé, et le locataire était responsable eu vertu de l'art. 1733 du Code civil. Le bailleur avait fait opposition au paiement de l'indemnité d'assurances entre les mains de la Compagnie qui avait assuré les meubles et marchandises de son locataire se trouvant dans la maison sinistrée. La Cour de Bordeaux, s'appuyant sur l'art. 3 que nous venons de citer, déclarait que le droit du bailleur ne portait que sur l'indemnité qui aurait pour cause le risque locatif, et non sur les autres indemnités; — qu'en conséquence, la Compagnie qui n'avait assuré que les meubles ou marchandises du locataire ne pouvait subordonner au consentement du propriétaire ou de son assureur, le paiement au locataire de l'indemnité qu'elle lui devait pour la perte des meubles et marchandises.

Il nous semble que la Cour de Bordeaux aurait dû faire, dans ce cas, non pas l'application de l'art. 3 de la loi du 19 février 1889, mais de l'art. 2 de cette même loi. — En effet, le bailleur a un privilège spécial sur les objets garnissant l'immeuble loué. Les meubles et marchandises, dont parle l'arrêt ci-dessus cité, étaient bien des objets garnissant l'immeuble loué et à ce titre grevé du privilège du bailleur. Ce

gage formé par les meubles garantit non seulement le paiement du loyer, mais aussi tout ce qui pourra être dû au propriétaire en vertu du bail, — suivant l'expression de la loi, « tout ce qui concerne le bail ⁽¹⁾ . » Les détériorations survenues dans l'immeuble loué, par la faute du locataire, sont comprises sous ce titre, Nous nous trouvons donc en présence d'une créance privilégiée et le privilège porte sur les meubles détruits couverts par une assurance. Conformément à l'article 2 de la loi de 1889, l'indemnité d'assurance due au locataire à l'occasion de la perte de ces meubles devait être attribuée au propriétaire dont le privilège couvrait ces meubles.

D'ailleurs, deux arrêts précédents ⁽²⁾ avaient résolu la question conformément à la thèse que nous soutenons. Ils avaient déclaré le propriétaire privilégié sur le montant de l'indemnité promise au locataire par l'assureur de celui-ci en représentation de son mobilier et de ses marchandises, pour tout ce qui était dû au propriétaire à titre de bailleur. On objectera vainement que l'article 3 est de droit étroit et qu'on ne peut pas étendre ses dispositions au-delà de ses termes; qu'il ne s'occupe que des indemnités garantissant les recours du propriétaire et du voisin. Encore une fois, le bailleur agit ici en tant que créan-

(1) Art. 2102, 1^o Alinéa 3, C. C.

(2) Toulouse, 27 Mai 1890, D. 93—2—54; Lyon, 25 Février 1892, D. 92—2—393; V. encore Trib. civ. Rocroi, 31 Janvier 1901 (Journ. ass. 1901—1—403); Trib. civ. Béziers, 21 Juin 1899 (*Moniteur du Midi* du 22 Octobre 1899); Paris, 9 Mai 1901 (Rec. Gaz. Trib., 1—1902—2—125); Nancy, 29 Janvier 1907 (*Le Droit*, 10 Avril 1907). V. également, Paris, 20 Janvier 1906 (D. 09—2—118), réformant un jugement du Trib. Civ. de Tonnerre qui faisait, lui aussi, une fausse application de l'art. 3.

cier privilégié, et il exerce un droit sur l'indemnité d'assurances qui a pour cause la destruction du mobilier et des marchandises de la même façon qu'il aurait pu le faire sur ce mobilier et ces marchandises. Ce point n'avait pas besoin d'être réglé en particulier et rentrait dans les dispositions générales de l'article 2. Il en était différemment des indemnités promises au locataire à raison des recours du voisin et du bailleur. Ces indemnités ne viennent prendre la place d'aucun objet grevé de privilège, et un texte spécial était nécessaire pour donner sur elles un droit de préférence au bailleur et au voisin. C'est l'objet du deuxième alinéa de l'article 3 ⁽¹⁾.

Privilège du droit commercial. — On devrait également faire application de la loi de 1889 en ce qui concerne tous les autres privilèges spéciaux sur les meubles. Mais quelle règle adopter pour les privilèges spéciaux de droit commercial ? Nous croyons que ces privilèges sont également du domaine de la loi de 1889. En présence de la généralité des termes employés par la loi, rien ne nous permet de soustraire ces privilèges à l'application de la loi.

Une curieuse application en a été faite par la Cour de Paris. Il s'agissait du privilège des gens de mer réglé par les articles 191, 6^{me} paragraphe, et 271 du Code de Commerce. Elle décidait que leur privilège pouvait s'exercer sur les sommes dues par les assureurs sur corps, sans qu'il y eût besoin de délégation expresse et que l'Administration de la Marine, en

(1) V. en sens contraire Planiol, *Note* sous Toulouse, 27 Mai 1890, D. 93--2--54.

tant que représentant des gens d'équipage, pouvait, quand l'armateur était en faillite, demander sur leur montant une collocation privilégiée. ⁽¹⁾

Porteurs de warrants. — Nous avons trois textes spéciaux en ce qui concerne le privilège des porteurs de warrants :

La loi du 28 Mai 1858, dans son article 10, dispose que, « les porteurs de récépissés et de warrants ont sur les indemnités d'assurance dues, en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur les marchandises assurées. »

Le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 18 Juillet 1898, spéciale aux warrants agricoles, est ainsi conçu : « Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée. »

Enfin le troisième alinéa de l'art. 5 de la loi du 30 Avril 1906 sur les warrants agricoles est ainsi rédigé : « Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres, les mêmes droits et privilèges que sur les produits assurés. »

Ces trois textes, malgré quelques différences de mots sont identiques. Ces porteurs de warrants commerciaux ou agricoles ont-ils avantage à invoquer la loi de 1889, et en ont-ils le droit ?

Ils ont avantage à invoquer la loi de 1889 parce que sa procédure est plus commode. Une simple opposition à la compagnie d'assurances suffit. D'autre

(1) Paris, 24 Juillet 1896, D. 98—2—473 et note de Levillain.

part les Compagnies d'assurances auront avantage à invoquer la disposition de la loi de 1889 qui valide les paiements faits de bonne foi.

A notre point de vue, ils ont également le droit de l'invoquer. Le rapporteur à la Chambre des Députés de la loi du 18 Juillet 1898, M. Chasténet, disait en parlant de l'article 4 :

« Il fallait en effet une disposition formelle pour décider que le privilège serait transporté sur l'indemnité en cas de sinistre. Il y a là en effet une dérogation au droit commun et à la jurisprudence établie ⁽¹⁾ ».

Nous sommes d'un avis opposé, et nous croyons qu'en l'absence de tout autre texte, l'article 2 de la loi du 19 Février 1889 devrait s'appliquer aux créanciers porteurs de warrants agricoles. On se rappelle que le premier projet de la loi ne s'occupait que des privilèges, et seulement des risques agricoles. Ce n'est que dans une deuxième rédaction que l'on voit l'attribution des indemnités d'assurances pour tous risques à tous les créanciers privilégiés ; enfin ce n'est que dans le texte définitif que nous trouvons mention des créanciers hypothécaires. On voit donc que le premier souci du législateur était l'attribution de l'indemnité d'assurances résultant d'un risque agricole à un créancier privilégié. On en voit une trace dans le texte de la loi qui parle de l'assurance contre la mortalité des bestiaux. Il ne peut s'agir en ce cas que de l'attribution à un créancier privilégié.

(1) Rapport de M. Chasténet à la Chambre des Députés, le 3 Décembre 1897. (Annexe n° 2869). *Journal Officiel* du 3 Mars 1898, p. 247.

La loi de 1889 s'appliquant aux créanciers privilégiés, l'article 4 de la loi du 18 Juillet 1898, comme l'article 5 de la loi du 30 Avril 1906 sont inutiles. Nous ne croyons pas, d'ailleurs, qu'ils fassent obstacle à l'application de la loi de 1889. Il ne faut voir, dans ces deux dispositions, qu'une copie maladroite de l'article 10 de la loi du 28 Mai 1858. Nous pensons que les porteurs de warrants commerciaux ou agricoles peuvent invoquer la loi de 1889 et qu'elle peut être invoquée contre eux. Il n'y a aucune opposition entre les lois de 1858 et 1906 et la loi de 1889. Mais la loi de 1889 est une loi spéciale à l'attribution des privilèges, qui a été mieux étudiée et plus approfondie que les deux textes de 1858 et 1906, qui n'ont traité ce sujet qu'occasionnellement. Elle doit donc servir à les compléter toutes les fois qu'il sera utile et nécessaire ⁽¹⁾.

La loi devrait également recevoir son application si le privilège résultait du nantissement d'un fonds de commerce. La question souffrait quelques difficultés au lendemain du vote de la loi de 1889. La jurisprudence exigeait, pour que le nantissement fût opposable aux tiers, la remise des titres du débiteur au créancier (bail du local affecté à l'exploitation du fonds, acte d'acquisition du fonds, certificat du dépôt

(1) L'arrêté ministériel du 26 Mars 1848 exigeait que les marchandises déposés fussent assurées. Le projet présenté par le gouvernement le 28 Octobre 1897 (*Journ. Off.* des 22 et 23 Février 1898, annexe n° 2750) dans une disposition analogue, prescrivait l'assurance obligatoire. La commission de la Chambre repoussa ce texte et le remplaça par l'alinéa premier de l'article 4 de la loi du 18 Juillet 1898. On peut en conclure que le législateur a abandonné le principe de l'assurance obligatoire en matière de warrants.

de la marque de fabrique ou de commerce, brevet d'invention) et la signification de la constitution au bailleur. Ces formalités, souvent insuffisantes pour sauvegarder l'intérêt des tiers, étaient indispensables pour la constitution du gage.

La loi du 1^{er} Mars 1898 (art. 2075 du Code civ.) complétée et modifiée par la loi du 17 Mars 1909, a substitué à ces formalités l'inscription sur un registre public tenu au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité, et également dans tous ceux dans le ressort desquels est située chacune des succursales du fonds comprise dans le nantissement, dans la quinzaine de l'acte constitutif. Si le créancier gagiste ayant fait signifier le nantissement à l'assureur de son débiteur, les marchandises qui dépendent du fonds de commerce viennent à être détruites par un sinistre, l'assureur qui connaît le nantissement, tant par l'inscription prise au greffe que par la signification à lui faite ne peut valablement se libérer qu'entre les mains ou du consentement du créancier gagiste. Dès que le nantissement a été porté d'une façon certaine à la connaissance de la Compagnie, elle ne peut plus valablement verser à l'assuré le montant de l'indemnité, même quand le fonds donné en gage est passé en d'autres mains par suite de ventes successives, à condition que les mesures indiquées par la police pour le cas de vente du fonds et des marchandises aient été prises ⁽¹⁾.

Tels sont les principaux cas de privilèges spéciaux

(1) Voyez en ce sens Cass. 15 Janvier 1901. Dalloz, 1901—1—102; Paris, 6 Décembre 1906. *Revue du Notariat*, 1908, n° 13196.

dans lesquels on aura à faire application de la loi du 19 Février 1889. Dans tous les autres cas, l'indemnité devra également être attribuée au créancier muni de ce privilège, ainsi qu'il résulte de l'examen de la loi.

2° *Créanciers hypothécaires.* — Les créanciers hypothécaires sont spécialement désignés par la loi de 1889 comme ayant droit à l'attribution privilégiée. On peut même dire que c'est leur cas qui a été ordinairement envisagé au cours de la discussion de la loi. Il n'y a pas lieu de distinguer suivant la nature de l'hypothèque : qu'elle soit conventionnelle, légale ou judiciaire, la loi devra également recevoir son application. Il suffira que les formalités requises pour la validité de l'hypothèque aient été remplies, et que celle-ci ait été dénoncée à l'assureur.

Des doutes se sont pourtant élevés pour savoir si la loi devait recevoir son application, quelle que fût la nature de l'immeuble hypothéqué. Ainsi que nous l'avons déjà dit, la loi du 19 Février 1889 devait prendre place dans le Code rural. L'article 1^{er} de cette loi traitant du privilège du bailleur ne s'occupe que du bailleur d'un fonds rural. N'en est-il pas de même de l'article 2, et ne doit-on pas réserver l'application de la loi aux seuls immeubles ruraux? Un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 2 Juin 1900 concluait en ce sens. Ce jugement a été sagement réformé par un arrêt de la Cour de Paris du 9 Mai 1901⁽¹⁾. Elle y déclarait que :

« C'est à tort que les premiers juges ont déclaré

(1) *Revue du Notariat*, 1902, n° 10979.

que les dispositions de l'article 2 de la loi du 19 Février 1889 s'appliquent uniquement aux fonds ruraux : qu'en effet, les termes de cet article sont formels et ont trait, d'une façon générale, à toutes les indemnités dues par suite d'assurances, qu'il n'y a pas de distinction faite entre les fonds ruraux et les fonds urbains. »

Un simple coup d'œil sur les travaux préparatoires de la loi suffirait pour confirmer cette solution et bien faire voir qu'entre les articles 1 et 2 de la loi du 19 Février 1889, il n'y a qu'un rapport de contiguité. Si l'article 1, qui seul subsiste du projet primitif, est bien spécial aux immeubles ruraux, l'article 2, ajouté après coup, s'applique indifféremment aux immeubles ruraux et aux immeubles urbains.

Nous avons dit, tout à l'heure, qu'il fallait, pour que le créancier ait droit à l'attribution, que les formalités requises pour la constitution de l'hypothèque aient été remplies. Que se passera-t-il, si, au moment du sinistre, l'hypothèque n'a pas été encore inscrite ou si elle est déjà périmée ?

Dans cette hypothèse, le créancier non inscrit peut avoir encore le droit de se faire inscrire ou ne plus avoir ce droit. Il l'aura tant qu'il restera encore quelque partie de l'immeuble affecté à l'hypothèque. Son absence ne se conçoit d'une façon ordinaire qu'en droit maritime : quand un navire vient à être détruit, la destruction peut être totale. S'il s'agit d'un immeuble, l'hypothèse est plus difficile à concevoir. Il faut admettre que l'hypothèque ait été consentie seulement sur les bâtiments à l'exclusion du sol ou qu'elle ait été consentie par le propriétaire du bâti-

ment, la superficie appartenant à un autre propriétaire.

S'il ne reste plus rien de l'immeuble, l'inscription ne peut plus être prise. Il reste, à vrai dire, l'indemnité mais on ne peut pas prendre hypothèque sur cette indemnité qui n'est plus qu'une créance, un meuble. Les seules hypothèques qui grèvent l'indemnité sont celles qui ont été conservées par une inscription non périmée lors de la destruction totale de l'immeuble. Si une inscription a été prise après le sinistre, elle devrait être radiée immédiatement. Lorsque l'inscription ne peut plus être prise, le créancier hypothécaire n'a plus aucun droit à l'attribution de l'indemnité, car, conformément à l'art. 2134 du Code civil, l'hypothèque ne produit effet que du jour de son inscription.

Qu'arrivera-t-il si l'immeuble, n'ayant pas été détruit en entier, le créancier hypothécaire peut encore prendre inscription? Nous croyons qu'également dans ce cas on doit refuser au créancier hypothécaire l'attribution privilégiée. En effet, pour examiner la situation des créanciers entre eux, il faut se placer au moment du sinistre. A partir de ce moment, les créanciers ne peuvent plus acquérir ou perdre de droits: c'est à dater de cet instant, que la délégation tacite, dont nous avons admis le principe, remplit son plein effet. Le sinistre a pour effet de consolider les rapports des créanciers entre eux. En nous appuyant sur l'article 2134 du Code civil nous devons refuser au créancier non inscrit le droit à l'attribution privilégiée, et celui-ci ne peut plus ensuite acquérir un droit qu'il n'avait pas au moment du sinistre. C'est également le principe de la loi du

19 Février 1889. Elle accorde l'attribution privilégiée aux créanciers « privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang ». Il ne peut s'agir de rang pour un créancier qui n'est pas inscrit, et par suite il ne peut y avoir pour lui d'attribution privilégiée ⁽¹⁾.

Cette solution de la loi est regrettable. Elle s'explique en matière de faillite, où l'on ne peut plus prendre inscription à dater du jugement déclaratif. Mais on n'a pas à redouter, en cas de sinistre, les mêmes dangers de collusion et de fraude qu'en cas de faillite. Un créancier, même vigilant, peut ne pas pouvoir faire inscrire son hypothèque dès le jour de la constatation ; il suffit que le lendemain l'immeuble hypothéqué soit sinistré pour que ce créancier soit réduit au rang de chirographaire. Il serait à souhaiter qu'on lui accorde un délai, à dater de la constitution de l'hypothèque, pendant lequel il pourrait se faire inscrire, même au cas de survenance d'un sinistre.

3° *Créanciers ayant un privilège spécial sur les immeubles.* — Les règles que nous avons indiquées en ce qui concerne les créanciers hypothécaires doivent s'appliquer également à cette nouvelle catégorie de créanciers. Ils ont droit à l'attribution privilégiée quelle que soit la source de leur privilège. Le privilège du vendeur d'immeuble devra fournir les principales applications de la loi.

Une difficulté s'élève pourtant au sujet du droit que les créanciers ont sur une succession après avoir obtenu la séparation des patrimoines. Si un immeuble de la succession vient à être détruit, les créanciers du défunt ont-ils droit à l'attribution privilégiée ? La

(1) V. Lyon-Caen, *Gazette des Tribunaux* du 2 Avril 1875.

réponse dépendra de la définition qu'on donnera du droit des créanciers du défunt sur la succession.

Si nous disons, avec la doctrine, que les créanciers ont sur les immeubles de la succession un simple droit de préférence, ⁽¹⁾ nous devons leur refuser le droit à l'attribution privilégiée. La loi de 1889 vise en effet uniquement les créanciers privilégiés ; s'il n'y a pas de privilège, il n'y a pas d'attribution privilégiée. Si, au contraire, nous disons avec la jurisprudence que la séparation des patrimoines engendre à l'égard des créanciers un véritable privilège sur les immeubles comportant un droit de suite, nous devons accorder aux créanciers de la succession l'attribution privilégiée.

Cette question ne présente d'ailleurs qu'un intérêt secondaire. En effet, si on refuse aux créanciers de la succession l'attribution privilégiée, ceux-ci pourront, néanmoins, saisir-arrêter entre les mains de l'assureur l'indemnité due à raison du sinistre, car cette indemnité fait partie de la succession : les créanciers se comporteront vis-à-vis de cette indemnité, comme s'il s'agissait du prix de vente d'un immeuble de la succession aliéné par l'héritier. — Nous verrons plus loin que si, au contraire, on accorde aux créanciers de la succession l'attribution privilégiée, une simple opposition adressée à l'assureur sera suffisante. Il n'y a donc pour ces créanciers qu'un intérêt de procédure à avoir ou à ne pas avoir droit à l'attribution privilégiée.

(1) V. Planiol, *Op. cit.*, t. 2, nos 2928 et suiv. ; — Baudry-Lacantinerie, *Précis de Droit civil*, t. 2, n° 1477 ; — Trib. civ. de la Seine, 21 Janvier 1887, *Gaz. Pal.* 87—1—35.

4° *Y a-t-il lieu d'attribuer les indemnités d'assurances à d'autres qu'aux créanciers privilégiés ou hypothécaires ?*

a) *Créanciers chirographaires.* — Les créanciers chirographaires n'ont aucun droit à l'attribution privilégiée. Néanmoins une question peut se poser à leur sujet. Peuvent-ils demander le remboursement des primes qui ont été payées par le débiteur pour l'assurance de l'immeuble hypothéqué. Ils peuvent s'y croire fondés, car si l'immeuble n'avait pas été assuré, on retrouverait au moment de la faillite ou de la déconfiture les sommes qui ont servi à payer ces primes. Nous croyons qu'on fera mieux de leur refuser ce droit, car l'assuré eût dépensé ces sommes *lautius vivendo* ; d'autre part, cette attribution libère le débiteur et empêche le concours des créanciers privilégiés ou hypothécaires qui ont été payés sur les autres biens du débiteur. D'ailleurs la solution eût été la même si, au lieu de nous trouver en présence d'un sinistre, l'objet grevé eût été vendu : les créanciers chirographaires n'auraient eu aucun droit au remboursement des primes d'assurances.

b) *Propriétaire d'un meuble.* — Lorsqu'un meuble se trouve en d'autres mains que celles de son propriétaire par suite d'un dépôt ou d'une location-vente, ou pour un autre motif, et que le détenteur a contracté une assurance pour couvrir sa responsabilité, l'indemnité résultant de cette assurance et due en cas de sinistre doit-elle être attribuée au propriétaire du meuble ? Nous croyons que, s'il faut répondre à cette question par l'affirmative, ce n'est pas en s'appuyant sur la loi de 1889. La loi de 1889 est une loi de droit strict qui s'occupe des créanciers

privilégiés ou hypothécaires et non du propriétaire. De plus, l'indemnité due par l'assureur peut être différente de la somme due par le détenteur au propriétaire. Le détenteur peut même ne rien devoir au propriétaire alors que l'assureur est tenu de payer l'indemnité d'assurance au détenteur. C'est ce qui aura lieu au cas de dépôt gratuit : le dépositaire ne devra rien au déposant s'il n'a commis aucune faute, alors que l'assureur est tenu de payer l'indemnité d'assurances au dépositaire. Nous croyons donc qu'il n'y a pas lieu d'accorder au propriétaire d'un meuble l'attribution privilégiée des indemnités d'assurances ⁽¹⁾.

c) *Créanciers rétenteurs*. — Le créancier rétenteur est celui qui est en droit de retenir une chose appartenant à son débiteur jusqu'à ce qu'il ait été payé, et bien que cette chose ne lui ait pas été donnée en nantissement. Il semblerait juste, qu'en cas de sinistre, l'indemnité due au propriétaire lui soit attribuée. Mais ceci est insuffisant pour établir son droit à cette indemnité. On s'est demandé si la loi de 1889 ne lui accordait pas ce droit, et on a fait valoir, en ce sens, que l'indemnité d'assurances était la représentation de la chose. Mais, c'est inexact ; la loi de 1889 n'a jamais fait de l'indemnité la représentation de la chose. Elle ne le pouvait pas, car il n'appartient pas au législateur de dire qu'une chose devient une autre, et, comme nous l'avons déjà démontré, l'indemnité d'assurances n'est pas la représentation de l'objet sinistré, mais un

(1) V. en ce qui concerne le dépôt et en ce sens : Requ. 16 Mars 1897, D. 97—1—288 ; en ce qui concerne la location-vente et en sens contraire : Grenoble, 21 Novembre 1906, *Journ. d'Ass.*, 1907—511.

patrimoine que l'assuré se constitue pour lui venir en aide si un de ses biens vient à périr ou à être détérioré. MM. Darras et Tabouriech ⁽¹⁾ ont soutenu la négative. Ils s'appuient sur ce que le droit de rétention s'oppose, par sa nature, à l'application de la loi de 1889. En effet, le créancier n'a qu'une exception à opposer à celui qui voudrait le dessaisir; dès l'instant où il ne détient plus, son exception est sans but, et il n'a aucune autre action dont il puisse disposer, et, par suite, il n'a aucun droit sur l'indemnité.

Nous ne pouvons adopter cette opinion. S'il est vrai de dire que le droit de rétention n'existe qu'autant que la chose est entre les mains du rétenteur, ce dernier peut la recouvrer si elle lui est enlevée malgré lui ou par suite d'un cas de force majeure. Il semble donc que la chose ayant péri par cas fortuit, le créancier aurait droit de se faire mettre en possession de l'indemnité. Il n'en est rien : la loi de 1889 ne donne pas aux créanciers rétenteurs le moyen de se faire mettre en possession de l'indemnité, et n'a pas organisé de procédure dans ce but. Bien plus, si on admet cette théorie, on est obligé d'en déduire que le créancier rétenteur, qui a reçu par hasard le paiement de l'indemnité, aura recouvré à nouveau son droit de rétention et pourra conserver cette indemnité.

Nous nous bornerons à refuser complètement aux créanciers rétenteurs le droit à l'attribution privilégiée, parce que la loi de 1889 est une loi de droit strict, qu'elle n'a envisagé seulement que les cas des créanciers privilégiés et hypothécaires, et qu'on ne saurait

(1) Darras et Tabouriech, *Op. cit.*, n° 58.

la faire sortir de son domaine sous peine d'en fausser l'application.

d) Retour légal de l'ascendant ou de l'adoptant. — Pour le même motif, nous leur refuserons le droit de se faire attribuer l'indemnité due par suite de destruction de l'objet soumis au retour, bien qu'encore, dans ce cas, l'équité commanderait une solution contraire ⁽¹⁾.

SECTION 2

Assurances auxquelles s'applique la loi.

« Les indemnités dues par suite d'assurances contre » l'incendie, contre la grêle, contre la mortalité des » bestiaux ou les autres risques... » La loi ne semble pas prévoir qu'il puisse exister d'exception, et indique que, quelle que soit la nature de l'assurance, il y a lieu à attribution des indemnités aux créanciers privilégiés

(1) La jurisprudence s'est laissée plusieurs fois entraîner par l'analogie existant entre certains cas et ceux qui rentrent dans le domaine d'application de la loi de 1889. En s'appuyant sur la loi du 12 août 1885 (art. 258 du Code de com., al. 6): « Dans tous les cas, le rapatriement des gens de l'équipage est à la charge de l'armement, mais seulement jusqu'à concurrence de la valeur du navire ou de ses débris et du montant du fret des marchandises sauvées, sans préjudice du droit de préférence qui appartient à l'équipage pour le paiement de ses loyers », et sur l'article 17 du décret du 22 Septembre 1891: « En cas de prise, de naufrage ou de déclaration d'innavigabilité, les frais de subsistance et autres susmentionnés (frais de rapatriement) ne sont dus par l'armement que jusqu'à concurrence de la valeur du navire ou de ses débris et du montant du fret des marchandises sauvées du du naufrage, les loyers de l'équipage pour la dernière traversée, ayant été d'abord prélevés sur ces produits. La partie des frais non couverte par lesdits produits reste à la charge de l'Etat »; — il a été jugé que l'Etat, qui avait avancé les frais du rapatriement de matelots naufragés, possède une créance

et hypothécaires. Nous allons étudier, pour chaque assurance, s'il y a lieu ou non à l'application de la loi.

1° *Assurances sur la vie*. — Voilà un premier genre d'assurance auquel la loi n'est pas susceptible de s'appliquer. La vie est une chose qui n'est pas susceptible de propriété sur laquelle on ne peut avoir ni hypothèques, ni privilèges. Un créancier privilégié ou hypothécaire n'aura pas plus de droit que les créanciers chirographaires sur le montant de l'assurance. Néanmoins le créancier privilégié général, à raison de l'étendue de son gage, aura sur cette somme, comme sur les autres, un droit de préférence. Mais il ne l'exercera pas en s'appuyant sur l'article 2 de la loi du 19 Février 1889. Une simple opposition entre les mains de la Compagnie d'assurances serait insuffisante et il devrait opérer une saisie-arrêt.

2° *Assurances contre les accidents*. — Ce que nous avons dit à propos des assurances sur la vie peut se répéter ici. Seuls les créanciers privilégiés généraux peuvent se prévaloir de leur privilège, et en laissant de côté l'idée qu'il pourrait y avoir un rapport entre ce droit du créancier privilégié général, et celui qu'exercent les créanciers privilégiés et hypothécaires

priviligée pour en recouvrer le montant sur l'armateur, et qu'en cas d'assurance du fait de l'armateur, ce privilège s'exercerait sur l'indemnité d'assurance. Nous ne pouvons pas admettre cette solution. Les textes que nous avons cités n'établissent pas un privilège de l'Etat sur le navire ou son fret. Il ne doit donc pas avoir lieu d'attribuer par préférence l'indemnité d'assurances à l'Etat pour fait de rapatriement de matelots: V. Paris, 17 Avril 1907, *Gaz. des Trib.*, 4 Mai 1907. — Cass., 18 Novembre 1908, *Gaz. des Trib.*, 19 Novembre 1908. — V. également, Grenoble, 21 Novembre 1906; *Journ. des Ass.*, 1907—511.

sur les indemnités d'assurances dans les cas prévus par la loi du 19 Février 1889.

3^o *Assurances maritimes.* — En dehors de la loi du 19 Février 1889, nous trouvons deux textes spéciaux : les lois du 10 Décembre 1874 et du 19 Février 1885. La loi du 10 Décembre 1874 sur l'hypothèque maritime décidait qu'en cas de perte du navire les droits des créanciers ayant une hypothèque sur lui seraient reportés de plein droit sur les sommes dues par les assureurs. Cette loi différait sur plusieurs points de la législation actuelle.

Elle était moins générale que la loi de 1889. Tandis que l'attribution des indemnités a lieu maintenant quelle que soit la nature du dommage éprouvé par le navire, perte ou simplement avarie, la loi de 1874 ne s'appliquait qu'aux cas de sinistres majeurs. En cas de simple avarie, les créanciers hypothécaires n'avaient pas de droits spéciaux sur les indemnités d'assurances. D'autre part, les créanciers hypothécaires étaient seuls admis à bénéficier de cette attribution, à l'exclusion des créanciers ayant un privilège sur le navire. Enfin, et à plus forte raison, il ne pouvait être question des créanciers, ayant simplement un privilège sur les marchandises assurées contre le risque de mer.

En revanche, cette loi se montrait beaucoup plus rigoureuse vis-à-vis des Compagnies d'assurances. Tandis que sous l'empire de la loi de 1889, le paiement fait de bonne foi avant opposition est valable, sous celui de la loi du 1874, l'inscription valait opposition entre les mains de l'assureur, et le paiement fait par lui, sans qu'il y ait eu opposition et de bonne foi, ne le libérait pas vis-à-vis du créancier hypothécaire. Les Compagnies d'assurances étaient dans l'obli-

gation d'exiger un état hypothécaire. Cette disposition amena leur mécontentement, et pour obvier à cet inconvénient, elles employèrent un moyen radical : Elles inséraient dans leur police une clause par laquelle elles interdisaient, sous peine de déchéance du contrat, à l'assuré d'hypothéquer le navire sans leur consentement.

La loi de 1874, qui avait été votée dans le but de favoriser l'hypothèque maritime, la rendait en fait plus difficile. Devant les réclamations, et des assureurs, et des assurés, on vota la loi du 10 juillet 1885. Cette loi abrogeait purement et simplement la loi de 1874, et avec elle, disparaissait le droit des créanciers hypothécaires aux indemnités d'assurances.

Ce droit a été rétabli par la loi du 19 Février 1889. Il y a eu, pourtant, dans la doctrine une discussion pour savoir si cette dernière loi visait l'assurance maritime, et si elle avait abrogé implicitement la loi de 1885. L'affirmative est aujourd'hui unanimement admise ; en effet, si la loi de 1885 abrogeait bien la loi de 1874, elle n'exprimait pas d'une façon explicite que l'indemnité d'assurances n'était pas subrogée au navire détruit vis-à-vis des créanciers hypothécaires. En réalité on se trouvait en présence d'un problème qui avait été d'abord solutionné par la loi de 1874, puis qui, la loi de 1885 intervenant, se trouvait sans solution spéciale ; la question ne pouvait plus être résolue que par l'application des principes généraux admis en la matière. Vient une loi, la loi du 19 Février 1889, disant : les indemnités dues par suite d'assurances contre l'incendie..... ou les autres risques seront attribuées, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou

hypothécaires suivant leur rang. En présence des termes généraux de cette loi, on doit dire qu'elle régit le droit commun. Elle devra régir toutes les hypothèses chaque fois qu'il n'y aura pas un texte contraire ou une impossibilité intrinsèque.

Or, il n'existe aucun texte direct disant : les indemnités d'assurances maritimes ne seront pas attribuées aux créanciers hypothécaires. On devra donc, en matière de droit maritime, faire application de la loi du 19 Février 1889. ⁽¹⁾

Il y eut également quelque hésitation dans la jurisprudence des tribunaux de commerce ; mais elle fut réformée dès le début. Rappelons un arrêt de la Cour de Paris du 24 Juillet 1896 ⁽²⁾, faisant application de la loi du 19 Février 1889 au privilège des gens d'équipage. Dans le même sens et plus récemment en matière d'hypothèque maritime ; Douai, 6 Février 1902 ⁽³⁾.

4° *Assurances contre la mortalité des bestiaux.* — Ce cas a été spécialement prévu par la loi. Cependant une seule classe de créanciers pourra se prévaloir de l'attribution de l'indemnité : ce sont les créanciers privilégiés. Il est évident qu'il ne saurait y avoir d'hypothèque sur les bestiaux. Parmi les créanciers privilégiés, deux surtout pourront avoir intérêt à demander l'attribution de l'indemnité d'assurance : le vendeur en vertu du privilège conféré par

(1) V. Darras et Tabouriech, De l'attribution des indemnités d'assurance dans les *Annales du Droit commercial*, 1889 et 1890..

(2) D. 98—2—473.

(3) D. 1902—2—477. V. *Examen doctrinal de la Jurisprudence en matière maritime*, par Ch. Lyon-Caen, dans la *Revue de Législation et de Jurisprudence*, 1903, p. 5.

l'art. 2102, 4°, et le bailleur à ferme ont vertu du privilège conféré par l'art. 2102, 1°. Notons également le privilège qu'accorde la jurisprudence au vétérinaire sur le prix de l'animal qu'il a soigné, en application de l'art. 2102, 3° (conservation de la chose).

5° *Assurances contre la grêle.* — Ce cas est également prévu par la loi. L'indemnité d'assurance doit-elle être attribuée au créancier hypothécaire? Nous croyons qu'il faut distinguer : Il est bien certain, tout d'abord, qu'un créancier hypothécaire qui poursuivra, devra, en même temps pratiquer une saisie immobilière sur la partie la plus importante, sur l'immeuble lui-même. Il faudra examiner à quelle époque le débiteur a été dessaisi. Si le dessaisissement est intervenu avant l'époque à laquelle aurait dû être faite la récolte de la partie ou de la totalité de l'exploitation sinistrée et qui fait l'objet de l'indemnité d'assurance, le créancier peut réclamer l'attribution de l'indemnité, car, normalement, la récolte faisait partie de son gage. Au contraire, si le dessaisissement est postérieur à l'époque à laquelle aurait dû être faite la récolte, le créancier hypothécaire n'a aucun droit à l'attribution de cette indemnité, pas plus qu'il n'en aurait eu sur la récolte elle-même, à moins qu'il ne s'agisse du privilège du bailleur : en ce cas, ce privilège s'exerce sur la récolte de l'année, indépendamment de la situation de cette récolte. Parmi les créanciers privilégiés spéciaux qui ont intérêt à se prévaloir de l'attribution de l'indemnité d'assurance, citons le bailleur et celui qui a fourni la semence (art. 2102, 1°). Il ne pourrait être question de ceux qui ont travaillé à la récolte, puisque la récolte faite, l'assurance cesse.

6° *Assurances contre l'incendie.* — Nommées en premier lieu par la loi de 1889, c'est là son plus vaste champ d'application. Nous ne nous étendrons pas ici sur cette partie du sujet, car, dans tout ce qui suivra, nous les prendrons comme assurances type, nous bornant à indiquer, s'il y a lieu, quelles eussent été les règles à suivre, au cas où il se fût agi d'une autre espèce d'assurance.

SECTION 3

Doit-on accorder l'attribution des indemnités d'assurances, quelle que soit la personne qui ait contracté l'assurance ?

Une assurance est valable quelle que soit la personne qui l'ait contractée. Non seulement le propriétaire peut faire assurer sa chose, mais une personne quelconque, à la condition qu'elle ait un intérêt à la conservation de cette chose, peut contracter une assurance. C'est ainsi qu'on admet la validité de l'assurance contractée par un copropriétaire, un nu propriétaire, un usufruitier, un associé, un dépositaire, un créancier privilégié, hypothécaire ou même simplement chirographaire. On reconnaît même la validité de l'assurance contractée pour le compte de qui il appartiendra. Dans tous ces cas, les créanciers privilégiés ou hypothécaires pourront-ils se prévaloir de l'art. 2 de la loi du 19 Février 1889 ?

La loi n'a pas tranché la question. Devra-t-on conclure de la généralité des termes employés par la loi, qu'il n'y a pas à distinguer pour accorder aux

créanciers privilégiés ou hypothécaires, l'attribution des indemnités suivant la personne qui a contracté l'assurance ? Ou bien devra-t-on s'inspirer de l'esprit même de la loi et des principes généraux du droit pour la leur refuser en certains cas ? Nous préférons cette solution plus juridique et nous dirons qu'on doit leur accorder cette attribution seulement si l'assurance a été contractée par le propriétaire de la chose grevée ou par une personne qui a agi au nom du propriétaire. Nous la leur refuserons dans les autres cas.

En effet, le tiers, qui contracte une assurance, agit dans son intérêt personnel et non dans l'intérêt du propriétaire. Les créanciers privilégiés et hypothécaires ne peuvent se prévaloir de cette assurance qui, à leur égard, est *res inter alios acta*. Si, par exemple, un créancier chirographaire assure un bien hypothéqué de son débiteur, c'est uniquement dans le but de se prémunir contre le dommage que lui causerait la perte de cet immeuble, et non dans le but de rendre un service à son débiteur : un semblable contrat serait nul en vertu de la règle qu'on ne peut stipuler pour autrui. Le créancier chirographaire ne peut pas prétendre à la valeur totale de l'immeuble. Il ne peut se prévaloir du contrat que jusqu'à concurrence de la somme de sa créance, et seulement dans le cas où il serait venu en ordre utile sur le prix de l'immeuble si celui-ci avait été vendu. Il ne doit pas avoir davantage de droits qu'il en aurait eu au cas de vente, car c'était là la mesure de l'intérêt qu'il avait en contractant l'assurance. Les créanciers privilégiés ou hypothécaires ne pourront pas demander l'attribution de l'indemnité en

se basant sur ce que l'assurance a porté sur la valeur totale de l'immeuble. On leur opposera que l'assurance est *res inter alios acta* et que son seul but était de conserver les intérêts du créancier chirographaire qui n'aurait pas pu valablement stipuler en leurs noms ou en celui du propriétaire.

Nous allons examiner en détail les principaux cas d'assurances contractées par un autre que le propriétaire, qui peuvent se présenter :

1^o *Assurance contractée par un copropriétaire.* — Des difficultés se sont élevées au sujet de la validité de l'assurance contractée par un seul copropriétaire. Certains auteurs ⁽¹⁾ pensent que l'assurance est valable pour le tout ; d'autres ⁽²⁾, et nous sommes de cet avis, pensent que l'assurance n'est valable que dans la mesure des droits du stipulant : les règles de la stipulation pour autrui ne lui permettent pas de faire davantage. Mais, quelle que soit la solution que l'on adopte, la règle en ce qui concerne l'attribution de l'indemnité aux créanciers privilégiés ou hypothécaires sera la même. Si la chose qui est en copropriété est grevée pour le tout d'un privilège ou d'une hypothèque et si tous les copropriétaires sont tenus personnellement au paiement de la dette, et qu'un seul copropriétaire ait contracté une assurance, on doit accorder aux créanciers privilégiés ou hypothécaires l'attribution privilégiée.

(1) Alauzet, t. 1, n^o 133 ; Delalande et Couturier, n^o 37 ; Persil, nos 141 et 145.

(2) Quénauld, n^o 143 ; Agnet et de Corny, n^o 20 ; Pardessus, n^o 593.

Dans les deux cas, en effet, les bénéficiaires de l'assurance sont les débiteurs.

Si l'hypothèque a été consentie par un seul copropriétaire, que l'immeuble ait été détruit en entier, il ne saurait y avoir lieu à l'attribution privilégiée, même si c'est ce copropriétaire qui a contracté l'assurance, car l'hypothèque n'aurait été validée que par un partage désormais impossible, qui lui eût accordé la propriété en totalité. Si l'immeuble n'est détruit que partiellement, il n'y a lieu à attribution privilégiée qu'autant que celui à qui échoira la propriété est en même temps débiteur hypothécaire et assureur. On devra néanmoins accorder l'attribution privilégiée pour l'assurance contractée par un autre que le débiteur, si on admet la théorie, que nous repoussons, qui reconnaît la validité pour le tout de l'assurance contractée par un seul copropriétaire.

2° Assurance contractée par un nu propriétaire — L'objet soumis à l'usufruit est grevé d'un privilège ou d'une hypothèque du fait de l'usufruitier; ce n'est pas à proprement parler l'objet qui est grevé, mais le droit d'usufruit. Doit-on accorder aux créanciers de l'usufruitier l'attribution des indemnités de l'assurance qui a été contractée par le nu propriétaire ? Il y a également divergence au sujet de l'étendue de l'assurance contractée par celui-ci. Certains auteurs ⁽¹⁾ pensent que le nu propriétaire, en stipulant pour la pleine propriété, agit comme le gérant d'affaires de l'usufruitier et que l'assurance est valable pour la totalité de l'immeuble en nue propriété et en usufruit.

(1) V. Planiol, t. 1, n° 2831; Delalande et Couturier, n° 40; Besançon, 26 Février 1856, S. 56—2—388.

Si on admet cette opinion, on devra accorder l'attribution privilégiée aux créanciers de l'usufruitier pour la part de l'indemnité qui lui reviendrait. Nous ne partageons pas cet avis, car l'usufruitier est étranger au contrat d'assurance. A son égard ce contrat est *res inter alios acta*. C'est en vain qu'on invoque la gestion d'affaires ; rien ne prouve que le nu propriétaire ait voulu stipuler pour l'usufruitier et la gestion d'affaires ne se présume pas.

Il vaut mieux, à notre avis, dire que l'indemnité doit être restreinte à la valeur de la nue propriété, car c'est là la mesure de l'intérêt qu'avait le nu propriétaire en contractant l'assurance. Si l'usufruitier n'a aucun droit sur l'indemnité, on devra donc conclure qu'à plus forte raison ses créanciers privilégiés et hypothécaires n'ont aucun droit à l'attribution prévue par l'article 2 de la loi de 1889⁽¹⁾.

3° *Assurance contractée par l'usufruitier.* — On doit suivre la même règle que dans le cas précédent. Il n'y a lieu à l'attribution qu'autant que l'usufruitier a été le mandataire ou le gérant d'affaires du nu propriétaire. On partage l'indemnité proportionnellement entre l'usufruitier et le nu propriétaire, et les créanciers privilégiés ou hypothécaires peuvent se prévaloir de l'attribution privilégiée sur la part revenant à leur débiteur⁽²⁾.

4° *Assurance contractée par une personne pour le*

(1) Verbroecken, Rec. pér. des assurances, 1884 ; Agnel et de Corny, n° 25 ; Colmar, 25 Août 1826, S. 28—2—17 ; Trib civ. de Pontarlier, 18 Février 1890 ; Grün et Joliat, n° 91.

(2) Agnel et de Corny, n° 75 ; Grün et Joliat, n° 86, Delalande et Couturier, n° 39.

compte d'une autre. — La stipulation pour autrui n'étant pas valable, le contrat d'assurance passé par une personne ne vaudra qu'autant qu'il pourra rentrer dans les cas de stipulation pour autrui que la loi permet. Le contrat d'assurance sera valable s'il est le résultat de l'exécution d'un mandat ou d'une gestion d'affaires. Serait également valable, en vertu de l'article 1124 du Code civil, le contrat d'assurance qui serait l'accessoire d'une stipulation personnelle. Dans tous ces cas, il y a lieu d'admettre les créanciers privilégiés et hypothécaires à l'attribution privilégiée, puisque le bénéficiaire de l'assurance est leur débiteur.

5° *Assurance contractée par un associé.* — Il faut distinguer suivant que la société est pourvue de la personnalité morale ou non. Si c'est une Société sans personnalité morale, on doit traiter la question comme au cas de copropriété et accorder l'attribution privilégiée dans les mêmes cas. Si au contraire cette société est une personne morale, ayant un ou des administrateurs qui seuls ont le pouvoir de gérer, on dénie, généralement, la validité de l'assurance contractée par un associé ⁽¹⁾. Nous croyons cette opinion trop absolue. Le contrat de société est *res inter alios acta* à l'égard de l'assureur. Il ne pourra donc pas se prévaloir de la clause qui confère aux seuls administrateurs le droit de gérer. L'associé pourra contracter une assurance dans la mesure de l'intérêt qu'il a à la conservation des meubles et immeubles de la Société, c'est-à-dire dans la mesure de sa part. Les créanciers privilégiés et hypothécaires

(1) Philouze, *Manuel du Contrat d'assurance*, p. 51.

pourront se prévaloir de l'attribution privilégiée sur cette indemnité.

6° *Assurance contractée par un créancier privilégié ou hypothécaire.* — Il existe un texte qui autorise les porteurs de warrants agricoles à contracter une assurance. La loi du 30 Avril 1906, art. 5, al. 1 et 2, dispose :

« Le warrant indiquera si le produit warranté est assuré ou non, et en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur.

» Faculté est donné aux prêteurs de continuer ladite assurance jusqu'à la réalisation du produit warranté. »

Cette faculté avait été proposée par le Ministre de l'agriculture, mais seulement jusqu'à l'échéance du prêt. Elle avait été adoptée sous cette condition par le Sénat ⁽¹⁾, puis par la Chambre ⁽²⁾. Sur les observations du rapporteur, M. Legrand, le Sénat autorisait la continuation de l'assurance jusqu'à la réalisation du produit warranté ⁽³⁾.

A la lecture de ce texte de loi, unique dans notre législation, on peut se demander si, dans les autres cas, un créancier privilégié ou hypothécaire peut bien contracter une assurance. La réponse ne fait pas de doute ; nous la trouvons dans le rapport présenté au Sénat par M. Legrand, le 8 Mars 1906 : « Quant à la

(1) Séance du 25 Juin 1903, *Journal Officiel*, Déb. parl. du 26 Juin, p. 1123.

(2) Séance du 27 Novembre 1905, *Journal Officiel*, Déb. parl. du 28 Novembre, p. 3522.

(3) Séance du 29 Mars 1906, *Journal Officiel*, Déb. parl. du 30 Mars, p. 302 et 303.

faculté de continuer l'assurance, il est loisible au prêteur de la stipuler par condition particulière, non seulement jusqu'à l'échéance, ce qui serait insuffisant, mais jusqu'à la vente des produits warrantés et aux frais de l'emprunteur; cette faculté existerait même en dehors de toute convention ou de tout texte de loi, pour le moins aux frais du prêteur ⁽¹⁾. »

Il est de toute évidence que le créancier privilégié ou hypothécaire peut assurer l'objet grevé, et il n'était pas besoin d'un texte de loi à ce sujet. Mais on se demande quelle sera la valeur de l'indemnité. La Cour de Colmar ⁽²⁾ a soutenu qu'elle devait être égale à la moins-value de l'objet sinistré. Nous n'en croyons rien : ce que le créancier avait intérêt à assurer, c'est le montant de sa créance, et il ne pouvait assurer la valeur de l'objet que comme gérant d'affaires du propriétaire; or, nous savons que la gestion d'affaires ne se présume pas. De plus, si on admettait cette opinion, on devrait conclure que lorsque le créancier qui a contracté l'assurance ne peut pas venir en ordre utile, l'indemnité appartient en entier au propriétaire, et par application de l'article 2 de la loi de 1889 aux créanciers privilégiés ou hypothécaires qui seraient préférables. Ceux-ci profiteraient d'un contrat passé par un tiers qui est sans aucun rapport avec eux. L'assurance devra donc être déclarée nulle comme dépourvue d'intérêt de la part du stipulant.

Le créancier privilégié ou hypothécaire ne pourra

(1) Annexe, n° 97, *Journal Officiel* du 29 Mai 1906, p. 221.

(2) Colmar, 27 Juin 1823, sous Cass., 29 Décembre 1824.

toucher son indemnité, que lorsque sa créance serait arrivée en ordre utile, en cas de vente de l'immeuble. En tous les cas, il ne la touche que dans la mesure de l'intérêt qu'il avait à la conservation de la chose, car il lui était impossible de stipuler pour le propriétaire et les autres créanciers privilégiés ou hypothécaires.

D'ailleurs, pour supprimer toute controverse, les Compagnies d'assurances font généralement insérer dans les polices contractées par des créanciers hypothécaires la clause ci-dessous :

« Il est expressément convenu qu'en cas d'incendie, la compagnie ne sera engagée envers ledit créancier que si l'inscription de celui-ci arrivait en ordre utile et seulement pour la portion de sa créance qui, en l'absence d'incendie, serait arrivée en ordre utile. Outre cette justification qui est à la charge du créancier, la compagnie ne devra une indemnité, que si la partie des constructions non atteintes par l'incendie, le sauvetage, la valeur du sol et enfin les autres immeubles hypothécairement affectés à la garantie de la même créance, quelles que soient, d'ailleurs, leur situation et leur nature, sont insuffisantes pour garantir la créance que l'incendie aura laissée à découvert. Il est également convenu que si la propriété soumise à l'hypothèque se trouvait aussi assurée, soit par la compagnie, soit par tout autre assureur, le créancier devrait, avant de pouvoir réclamer le paiement de son indemnité, faire valoir ses droits sur celle qui serait due au propriétaire. Dans ce cas il n'aura droit qu'à la portion de sa créance dont il se trouvera à découvert, déduction faite de la somme qui lui aura été allouée sur l'indemnité payée au propriétaire. »

Le créancier hypothécaire est donc seul à pouvoir se prévaloir de l'assurance qu'il a contractée, et il n'a droit à l'indemnité que dans la mesure de l'intérêt qu'il avait en contractant. Il ne faudrait pas croire que cette indemnité lui est attribuée en vertu de l'art. 2 de la loi 1889. Il n'y a droit que comme ayant passé un contrat dont il peut réclamer les effets. A plus forte raison ne peut-il s'agir d'attribution privilégiée pour les autres créanciers privilégiés ou hypothécaires ⁽¹⁾.

7° *Assurance contractée par un tiers détenteur.* — M. Panier ⁽²⁾, s'appuyant sur ce que la loi de 1889 n'a pas fait de distinction suivant la personne qui avait contracté l'assurance, dit que l'indemnité résultant de l'assurance contractée par le tiers détenteur doit être attribuée aux créanciers privilégiés et hypothécaires. Comme tempérament à cette rigueur, il indique que le tiers détenteur pourra être indemnisé de la dépense que lui a occasionnée le paiement des primes. Nous avons déjà réfuté cette idée en parlant des créanciers chirographaires. Nous n'acceptons pas davantage l'attribution de l'indemnité de l'assurance contractée par le tiers détenteur aux créanciers privilégiés ou hypothécaires. Il ne peut, en effet, assurer que l'intérêt qu'il a à la conservation de la chose. L'indemnité ne pourra donc pas dépasser cette somme, et le tiers détenteur sera seul qualifié pour la toucher.

8° *Assurance contractée par un dépositaire.* — Nous avons refusé au propriétaire l'attribution de l'indem-

(1) En sens contraire Darras et Tabouriech, *Op. cit.*

(2) Panier, *Op. cit.*, p. 14.

nité de l'assurance contractée par le dépositaire. A plus forte raison, la refuserons-nous aux créanciers privilégiés ou hypothécaires du propriétaire. La Jurisprudence est pourtant généralement en sens contraire ⁽¹⁾.

9° *Assurance contractée pour le compte de qui il appartiendra.* — C'est une assurance destinée à garantir des marchandises exposées à changer fréquemment de propriétaire. Elle crée un lien de droit non seulement entre les parties dénommées au contrat, mais encore entre l'assureur et les propriétaires, présents ou futurs de la chose assurée. Elle pourra être invoquée par tous ceux qui, soit en tant que propriétaires, soit à tout autre titre, avaient au moment du contrat, ou ont acquis dans l'intervalle, entre la souscription de l'assurance et la réalisation du sinistre, un intérêt personnel à la conservation de la marchandise assurée. L'assurant est réputé avoir été le mandataire ou le gérant, d'affaires du propriétaire. Si l'indemnité appartient au propriétaire, ses créanciers privilégiés pourront s'en prévaloir. Il y a lieu ici de faire application de la loi du 19 Février 1889 ⁽²⁾.

(1) En sens contraire: Grün et Joliat, n° 95; Pardessus, t. 2, n° 593, § 3; Delalande et Couturier, n° 45; Alauzet, *Commentaire du Code commercial*, t. 2, n° 670; Agnel et de Corny, n° 22; Tribunal de commerce de Bordeaux, 26 Novembre 1879; Bonneville de Marsangny, 3^e partie, page 244; Trib. civ. Lyon, 3 Juin 1881; *Gaz Trib.*, 22 Août 1881; en notre sens: Cass., 16 Mars 1897, D. 97—1—288.

(2) *Journal des Assurances*, 1861, p. 241; 1867, p. 118; 1868, p. 104; 1869, p. 393; — Bordeaux, 22 Mars 1857, Bonneville de Marsigny, 2^e partie, p. 198; — Cass., 27 Juin 1899, *Gaz. Trib.*, 28 Juin 1899.

Nous concluons donc que la loi de 1889 ne doit recevoir son application qu'autant que l'assurance a été contractée par le propriétaire ou par son mandataire ou gérant d'affaires, et que c'est un objet appartenant à l'assuré qui est soumis au droit de privilège ou d'hypothèque.

CHAPITRE IV

Dispense des formalités nécessaires antérieurement à la loi du 19 Février 1889.

Avant la loi de 1889, le créancier privilégié ou hypothécaire, qui voulait avoir des droits sur l'indemnité d'assurances, devait se faire consentir par son débiteur une délégation de cette indemnité. De plus, il était tenu de notifier cette délégation à l'assureur. Ainsi que nous l'avons dit, cette délégation était une cession conditionnelle d'une créance, en garantie d'une dette. Cette opération tenait à la fois de la cession de créance et du gage. Il fallait donc appliquer les règles de ces deux opérations. La délégation devait être consentie en termes exprès, conformément à l'article 1275 du Code civil. De plus, elle était soumise à la formalité de la remise du gage (art. 2075 et 2076 C. C.). Cette formalité consistait dans la remise de la police d'assurance. Elle était souvent négligée, car le mot délégation faisait illusion et on ne songeait pas à appliquer une règle du gage. Néanmoins, le Crédit Foncier a toujours exigé de ses débiteurs la remise de leur police. Il fallait encore, pour la validité de l'opération, que la délégation ait été notifiée à l'assureur.

La loi du 19 Février 1889 a supprimé la délégation; l'attribution a lieu sans qu'il y ait besoin de délégation

expresse. Peut-on conclure de là que les autres formalités qu'entraînaient la délégation soient devenues inutiles ?

La remise du titre est désormais inutile. Le droit du créancier privilégié ou hypothécaire à l'attribution de l'indemnité existe même si celui-ci ignore l'assurance. La délégation a lieu de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de la stipuler. On concevrait mal dans ce cas, que le débiteur créancier soit tenu de se faire remettre la police d'assurances, alors que le droit de gage sur la créance d'indemnité existe indépendamment de toute stipulation.

On a soutenu, pour maintenir l'obligation de la notification à la Compagnie d'assurance du contrat entraînant l'hypothèque ou le privilège, qu'en l'absence de texte formel, on devait continuer à agir comme par le passé. Nous pensons que dans ce cas, comme dans le précédent, la dispense de l'obligation de la stipulation expresse entraîne la suppression de la notification. Il faudrait, au contraire, un texte précis pour obliger le créancier à notifier son droit à l'assureur, car aucune règle de droit commun n'entraîne cette obligation. D'ailleurs si l'on veut donner un sens aux mots de la loi : « Les paiements faits de bonne foi avant l'opposition sont valables », il faut bien admettre que le droit des créanciers pourra être ignoré de la Compagnie d'assurances, sans que, pour cela, ils soient privés du droit à l'attribution.

La loi du 10 Décembre 1874 allait même plus loin en ce sens que la législation actuelle, puisque non seulement le créancier n'était pas tenu de notifier sa créance à la Compagnie d'assurances,

mais c'était à celle-ci de se rendre compte, avant de payer l'indemnité, si le navire avait été ou non, hypothéqué.

Les travaux préparatoires de la loi de 1889 sont dans ce sens. M. Lacombe, dans la séance du Sénat du 2 Février 1888, s'exprimait ainsi :

« C'est là une modification complète du droit actuel, en ce sens, que le projet fait échapper une série de valeur mobilières, de créances, aux dispositions de l'article 1690, d'après lequel le cessionnaire n'est saisi à l'égard du tiers que par la notification du contrat de transport. Le but de la loi est de supprimer les formalités gênantes et onéreuses. »

De tout ceci nous devons conclure que les formalités qui étaient obligatoires, pour la validité de la délégation, ne le sont plus désormais. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il pourra être avantageux pour les créanciers d'y recourir, et, ainsi que nous le démontrerons plus loin, la notification à l'assureur sera souvent une garantie considérable pour le créancier.

CHAPITRE V

Bonne foi de l'assureur.

L'article 2 de la loi du 19 Février 1889 attribue aux créanciers privilégiés ou hypothécaires les indemnités d'assurances; « Néanmoins, ajoute-il, les paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables ». La bonne foi de l'assureur consiste dans l'ignorance où il se trouve, de l'existence d'un droit de préférence grevant l'indemnité d'assurance. Le paiement fait de bonne foi par l'assureur le libère. « Si le débiteur de l'indemnité, disait M. Maunoury à la Chambre, a payé avant de connaître le droit de préférence, il ne peut être tenu de payer deux fois. »

A qui appartient-il de faire la preuve de la bonne foi de l'assureur ? On a prétendu, pour soutenir qu'elle incombait à l'assureur, que cette preuve était la condition de sa libération : lorsque le créancier a produit sa créance, c'est à l'assureur de prouver qu'il était de bonne foi, puisque de cette bonne foi dépend sa libération. Mais on oublie que, de droit commun, la bonne foi se présume; c'est au créancier de faire tomber cette présomption ; à lui donc la charge de la preuve de la mauvaise foi de l'assureur.

A quelles conditions, l'assureur ne sera-t-il pas de bonne foi, et comment le créancier pourra-t-il le constituer en état de mauvaise foi ? L'opposition adressée à l'assureur est le procédé indiqué par la

loi. Nous ne croyons pas néanmoins que ce soit le seul, et on peut se demander si le fait d'une inscription hypothécaire n'est pas suffisant pour établir la mauvaise foi de l'assureur.

SECTION I

De l'Inscription.

Sous l'empire de la loi du 10 Décembre 1874, c'était à l'assureur qu'il appartenait de vérifier au bureau du receveur principal des douanes si le navire était ou non grevé d'une hypothèque. On peut se demander s'il n'en est pas ainsi aujourd'hui. Peut-il réellement invoquer sa bonne foi, cet assureur qui a négligé de s'enquérir au bureau des hypothèques, si l'immeuble était grevé ou non, avant de payer l'indemnité? Les registres des hypothèques sont publics, et l'assureur n'a qu'à en demander un extrait pour se rendre compte si l'immeuble est grevé ou non.

Au lendemain de la promulgation de la loi, beaucoup d'auteurs soutinrent cette théorie. La jurisprudence se laissa influencer. Le 18 Décembre 1889, le tribunal de Brives rendait le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte de l'examen du texte de l'article 2, que l'indemnité est attribuée aux créanciers, qu'il y a donc attribution, c'est-à-dire transfert direct, par le seul effet de la loi, de la somme due aux créanciers ; que cette disposition produit ainsi un effet plus énergique que l'hypothèque elle-même dont le bénéficiaire reste toujours créancier de son premier débiteur, d'où la conséquence que le paiement

fait à l'assuré ne serait pas valable, puisqu'il ne serait pas fait à celui à qui il est dû.

« Attendu que.....

» Attendu que C... objecte vainement que les paiements faits de bonne foi sont déclarés valables et qu'il n'y a pas eu dans l'espèce d'opposition signifiée.... que.... le législateur s'est borné à décider que le débiteur qui aurait payé dans l'ignorance de la loi ou dans la croyance qu'il n'y avait pas de créanciers hypothécaires pourrait exciper de sa bonne foi ; qu'il s'agit donc uniquement d'une exception rendant applicable la maxime *reus excipiendo fit actor*, et laissant ensuite à sa charge, quoique la mauvaise foi ne se présume pas, la preuve de la bonne foi qu'il l'invoque, il en résulte que, dans tous les cas, en l'absence même d'opposition, la responsabilité peut se trouver engagée, et qu'il est de son droit, de son devoir même, de ne payer qu'au vu d'un certificat délivré par le conservateur, établissant qu'il n'y avait sur l'immeuble incendié ni hypothèques, ni privilèges inscrits, ou la présentation d'un bordereau de collocation à la suite d'un ordre ou d'une distribution qu'il appartient à l'assureur de faire ouvrir... » ⁽¹⁾

Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, nous ne croyons pas que la preuve de la bonne foi soit à la charge de l'assureur, et nous ne voyons pas sur quel argument décisif le jugement précité s'appuie pour renverser les règles ordinaires du droit commun. Mais nous n'admettons pas davantage les autres attendus de ce jugement.

(1) Sirey, 1890—2—174.

Le législateur, en exigeant la bonne foi chez l'assureur, a voulu simplement empêcher qu'il ne paye l'indemnité à l'assuré quoique ayant connaissance que l'objet sinistré a été grevé d'un privilège ou d'une hypothèque, mais nous ne pensons pas qu'elle ait voulu le contraindre à s'enquérir si l'immeuble était grevé ou non. Si un certificat négatif d'inscriptions eût été nécessaire la loi l'eût indiqué. S'il en était ainsi elle n'aurait pas parlé uniquement d'oppositions, car dans la plupart des cas qui se présentent dans la pratique, il s'agit d'hypothèques ou de privilèges soumis à la formalité de l'inscription, et dans tous ces cas, il était inutile de faire une opposition, puisque l'inscription y équivalait.

Cette théorie présenterait de nombreux inconvénients pratiques. Si on admet que l'inscription ne vaut pas opposition, les créanciers peu importants se taisent ; si le sinistre est peu grave, ils préfèrent abandonner leurs droits sur l'indemnité à l'assuré, car celui-ci les emploiera à la réparation rapide des dommages causés par le sinistre. Au contraire, dans la théorie opposée, ce seront les Compagnies d'assurances qui sont tenues de rechercher si l'immeuble est grevé ou non. Il faut qu'elles obtiennent des créanciers un abandon de leurs droits sur l'indemnité, ou bien qu'elles provoquent un accord amiable ou, à défaut, judiciaire entre ceux-ci. Si le sinistre est partiel, l'assuré se trouve dans l'impossibilité de faire les réparations nécessaires immédiatement, et l'immeuble en partie ruiné devient bientôt sans valeur. Si l'indemnité est peu importante et les créanciers nombreux, et qu'il soit impossible de faire un accord amiable, les frais judiciaires ont vite fait d'absorber

la plus grosse part de l'indemnité : Toutes choses qui ne se seraient peut-être pas produites, si l'assureur n'avait pas en quelque sorte amené les créanciers privilégiés et hypothécaires à se prévaloir de leurs droits.

De plus, c'est soumettre les compagnies à des charges et à des responsabilités excessives, sans qu'il en résulte aucun avantage pour elles. La loi du 10 Décembre 1874 les avait obligées à ces recherches; aussi, pour couper court à toutes difficultés, elles n'hésitaient pas à insérer dans leurs polices d'assurances cette clause draconienne :

« La condition de la validité de la présente police est que le navire ne soit pas grevé d'hypothèque maritime actuelle ou éventuelle. — Il est interdit à peine de nullité de la police, pour les risques à courir, de faire pendant la durée des risques, aucun emprunt hypothécaire sans le consentement des assureurs. »

Ainsi, une loi votée dans le but de favoriser l'hypothèque maritime mettait dans bien des cas le propriétaire d'un navire dans cette alternative : ou bien être dans l'impossibilité de recourir à la garantie hypothécaire que lui fournissait son navire, et par suite impossibilité de contracter un emprunt ; ou bien être obligé de renoncer à avoir son navire couvert par une assurance. Le législateur était dans l'obligation de détruire ce qu'il avait fait. La loi du 10 Juillet 1885 (article 39) abrogeait purement et simplement la loi de 1874. Nous ne pouvons pas croire que la loi de 1889 ait voulu renouveler ces errements.

Sous l'influence de la majorité de la doctrine ⁽¹⁾, la

(1) Panier, p. 28 ; — Darras et Tabouriech, n° 66 ; — Gauvin, *Monde économique* du 4 Juillet 1891 ; — Oudiette, *Moniteur des Ass.*, p. 89 et 137.

jurisprudence évoluait, et deux ans plus tard, le tribunal de Vienne rendait un jugement dans un sens opposé à celui de Brives :

« Attendu que s'il en était ainsi (*si l'inscription valait opposition*) la loi aurait déclaré impérativement que la compagnie ne pouvait valablement se libérer que sur la production d'un certificat négatif d'inscriptions ; attendu qu'elle exige l'absence d'oppositions et la bonne foi, c'est-à-dire à ce dernier point de vue, un ensemble de circonstances repoussant toute idée de précipitation de la compagnie pouvant être considérée comme une sorte de connivence avec le débiteur ; attendu dans la cause que le temps qui s'est écoulé depuis le sinistre, sa notoriété, les oppositions de quelques-uns de ses créanciers, permettent à la compagnie de se dessaisir de la somme qu'elle doit sans encourir aucune responsabilité.... »⁽¹⁾

La jurisprudence n'a pas varié depuis cette époque ⁽²⁾.

SECTION 2

De l'Opposition.

L'opposition est le moyen prévu par la loi pour permettre aux créanciers privilégiés ou hypothécaires de réserver leurs droits à l'attribution de l'indemnité.

On définit généralement l'opposition un acte d'huiss-

(1) Trib. Civ. Vienne, 11 août 1891 ; *Gaz. Trib.*, 19 Novembre 1891.

(2) V. pourtant en sens contraire Trib. civ. Toulouse, 24 Avril 1899 ; *La Loi*, 14 Mai 1899.

sier par lequel un créancier met sous la main de la justice les créances qui appartiennent à son débiteur en signifiant au débiteur de celui-ci défense de s'acquitter entre ses mains. Nous ne croyons pas que ce soit dans ce sens étroit que le législateur ait employé ce mot. Il faut entendre, par ce mot, toutes les mesures que pourra prendre le créancier pour avertir la Compagnie d'assurances de son droit, de telle sorte qu'elle ne puisse plus effectuer un paiement de l'indemnité sans être de mauvaise foi.

La jurisprudence s'est montrée très large en ce qui concerne les formes de cette opposition. Il est évident qu'elle ne sera pas soumise aux formes requises pour la validité de la saisie-arrêt par les articles 562 et suivants du Code de procédure ⁽¹⁾; qu'il ne sera pas nécessaire qu'on produise le titre de créance, et que la somme soit liquide conformément à l'article 559 du Code de procédure relatif à la saisie-arrêt ⁽²⁾. Sera valable l'opposition faite par lettre missive ⁽³⁾ ou même celle résultant d'un simple avis verbal donné à la Compagnie ⁽⁴⁾. En un mot, il suffit que la notification de l'opposant soit arrivée à la connaissance de la Compagnie de quelque manière qu'elle ait été faite ⁽⁵⁾.

(1) Trib. Civ. de Quimper, 12 Décembre 1900. *Mon. Jud.* de Lyon, du 5 Mars 1901.

(2) Trib. Civ. Seine, 25 Janvier 1904, *Rec. Gaz. Trib.*, II, 1904—2—1.

(3) Trib. Civ. Saint-Sever, 11 Juin 1904, *Le Droit*, 16 Décembre 1904.

(4) Trib. Civ. Béziers, 21 Juin 1899, *Mon. du Midi*, 22 Octobre 1899.

(5) Toulouse, 27 Mai 1890, D. 93—2—54 ; — Trib. civ. Montpellier, 12 Mai 1892 ; — Trib. civ. Montbéliard, 1^{er} Décem-

L'opposition doit être faite au siège social de la compagnie. M. Planiol s'est demandé si les particuliers ne se heurteront pas souvent à l'obstacle résultant du défaut de qualité des agents de la Compagnie qui pourraient garder l'opposition pour eux et négliger de la transmettre. Il faudrait considérer l'agent comme ayant commis une faute professionnelle engageant la responsabilité de la Compagnie, qui ne saurait invoquer cette faute pour prétendre qu'elle a ignoré la notification a elle faite ⁽¹⁾. Nous croyons que, pour parer à toutes difficultés, il sera prudent de remettre cette notification soit au siège de la Compagnie, soit entre les mains de l'agent qui a contracté l'assurance ⁽²⁾.

L'opposition pourra être adressée à la Compagnie, à n'importe quel moment à dater de la constitution du gage, jusqu'au paiement de l'indemnité. La notification adressée à la compagnie d'assurances avant le sinistre sera valable. Elle est suffisante pour que la Compagnie ne puisse plus faire de paiement de bonne foi. Il faudrait la renouveler si le contrat d'assurances n'était plus le même, parce que l'opposition porte sur l'indemnité résultant d'un contrat d'assurance pris en particulier. Il sera souvent avantageux pour les créanciers de faire cette notification

bre 1893; — Trib. civ. Nevers, 3 Avril 1895, D. 95—2—247; — Besançon, 6 Avril 1898, D. 98—2—425; — Pau, 8 Mars 1905, Rec. *Gaz. Trib.*, 1905, 2—248; — Paris, 17 Avril 1907, *Gaz. des Trib.*, 4 Mai 1907; — Cass. 1^{er} Juin 1897, D. 1900—1—577; — Cass. 15 Janvier 1901, D. 1901—1—102.

(1) Planiol, *Note* sous Besançon, 16 Avril 1898, D. 98—2—425, p. 426.

(2) Nancy, 17 Décembre 1872; *Journal des Assurances*, 1873, p. 218.

dès la constitution de leur privilège ou de leur hypothèque ; ils se mettront ainsi à l'abri de l'ignorance dans laquelle ils pourraient être tenus du sinistre. Ils feront bien également de renouveler leur opposition lorsque le titulaire de l'assurance change, les répertoires des Compagnies étant nominatifs.

L'opposition pourra être adressée à la Compagnie jusqu'au paiement, car ce sont les paiements faits de bonne foi que la loi valide. Les créanciers pourront utilement intervenir quels que soient les règlements et accords qui aient été adoptés par les assureurs et les assurés. La seule pièce qui libérera la Compagnie sera la quittance de l'indemnité.

Si l'opposition est une simple notification sans ministère d'huissier, la Compagnie pourra exiger qu'elle soit rectifiée par un acte extra-judiciaire, car cet acte lui permettra de justifier auprès de l'assuré des retards qu'elle apportera dans le paiement ⁽¹⁾.

Pour que l'opposition produise son effet, il faudra que l'hypothèque ou le privilège non dispensés d'inscription soient inscrits ; autrement l'assureur pourra et devra passer outre, car l'assuré n'a alors aucun droit de préférence sur l'indemnité.

Si les créanciers avaient de justes titres de craindre que la Compagnie fasse des paiements à leur détriment à d'autres créanciers, malgré leur opposition, ils peuvent procéder par voie de saisie-arrêt, et on ne peut déclarer celle-ci abusive. Ils pourront employer cette procédure plus énergique, toutes les fois qu'ils craindraient que leur opposition reste sans effet.

(1) Panier, p. 20.

Mais une opposition n'est pas indispensable pour constituer la mauvaise foi de l'assureur. Il suffirait que celui-ci ait eu connaissance par une voie quelconque de la charge qui grevait l'objet sinistré. Dans ce cas, il pourrait valablement refuser le paiement de l'indemnité à l'assuré et consigner celle-ci jusqu'à ce que l'assuré produise la preuve de sa libération.

La Cour de Paris a jugé, dans ces conditions : que l'assureur peut refuser de payer l'indemnité due par suite de la destruction d'un mobilier, lorsqu'il sait que ce mobilier est grevé du privilège du bailleur; et que c'est à bon droit, qu'une Compagnie d'assurance subordonne le paiement de l'assurance à la justification par l'assuré que le propriétaire de l'immeuble ne s'oppose pas à ce paiement. La Cour de Paris s'appuyait en particulier sur ce considérant :

« Considérant que la Compagnie *l'Union* qui avait connaissance de l'existence de la créance privilégiée du propriétaire, ne pouvait valablement payer à ses assurés le montant d'une indemnité que ledit article attribue aux créanciers privilégiés, sans qu'il soit besoin d'une délégation expresse; qu'en versant entre leurs mains le montant de cette indemnité, elle serait exposée à faire un paiement non valable ni libératoire parce qu'il n'aurait pas été de bonne foi ⁽¹⁾. »

L'assureur pourra donc se refuser à payer l'indemnité à l'assuré, toutes les fois qu'il aura

(1) Paris, 20 Janvier 1906, sur appel de Tonnerre, 26 Février 1904; en sens contraire, D. 1909—2—118, *Gaz Trib.*, 17 Juin 1906.

connaissance de l'existence d'un privilège ou d'une hypothèque, car le paiement qu'il ferait ainsi ne serait pas libératoire à l'égard des créanciers privilégiés et hypothécaires, puisqu'il ne pourrait pas exciper de sa bonne foi.

CHAPITRE VI

Droit des Créanciers privilégiés et hypothécaires sur la Créance d'indemnités éventuelles.

SECTION 1

Cessation du Contrat.

Il ressort de ce que nous avons déjà dit, que, lorsque se produira un sinistre, l'hypothèque ou le privilège n'auront souvent d'autre valeur que l'indemnité d'assurance elle-même. Il est donc de première importance pour le créancier que l'immeuble soit assuré. Il lui sera facile, au moment de la vente ou de la constitution d'hypothèque, de savoir si l'immeuble est assuré ou non, et quelle est la valeur de cette assurance. Mais plus tard, celle-ci peut manquer; le créancier a bien pu prévoir que le contrat d'assurance viendrait à échéance, obliger son débiteur au renouvellement et vérifier à l'époque de ce renouvellement s'il remplit son obligation; mais il existe une foule de cas dans lesquels le contrat d'assurance est résilié ou annulé sans que le créancier ait pu le prévoir, et, ce qui est plus grave, sans qu'il puisse en être averti.

Les polices des Compagnies françaises d'assurance contre l'incendie contiennent sous des titres générale-

ment ainsi formulés « Déclarations et obligations de l'assuré », — « Déclarations à faire par l'assuré », — « Obligations de l'assuré au cours du contrat », — des stipulations qui tendent à faire annuler ou résilier le contrat lorsque l'assuré ne s'y soumet pas. Voici de quelle façon est ordinairement rédigé l'article de la police relatif à ces stipulations :

« § 1^{er}. En cas de décès de l'assuré, l'assurance
» continue de plein droit en faveur des héritiers ou
» légataires qui seront tenus solidairement du paiement des primes, tant que l'héritier ou légataire
» auquel les objets assurés seront attribués n'aura
» pas fait transférer par avenant la police à son
» nom. Ils devront, en outre, déclarer leurs qualités
» dans le délai de deux mois et demander acte de
» leurs déclarations par avenant.

« § 2. En cas de vente ou de donation des objets
» assurés, le vendeur ou le donateur devra, dans le
» délai d'un mois, en faire la déclaration à la Compagnie et lui remettre l'engagement écrit des nouveaux
» propriétaires de continuer l'assurance ; faute de
» quoi, passé ce délai, la police sera résiliée de plein
» droit, et l'assuré sera tenu de payer à la Compagnie,
» outre les primes échues, une somme égale à une
» année de primes, à titre d'indemnité.

« § 3. Pareille indemnité sera due à la Compagnie si
» la police est résiliée ou réduite par suite d'expropriation, cessation de commerce, vente publique, partage,
» assurance antérieure non déclarée ou disparition de
» risque.

« § 4. En cas de liquidation amiable, suspension de
» paiement, liquidation judiciaire ou faillite, saisie
» mobilière ou immobilière, l'assuré, ses représentants

» ou ayants-cause sont tenus de déclarer, dans le
» mois, ces circonstances et de les faire constater par
» un avenant à la police, laquelle ne continue qu'avec
» le consentement expresse de la Compagnie. Faute de
» la susdite déclaration et de sa constatation par un
» avenant, l'assuré, ses représentants ou ayants-cause
» n'ont droit, en cas de sinistre à aucune indemnité.⁽¹⁾ »

Ce délai d'un mois fixé pour la déclaration de ces événements est le plus large qui soit accordé par les Compagnies. C'est celui que donne l'*Union*, les *Assurances Générales* et la *Nationale*. Le *Phénix* n'accorde qu'un délai de quinzaine ; pour le *Soleil*, la *Métropole* et la *Foncière*, il est seulement de huitaine. Enfin l'*Abeille* et l'*Urbaine* le réduisent à trois jours.

Cet article 4, à raison de la brièveté du délai donné, est le plus dangereux. Très souvent le créancier hypothécaire ou privilégié ne sera pas à même de connaître les événements qui amènent la résiliation de la police et d'en faire déclaration dans un délai si restreint. Il se trouvera alors en cas de sinistre, dépouillé de tout recours contre la Compagnie.

Prenons, par exemple, le cas de saisie immobilière, et examinons les délais au bout desquels elle peut venir à la connaissance du créancier hypothécaire ou privilégié ; l'acte de saisie est dénoncé au saisi ou à son ayant-cause dans les quinze jours de sa date. La transcription de la saisie et de l'exploit de dénonciation au bureau des hypothèques doit s'effectuer dans les quinze jours de la dénonciation. Le cahier des charges doit être déposé dans les vingt jours qui

(1) Police de la Compagnie la *Nationale*, art. 13.

suivent la transcription ; enfin, c'est seulement dans les huit jours qui suivent ce dépôt que la sommation est faite aux créanciers, aux domiciles qu'ils ont élu dans les inscriptions. En admettant que le créancier se trouve au domicile élu, ce n'est que cinquante-huit jours après la saisie qu'il en aura connaissance. A ce moment, il sera trop tard pour agir et si le débiteur a été négligent, le contrat d'assurances est résilié. Si l'immeuble est détruit, le créancier n'aura plus de recours contre la Compagnie.

Mais le cas de saisie immobilière est encore celui dans lequel le créancier aura le plus de chance d'être prévenu. Rien ne viendra l'avertir d'une saisie mobilière. Il ne pourra pas avoir connaissance de la déconfiture de son débiteur puisque la jurisprudence admet qu'un jugement n'est pas nécessaire pour fixer la date à laquelle a commencé cette déconfiture.

Dans les cas de faillite ou de liquidation judiciaire, les intérêts du créancier sont mieux sauvegardés, puisque les liquidateurs et le syndic ont le devoir aussitôt qu'ils sont nommés de sauvegarder les immeubles ; mais le délai est parfois si restreint, que ces administrateurs n'auront pas le temps matériel d'agir efficacement ; et il en sera de même pour le créancier.

Le danger que nous exposons n'est pas hypothétique. La Jurisprudence en fournit des exemples récents.

La Cour de Paris statuait le 25 Janvier 1907 dans l'affaire suivante : ⁽¹⁾

(1) Circulaire trimestrielle du Comité des Notaires des Départements. Rapport de MM. Hédelin et Chauveau, n° 277, page 261.

M. L... s'était rendu adjudicataire d'une maison suivant procès-verbal du 30 Janvier 1904, mais la prise de possession avait été fixée au 15 Juin suivant. Cette maison était assurée à *la Nationale* et, dans l'intervalle de la vente et du moment fixé pour l'entrée en possession, elle était détruite par un incendie. S'appuyant sur les clauses de la police que nous avons citées (§ 2), *la Nationale* opposait la résiliation, puisqu'il s'était écoulé plus d'un mois depuis la vente, sans que la déclaration prévue ait été faite. Elle refusait toute indemnité au vendeur, en invoquant contre celui-ci que, n'étant plus propriétaire, il n'était plus assuré à ce titre ; qu'il ne lui appartenait pas de changer le caractère et la portée de son assurance ; et qu'assuré comme propriétaire, il ne l'était plus comme locataire.

La Cour admettait les prétentions de *la Nationale* en s'appuyant sur les considérants que voici :

« Considérant qu'il est constant et que les époux
» D... reconnaissent que la déclaration que l'assuré
» doit en cas de vente, faire à son assureur n'a pas
» été faite dans le mois qui a suivi le 30 Janvier 1904.
» date d'adjudication du procès-verbal de l'immeuble
» sinistré ; que les époux D... prétendent qu'ils n'ont
» pas contrevenu aux prescriptions de l'art. 13, § 2,
» parce que cette disposition ne fixant pas le point
» de départ du délai d'un mois, celui-ci ne peut
» commencer à courir que du jour où le nouveau
» propriétaire est entré en possession de l'immeuble
» vendu.

» Mais, considérant qu'une telle interprétation de
» l'art. 13, § 2 est inadmissible, qu'elle est contraire au
» texte précis de cet article, dont les termes sont for-

» mels; qu'elle se combine difficilement avec les autres
» clauses de la police; qu'il n'est pas douteux que dès
» que l'assuré a cessé d'être propriétaire de la chose
» qu'il a assurée en cette qualité, il doit faire la déclara-
» tion de la vente qui a opéré la mutation de pro-
» priété; qu'en effet à partir de cette date, le vendeur,
» s'il a continué à occuper l'immeuble vendu à un titre
» quelconque, ne le détient plus en la qualité qu'il
» qu'il avait lorsqu'il a contracté son assurance;
» que les risques auxquels il est alors exposé ont
» un objet et présentent un caractère différents de
» ceux de l'assurance antérieurement contractée; que
» le délai qui est donné au vendeur pour régulariser
» la situation et pendant lequel l'assurance continue à
» produire ses effets ne peut donc commencer à
» courir à une date autre que celle où la mutation
» de la propriété s'est opérée, que son point de départ
» ne peut être reporté au jour où la délivrance serait
» effectuée.

» Considérant que les époux D.... ne s'étant pas
» conformés aux prescriptions prérappelées de leur
» contrat, la police a été résiliée de plein droit à
» l'expiration dudit délai, et les époux D.... ne peuvent
» prétendre à aucune indemnité pour le sinistre qui
» ne s'est produit que le 1^{er} Juin.

» Considérant que le rejet de cette demande
» entraîne par voie de conséquence nécessaire le
» rejet de la demande en garantie, sans qu'il y ait
» lieu de rechercher si cette demande était recevable,
» et, par suite, l'infirmer du jugement dans celle de
» ces dispositions par laquelle il a condamné « *la Natio-*
» *nale* », à réparer le préjudice causé à L..., par l'in-
» cendie prérappelé dont D... était déclaré responsable.

» Sur l'appel éventuel de L...

» Considérant que les époux D..., vendeurs, sont
» obligés de délivrer à L..., leur acquéreur, la chose
» vendue à l'époque fixée par le contrat, que ne pou-
» vant, par suite de l'incendie qui a détruit en totalité
» ou en partie l'immeuble vendu, exécuter leurs obli-
» gations, ils doivent être tenus de réparer le pré-
» judice que l'incendie a fait éprouver à L..., alors
» qu'ils n'allèguent même pas que cet incendie soit
» dû à un cas fortuit ou à un événement de force
» majeure, qu'ils prétendent à la vérité que L...
» aurait commis une faute en ne faisant pas à
» « *la Nationale* » la déclaration que lui imposait une
» clause expresse de son cahier des charges ; mais
» considérant que le préjudice résultant de l'incendie
» n'est pas la conséquence de cette faute et que, du
» reste, alors même que L... se serait conformé à
» cette disposition de son cahier des charges, les
» époux D..., responsables de l'incendie, n'en seraient
» pas moins exposés à en supporter les conséquences
» dommageables, parce que « *la Nationale* », qui aurait
» payé à L... l'indemnité du sinistre, serait en droit,
» en vertu de la clause de subrogation, insérée
» dans la police, de leur réclamer le montant des
» sommes qu'elle aurait payée à ce titre à son
» assuré L.... »

Le Tribunal civil de Bordeaux donnait une solution analogue dans une affaire du même genre. La Compagnie *l'Urbaine* invoquait la résiliation d'un contrat d'assurance pour non-déclaration par l'assuré de son état de cessation de paiement. La Société immobilière, *la Paix* avait obtenu contre M..., l'assuré, une condamnation au paiement d'une somme 7,150 francs

par jugement du Tribunal civil de Bordeaux, le 31 Octobre 1905. A la suite d'un sinistre survenu chez M... le 11 Octobre 1906 une expertise fixait l'indemnité à la somme de 18.132 fr. 80. *La Paix*, ayant fait une saisie-arrêt entre les mains de *l'Urbaine*, celle-ci invoquait la déchéance encourue par M..., malgré que celui-ci eût depuis cette époque continué à payer les primes de cette assurance.

Le tribunal civil de Bordeaux admettait les prétentions de la Compagnie *l'Urbaine* dans un jugement du 5 Août 1907 ⁽¹⁾, dont les considérants et le dispositif sont ainsi conçus :

« Attendu que M..., aux termes de deux jugements
» du Tribunal de Commerce de Bordeaux des
» 28 Janvier et 29 Avril 1907, est en état de cessation
» de paiement depuis le 17 Octobre 1904. Or, attendu
» qu'il n'a pas déclaré cet état à son assureur dans
» le délai qui lui était imparti dans sa police, à peine
» de déchéance ; — Attendu, par suite, que la Société
» immobilière « *la Paix* », eût-elle le droit d'agir à sa
» place en vertu de l'art. 1166 du Code Civil, ne
» saurait obliger la Compagnie « *l'Urbaine* » au paiement
» d'une indemnité à raison d'un sinistre survenu
» le 11 Octobre 1906 ; — Et attendu d'ailleurs que
» cette même solution s'imposerait au vu du contrat
» précité et d'un procès-verbal de saisie immobilière
» du 26 Juin 1906 ; que notamment l'assuré ou ses
» ayants-droit ne peut être admis à repousser la
» sanction stipulée en prétendant l'ignorance ; — Par

(1) Circulaire trimestrielle du Comité des Notaires des Départements, n° 277, Rapport de MM. Hédelin et Chauveau, p. 264.

» ces motifs, le tribunal, après en avoir délibéré,
» jugeant en matière ordinaire et en premier ressort,
» rejette la demande et condamne la demanderesse
» aux dépens ⁽¹⁾ ».

On voit dans ces deux cas que, si l'immeuble avait été grevé d'une hypothèque conventionnelle ou d'un privilège, le créancier se serait trouvé sans recours contre la Compagnie d'assurances, sans pour cela qu'il y ait eu faute ou même négligence de sa part.

Une autre cause de résiliation, encore plus grave, et portant atteinte directement au crédit hypothécaire se trouve insérée dans la police de la Compagnie d'assurances *la Nation*. L'assuré doit au moment du contrat déclarer s'il est débiteur, et par la suite avertir la Compagnie, s'il devient débiteur hypothécaire. Il faut voir là, sans doute, le souvenir d'une clause qui était insérée dans les contrats d'assurance maritime sous l'empire de la loi du 10 Décembre 1874, qui, on s'en souvient, était extrêmement rigoureuse pour les Compagnies d'assurances.

Voici en quels termes s'exprime la police de *la Nation* ;

« Art. 8. — L'assuré doit déclarer et faire mentionner sur la police, sous peine de n'avoir droit, en cas de sinistre, à aucune indemnité, s'il est débiteur hypothécaire.

» Art. 10. — Avant de consentir hypothèque ou délégation sur les objets immobiliers ou mobiliers assurés, l'assuré est tenu d'en faire constater la

(2) V. encore dans le même sens, Nancy, 4 Janvier 1894, Paris, 29 Novembre 1892. Dalloz, 94—2—309 ; — Orléans, 4 août 1905, D., 06—2—292.

» déclaration par avenant et de payer, s'il y a lieu,
» une augmentation de primes.

» Art. 12. — Lors de la déclaration prescrite par
» les art. 8 et 10, la Compagnie se réserve le droit de
» résilier la police par une lettre chargée et les primes
» payées ou échues lui demeureront acquises ; faute
» de ces déclarations, l'effet de l'assurance sera sus-
» pendu, et l'assuré, ses représentants ou ayants-cause,
» n'auront aucun droit, en cas d'incendie, à aucune
» indemnité. »

S'appuyant sur ces articles de sa police, la Compagnie *la Nation* refusait toute indemnité en cas de sinistre, en raison des hypothèques conférées par les débiteurs qui avaient omis d'en faire déclaration. Les prétentions de la Compagnie ont été admises par des jugements du Tribunal civil de la Seine du 27 Juillet 1897 et du 1^{er} Mars 1900, par un arrêt de la Cour de Paris du 26 Mai 1898. Elles ont été réjetées par un jugement du tribunal civil de la Seine du 27 Février 1900 ⁽¹⁾.

Cette clause est exceptionnelle, et nous n'avons pas connaissance de jugements sur ce point, relatifs à d'autres Compagnies.

On voit que, dans nombre de cas, le créancier privilégié ou hypothécaire trouvera le contrat d'assurance annulé. Peut-il y remédier ? En un mot, quels sont ses droits sur la créance éventuelle d'indemnités !

(1) Circulaire trimestrielle du Comité des Notaires des Départements, n° 239, p. 62 ; n° 241, p. 211 ; n° 242, p. 295. V. dans le même sens. Trib. civ. de la Seine, 3 Août 1898, *Gaz. des Trib.*, 18 Novembre 1898.

En vertu de l'article 1236 du Code civil, autorisant le paiement des dettes d'autrui, il pourra payer les primes stipulées par le contrat d'assurances passé par son débiteur. Certains auteurs lui refusent le droit de faire les déclarations prescrites par la police d'assurance. Mais on doit le lui accorder, car ce sont de véritables mesures conservatoires d'un droit qu'il possède à titre éventuel.

Mais le créancier ne pourra recourir à ces mesures, qu'autant qu'il aura eu connaissance des faits de nature à amener l'annulation du contrat d'assurances. Il appartiendrait au législateur de donner au créancier le moyen de sauvegarder ses droits. C'est ainsi que la loi alsacienne du 4 Juillet 1881 obligeait la Compagnie d'assurances, que les créanciers ont prévenu de leurs droits, de les avertir, au fur et à mesure, des circonstances qui seraient de nature à amener la modification ou l'annulation de la police.

Un projet de loi a été déposé par le gouvernement à la Chambre des députés le 12 Juillet 1904. L'exposé des motifs, signale la nécessité de réduire le plus possible le nombre des dispositions tendant à faire résilier les contrats d'assurances, et à ne laisser que celles qui concernent les abus graves et caractéristiques, en particulier celles relatives à l'aggravation des risques. L'article 34 de ce projet supprime la résiliation pour cause de faillite ou de liquidation judiciaire, à condition que le créancier hypothécaire se soit obligé au paiement des primes, et qu'elles aient été payées jusqu'au moment du sinistre. Cet article est, à notre avis, incomplet; il est muet sur des clauses de résiliation qui ne sont pas moins vexatoires, telles que celles relatives aux saisies

mobilières ou immobilières, et à la cessation de paiements.

En attendant une mesure législative, des négociations ont été poursuivies simultanément par le Crédit Foncier de France et le Comité des Notaires des Départements, d'une part, — et d'autre part le Syndicat général des Compagnies d'assurances à primes fixes contre l'incendie, le Comité syndical des Compagnies d'assurances à primes fixes contre l'incendie, et chacune en particulier des Sociétés mutuelles d'assurances à primes fixes contre l'incendie, pour remédier à cet état de choses ⁽¹⁾.

Plusieurs procédés s'offraient aux négociateurs : Le créancier privilégié ou hypothécaire, ou le notaire ayant rédigé le contrat d'où résultaient le privilège ou l'hypothèque, pouvaient chaque année, comme le faisait le Crédit Foncier de France, réclamer à l'assureur un certificat indiquant si le contrat d'assurances était ou non en vigueur ; ou bien, obtenir des Compagnies d'assurances, au profit du vendeur ou du prêteur une contre-assurance garantissant ceux-ci de toutes les éventualités susceptibles de vicier ou d'annuler le premier contrat ; ou enfin, obtenir que la plupart des clauses de déchéance inscrites dans les polices des Compagnies ne soient pas opposables aux créanciers hypothécaires et privilégiés, et que dans les autres cas ceux-ci soient mis à même d'y remédier.

(1) Hédelin et Chauveau, Rapports dans la Circulaire trimestrielle du Comité des Notaires des Départements, n° 273, p. 763 et suiv. ; n° 277, p. 266 et suiv. ; n° 278, p. 403 et suiv. ; n° 281, p. 566 et suiv.

Le premier procédé que nous indiquons, est celui employé par le Crédit Foncier de France. Chaque année, cet établissement réclame aux différentes Compagnies qui ont assuré des immeubles à lui donnés en gage, un état indiquant si les contrats d'assurances sont toujours en vigueur. Mais si cela se conçoit facilement d'un établissement dont les opérations hypothécaires sont le but, il est peu probable que les créanciers particuliers voudraient s'astreindre à prendre chaque année semblable précaution. Il aurait été plus facile d'obtenir des notaires qu'ils tiennent un registre dans le genre de celui des renouvellements d'inscriptions où seraient mentionnées les diverses assurances garantissant les immeubles qui ont été l'objet d'une vente ou d'un prêt hypothécaire. Chaque année, ils auraient demandé aux Compagnies si le contrat d'assurance était toujours en vigueur. Mais cette mesure, qui augmentait la responsabilité des notaires sans qu'il en résultât d'avantages pour eux, était insuffisante. Dans l'espace d'un an, le contrat pouvait être résilié et l'immeuble sinistré. Si ce procédé diminuait les risques du créancier, il ne les ôtait pas complètement. Ce n'était là qu'une demi-mesure.

En second lieu, on pouvait assurer spécialement le risque que courait le créancier de voir le contrat d'assurance résilié ou annulé, soit en obtenant des Compagnies d'assurances une contre-assurance, soit en favorisant la création d'une Compagnie qui aurait pour objet la contre-assurance de ce risque.

Théoriquement, ce procédé est excellent; il garantit complètement le créancier, sauf au cas d'aggravation de risque : Il est invraisemblable qu'une Compagnie renonce à cette clause, qui seule lui permet de

limiter sa perte. Pratiquement, ce procédé se heurte à une difficulté très grande : Les charges seraient trop élevées en proportion de la prime.

Les frais des Compagnies sont de deux sortes : les frais d'administration et les frais de recouvrement des quittances. En dehors de ceci, tout capital mobilier ou immobilier supporte des impôts de trois sortes : la taxe du timbre qui s'élève à 0,03 ‰ des valeurs assurées ; la taxe en faveur des pompiers qui est de 0,006 ‰ des valeurs assurées ; la taxe de l'enregistrement, soit 10 ‰ de la prime perçue. Supposons donc qu'une Compagnie réclame pour le risque ci-dessus une prime de 0,02 pour cent de la valeur assurée. 0,02

Cette Société serait obligée de réclamer en plus :

Taxe d'enregistrement	0,00581
Taxe pour les pompiers	0,00600
Taxe du timbre	0,03000
Frais d'administration	0,03750
Frais du recouvrement des quittances.	<u>0,01000</u>
TOTAL.	0,10931

Il résulte de ceci : que, pour une prime de 0,02, les charges s'élèveraient à 0,08931, soit plus de quatre fois la prime. Il y a trop grande disproportion entre les deux chiffres pour que cette mesure soit applicable.

Cette contre-assurance nécessitait la coexistence d'un contrat direct, et pour qu'elle reçoive effet, il fallait que le contrat direct devienne caduc.

Ce moyen fut abandonné en raison des frais qu'il aurait occasionnés. L'attention du Comité des Notaires

et des Compagnies d'assurances se porta sur un autre moyen, à savoir diminuer ou détruire directement les risques que couraient les créanciers privilégiés ou hypothécaires, en modifiant les clauses des polices.

Des négociations eurent lieu entre le Comité des Notaires des Départements représenté par M. Chauveau, vice-président, d'une part ; et d'autre part le Syndicat général des Compagnies d'assurances à primes fixes contre l'incendie, représenté par M. le baron Cerise, président, et le Comité Syndical des Compagnies d'assurances à primes fixes contre l'incendie, représenté par M. Le Vasseur, président. Un accord intervint à la suite duquel les Compagnies acceptèrent que :

1° La plupart des clauses de déchéances inscrites dans les polices des Compagnies d'assurances à primes fixes, ne soient pas opposables aux créanciers privilégiés et hypothécaires, à l'égard des immeubles grevés d'inscriptions ;

2° En cas d'aggravation des risques, la déchéance ne soit opposable aux créanciers privilégiés et hypothécaires de bonne foi, que dans la proportion de l'insuffisance de la prime ;

3° En cas de non paiement de la prime d'assurance par le débiteur, le créancier soit avisé et mis à même d'obvier à la déchéance qui pourrait en être la conséquence.

Ces conventions produiront effet au moyen d'un avenant à la police d'assurances, suivant la formule ci-après rapportée :

« *Clause pour compte des créanciers hypothécaires.*

» En ce qui concerne l'immeuble sis à, garanti
» par l'art. de la police,

« Sur la demande de l'assuré, la Compagnie consent
 » à ne pas se prévaloir au regard des créanciers privi-
 » légiés ou hypothécaires dont le titre aura date
 » certaine avant le sinistre, de l'omission des déclara-
 » tions prescrites par l'art.... des conditions générales de
 » la police (décès, vente, donation, dissolution de société,
 » suspension de paiements, liquidation judiciaire ou
 » faillite, saisie mobilière ou immobilière), mais dans
 » la mesure seulement où leurs créances viendraient
 » en ordre utile sur l'indemnité à laquelle l'assuré
 » aurait pu prétendre si sa situation eût été régulière.

» En cas d'aggravation de risques au cours du
 » contrat non déclaré par l'assuré, la déchéance ne
 » sera opposable aux créanciers privilégiés ou hypo-
 » thécaires de bonne foi, que dans la proportion de
 » l'insuffisance de la prime.

» Ces renonciations faites en vue de favoriser le
 » crédit hypothécaire de l'assuré ne sauraient lui
 » profiter personnellement. En conséquence, si dans
 » les circonstances ci-dessus prévues, l'indemnité se
 » trouvait supérieure aux droits desdits créanciers,
 » l'assuré demeurerait, pour la portion excédant leurs
 » droits, sous le coup de la déchéance encourue.

» Nonobstant les renonciations qui précèdent, le
 » créancier privilégié ou hypothécaire n'aurait droit
 » lui-même à aucune indemnité, si la Compagnie
 » établissait qu'il a eu connaissance, un mois au
 » moins avant le sinistre, des circonstances dont la
 » déclaration est requise de l'assuré.

» Le droit pour la Compagnie de résilier la police,
 » lors des circonstances prérappelées, demeure entier,
 » mais en ce qui concerne les créanciers privilégiés ou
 » hypothécaires, cette résiliation ne produira effet

» qu'un mois après la notification qui en sera faite par
» lettre recommandée à M^e...., notaire à...., désigné
» spécialement à cet effet, par l'assuré. Si toutefois
» avant l'expiration dudit délai d'un mois, l'assuré
» trouvait un nouvel assureur faisant la même situa-
» tion aux créanciers privilégiés ou hypothécaires, la
» résiliation produirait ses effets à dater de la nouvelle
» garantie.

» La déchéance encourue par l'assuré pour non
» paiement de la prime (art....., conditions générales
» de la police), ne sera opposable aux créanciers
» privilégiés ou hypothécaires qu'un mois après récep-
» tion d'une lettre recommandée, valant mise en
» demeure, adressée audit M^e... notaire.

» En cas de sinistre, l'indemnité se règle exclusi-
» vement avec le signataire de la police, les créanciers
» privilégiés ou hypothécaires ne pouvant faire valoir
» leurs droits que sur l'indemnité une fois fixée et à
» charge par eux d'établir l'ordre et le rang de leurs
» attributions. »

En ce qui concerne les frais de cet avenant, le Syndicat général, comme le Comité syndical, avait tout d'abord formulé une demande de surprime de 25 % de la prime applicable à l'immeuble grevé. Cette surprime a été réduite, d'un commun accord, à 5 % de ladite prime; le coût de l'avenant est en sus ⁽¹⁾.

La formule de l'avenant que nous citons a été rédigée comme si le notaire devait toujours se charger de cette formalité, mais il a été convenu que le

(1) Les mêmes conditions ont été faites au Crédit Foncier, mais sans qu'il ait de surprime à payer.

créancier pourrait adresser lui-même à la Compagnie un avenant analogue.

On voit, qu'avec ce moyen, il ne reste plus rien du risque que courait le créancier privilégié ou hypothécaire. Les clauses de résiliation ne lui sont plus opposables que si la Compagnie établit sa mauvaise foi. Au cas où la police se trouve résiliée, il a, à partir de l'instant où la Compagnie lui a signalé cette résiliation, un mois pour faire réassurer l'objet.

Mais si l'accord avait été relativement facile avec les Compagnies d'assurances à primes fixes, il en devait être autrement pour ce qui concernait les Sociétés mutuelles d'assurances. Celles-ci n'ont pas de syndicat : il y a seulement, de temps à autre, des réunions des Directeurs de quelques mutuelles, les plus importantes. Mais ces Directeurs ne sont pas qualifiés pour prendre des décisions d'ordre général. Il fallut donc entreprendre avec chacune de ces Sociétés des négociations particulières qui furent menées de concert par le Crédit Foncier de France et le Comité des Notaires des Départements. Voici les résultats obtenus :

Quinze Sociétés ont adopté le système agréé par les Compagnies d'assurances à prime fixe, à savoir :

La Mutuelle immobilière de Paris ; la Mutuelle de Seine et de Seine-et-Oise ; l'ancienne Mutuelle de Rouen ; le Centre mutuel ; la Fraternelle parisienne ; la Mutuelle d'Indre-et-Loire ; l'Immobilière du Mans ; la Mutuelle du Loir-et-Cher ; la Mutuelle de l'Orne, du Calvados et de la Manche (ancienne Mutuelle du Calvados) ; la Mutuelle de Marseille ; la Normandie ;

la Mutuelle d'Eure-et-Loir; l'Orléanaise; la Mutuelle de Valence; la Mutuelle des Départements et des Communes.

Deux Sociétés ont préféré un autre procédé. Elles remplacent l'avenant par un simple échange de lettres et ne reçoivent aucune surprime pour cette nouvelle garantie. Ce sont :

La Mutuelle de Poitiers; la Mutuelle de l'Allier.

Quatre Sociétés ont accepté le principe du procédé employé par les Compagnies d'assurances à primes fixes, formulant quelques réserves de détail :

L'Industrielle; la Nantaise; la Gironde; la Fourmi.

Dix-sept Sociétés, n'avaient pas encore, ces temps derniers, fait connaître la réponse qu'elles réservaient à ces propositions. Voici quelles sont ces Sociétés :

La Mutuelle de Lyon; la Mutuelle de Seine-et-Marne; la Marne; la Caennaise; la Mutuelle de l'Est; la Beauce; la Nièvre; la Comtoise, à Vesoul; la Mutuelle de l'Ouest; le Foncier de France et des Colonies; la Garantie Nationale, à Lyon; la Libérale, à Lyon; la Mutuelle de Limoges; le Crédit National assurance; les Mutuelles de Bretagne, à Nantes; la Provinciale, à Paris; l'Omnium des Assurances.

Enfin une Société, la Mutuelle de l'Indre, a accepté les propositions du Crédit Foncier, alors qu'elle refusait de faire droit à la demande du Comité des Notaires des Départements.

En échange des concessions des Compagnies et des Sociétés, le Crédit Foncier et le Comité des Notaires se sont engagés à signaler aux assureurs, les oppositions rendues inutiles par suite de l'extinction des créances et des radiations d'inscriptions.

SECTION 2

Modifications au contrat.

De même que le débiteur n'est pas tenu de continuer le contrat d'assurances, il peut y apporter les modifications jugées nécessaires par lui. Les modifications qui auront été faites par avenants seront opposables aux créanciers privilégiés et hypothécaires.

Néanmoins les modifications, qui résulteraient d'un concert frauduleux de l'assureur et de l'assuré, ne seraient pas opposables aux créanciers, car ceux-ci pourraient, au moyen de l'action paulienne, se prévaloir de la mauvaise foi de l'assureur.

Seraient également interdits les changements apportés au contrat dans le but de modifier l'attribution légale des indemnités. La clause qui aurait pour but d'intervertir l'ordre dans lequel viendront les créanciers privilégiés et hypothécaires est nulle, et le bénéficiaire de cette clause ne pourra pas s'en prévaloir à l'égard des autres intéressés.

Dans tous les autres cas, le débiteur pourra modifier le termes de son contrat d'assurance, sans que les créanciers privilégiés ou hypothécaires puissent demander la nullité des clauses modificatrices, en s'appuyant sur leur droit à l'attribution légale. Ils n'ont de droits que sur l'indemnité, telle qu'elle sera réglée après le sinistre par les intéressés.

SECTION 3

La dérogation à la loi du 19 Février 1889 est-elle possible ?

Validité de la clause de reconstruction.

La clause du contrat d'assurances, qui aurait pour but de modifier l'ordre d'attribution légale, est nulle. L'assureur et l'assuré ne sauraient convenir que les créanciers privilégiés et hypothécaires n'aient pas de droits sur l'indemnité d'assurance, ou qu'ils aient des droits différents de ceux à eux conférés par la loi de 1889. Le contrat d'assurances ne peut refuser aux créanciers un droit que leur accorde la loi.

Il en est différemment en ce qui concerne les conventions intervenues entre les créanciers privilégiés et hypothécaires et le débiteur relativement à l'attribution légale. Ceux-ci peuvent valablement renoncer au droit que la loi leur confère. Mais le débiteur devra, dans ce but, recourir aux règles relatives à la renonciation des privilèges et hypothèques. On a refusé aux créanciers privilégiés et hypothécaires le droit de renoncer à leur droit de préférence sur l'indemnité d'assurance, en faveur de créanciers postérieurs, en prétextant que cette convention aurait pour but de permettre une cession d'assurance à une personne qui, non intéressée à la conservation de la chose, le serait à sa destruction. Nous ne nous arrêterons pas à cette objection, car le créancier préférable à qui la loi donnait l'attribution légale, se trouvait déjà dans un cas identique, et il n'y a pas plus d'inconvénients que ce droit soit conféré à un créancier qu'à

un autre. Cette clause ne sera interdite qu'autant qu'elle sera illicite et contraire aux clauses de la police.

Doit-on considérer la clause de reconstruction comme une modification de l'attribution légale ? La clause de reconstruction est celle par laquelle l'assureur et l'assuré conviennent qu'ils auront le droit de choisir entre l'indemnité en espèces et la reconstruction ou la réparation de l'immeuble sinistré par l'assureur et à ses frais. Cette option peut appartenir soit à l'assureur, soit à l'assuré. Cette clause est valable. On ne doit pas la considérer comme modifiant l'attribution légale. Les créanciers privilégiés ou hypothécaires ne pourront se plaindre d'être frustrés, puisque le droit de préférence qui portait sur l'ancien immeuble portera désormais sur le nouveau. Ils auront les mêmes droits que si le sinistre n'avait pas eu lieu, et ils ne peuvent pas exiger que celui-ci soit la cause du paiement de leur dette avant le terme. Le fait que c'est l'assureur qui est chargé de la reconstruction leur garantira un bon emploi des fonds.

Mais on devra considérer comme nulle la clause par laquelle l'assuré se réserve le droit d'employer lui-même l'indemnité qui lui sera allouée à la reconstruction de la chose périmée. Cette clause ne crée d'obligations pour personne, et on ne peut pas permettre à l'assuré de soustraire l'indemnité à l'attribution aux créanciers, si tel est son bon plaisir. De droit commun, la condition *si voluero* est nulle. On doit donc admettre la nullité de cette clause, et la considérer comme modifiant l'attribution légale prévue par la loi de 1889.

CHAPITRE VII

Droit des Créanciers sur la créance d'indemnité devenue certaine.

Après le sinistre, le droit des créanciers, d'éventuel qu'il était, devient certain. Il ne sera plus possible d'y apporter de modifications. Le sinistre a pour effet de fixer le droit des créanciers privilégiés et hypothécaires. Ils auront tous les droits de leur débiteur et subiront par contre, toutes les déchéances que celui-ci a pu encourir ⁽¹⁾.

L'assuré est tenu, postérieurement au sinistre, de faire certaines déclarations. Il doit d'abord déclarer le sinistre à l'assureur, puis faire déclaration devant le juge de paix du sinistre, de ses circonstances et du montant approximatif des dommages; enfin, il doit notifier à l'assureur l'accomplissement de cette déclaration. Si l'assuré négligeait d'accomplir ces formalités, les créanciers pourraient-ils les remplir à sa place? Nous le croyons, car il y aurait là de véritables mesures conservatoires portant sur un droit existant, et à défaut desquelles les créanciers privilégiés et hypothécaires perdraient leur droit

(1) Caen, 18 Décembre 1899, *Rec. Gaz. Trib.*, 1899, II, p. 241; Nancy, 8 Novembre 1902, *D.* 1906—2—297.

à l'indemnité par voie de conséquence. Les créanciers de l'assuré pourront agir en véritables créanciers de l'indemnité, en vertu de la loi du 19 Février 1889, qui la leur attribue.

CHAPITRE VIII

Règlement de l'indemnité.

Le règlement de l'indemnité peut se faire de trois façons. Si le sinistre est peu important et si les intéressés s'entendent pour cela, le règlement a lieu contradictoirement. A défaut d'entente, ou si le sinistre est d'une plus grande importance, on recourt à une expertise amiable. Si les intéressés ne veulent pas s'en remettre à cette expertise, ils sont obligés de recourir à la justice et de demander une expertise judiciaire.

Qui sera qualifié pour effectuer ce règlement ? Sera-ce l'assuré, ou bien les créanciers privilégiés et hypothécaires ? En partant du principe de la délégation, on sera obligé de conclure que les créanciers, auxquels le droit de l'assuré a été délégué, devront régler l'indemnité. L'assuré n'a plus aucun droit sur l'indemnité, puisqu'il en a fait une cession à ses créanciers.

Ce n'est pas la solution qu'a adoptée la jurisprudence. Elle se base sur ce que la loi a voulu simplement donner l'attribution de l'indemnité aux créanciers privilégiés ou hypothécaires, pour laisser à l'assuré le soin de régler l'indemnité. Ce que la loi a voulu, c'est autoriser le créancier à toucher l'indemnité, mais elle n'a pas entendu lui permettre de se substituer à l'assuré pour demander à la Compagnie d'assurances, soit à l'amiable, soit judiciairement, la fixation

du dommage causé par le sinistre. L'assureur pourra se refuser à ce règlement avec une personne étrangère au contrat d'assurances, pour laquelle c'est une *res inter alios acta*. Les créanciers privilégiés et hypothécaires, qui n'ont pas été parties au contrat, ne peuvent donc pas intervenir au règlement ⁽¹⁾.

Le règlement des dommages régulièrement arrêté entre l'assureur et l'assuré sera donc opposable aux créanciers privilégiés et hypothécaires. Est-ce à dire qu'ils n'auront aucun moyen de sauvegarder leurs droits et d'empêcher qu'un assuré, qui n'a plus aucun intérêt, parce qu'il sait que l'indemnité sera absorbée en entier par ses créanciers, ne consente à un règlement qui soit de nature à leur causer un préjudice? L'article 1167 leur donnera le moyen d'attaquer cet acte fait en fraude de leurs droits par leur débiteur. L'action paulienne leur permettra de faire tomber le règlement frauduleux intervenu entre assureur et assuré.

De même, si l'assuré, qui n'a plus d'intérêt au règlement, néglige d'agir, les créanciers privilégiés et hypothécaires pourront se prévaloir de l'article 1666 et exercer l'action de leur débiteur. Mais pour cela, ils devront mettre en demeure leur débiteur de procéder à ce règlement. Faute par lui d'agir, ils pourront obtenir du juge, par voie de référé, l'autorisation de procéder à ce règlement à la place de leur débiteur.

On doit donc conclure que, normalement, c'est

(1) Paris, 26 Mars 1907, *Journ. des Ass.*, 1907, p. 305. En sens contraire, Trib. civ. Châlons-sur-Marne, 16 Mars 1907, *Journ. des Ass.* 1907, p. 112.

à l'assuré qu'il appartiendra de procéder au règlement de l'indemnité, bien qu'elle ait été attribuée à ses créanciers privilégiés et hypothécaires. Le règlement des dommages causés par le sinistre, qui aura été arrêté régulièrement entre l'assureur et l'assuré, sera opposable aux créanciers de ce dernier.

CHAPITRE IX

Paiement de l'indemnité d'assurance.

Ce n'est que lorsque le montant de l'indemnité a été réglé entre l'assureur et l'assuré, que l'attribution légale produit son plein effet. L'assureur ne pourra se libérer valablement qu'entre les mains des créanciers privilégiés et hypothécaires, et suivant l'ordre établi par la loi.

Lorsque l'assureur connaît les créanciers privilégiés ou hypothécaires, soit par suite de leur opposition, soit par le fait d'une inscription, l'assureur ne devra payer l'indemnité qu'après une entente de tous les intéressés, c'est-à-dire des créanciers et de l'assuré. Mais si on ne peut arriver à un accord amiable, soit faute d'entente entre les créanciers, soit que l'assuré use de mauvais vouloir et se refuse à prendre part à l'accord parce que l'indemnité est absorbée entièrement par les créances, les Compagnies d'assurances agissent généralement de la façon suivante : elles se font remettre les pièces justificatives des créances, et, en se basant sur ces pièces, elles établissent un ordre entre les différents créanciers ; puis elles signifient par acte extra judiciaire aux créanciers et à l'assuré que l'indemnité sera versée aux créanciers hypothécaires selon l'ordre qu'elles ont établi, à moins que dans les huit jours de cette signification ils ne forment opposition : faute de quoi il sera procédé au paiement.

Il nous semble que, en agissant ainsi, les Compagnies d'assurances dépassent leur droit; elles n'ont aucune qualité pour fixer l'ordre des attributaires de l'indemnité. Elle ne pourront pas, si elles commettent une erreur, se prévaloir de leur bonne foi, car, ce que la loi valide, ce sont les paiements faits de bonne foi avant opposition, ce sont les paiements faits dans l'ignorance de créanciers privilégiés ou hypothécaires; mais, dans ce cas, les créanciers sont connus et les Compagnies d'assurances ne peuvent plus invoquer leur bonne foi dans une matière qui n'est pas de leur ressort, mais de celle du juge des ordres. Il serait plus prudent pour elles de consigner l'indemnité et d'attendre d'être assignées en paiement.

Si, dans les huit jours de la notification adressée par la Compagnie d'assurances aux créanciers privilégiés et hypothécaires, celle-ci est assignée par un ou plusieurs des intéressés, elle ne pourra plus procéder au paiement. Elle devra demander jonction d'instances, se déclarant prête à verser l'indemnité entre les mains de qui par justice il sera ordonné; puis elle conclura, à bon droit, à ce que les frais soient mis à la charge de la partie qui perdra le procès.

Si, au contraire, la Compagnie n'est assignée que par un ou quelques-uns des intéressés, elle devra demander la mise en cause des autres, en se fondant sur le titre qui lui a révélé leur droit de préférence : opposition ou inscription.

Dans tous les cas, il sera prudent pour l'assureur d'exiger une quittance collective portant la signature de tous les ayants-droits. Faute de quoi, celui-ci pourra consigner l'indemnité.

Lorsqu'il n'y a ni créanciers inscrits, ni créanciers

ayant fait opposition, le paiement est valable, à condition que l'assureur soit de bonne foi ; il n'en sera donc pas ainsi, si, indépendamment de ces moyens, l'assureur a connaissance de privilèges ou d'hypothèques grevant l'immeuble sinistré. Dans ce cas, les Compagnies d'assurances emploient généralement le procédé suivant : elles se conforment à l'article 696 du Code de procédure relatif aux adjudications sur saisie immobilière ; elles font, dans les journaux, les publications prescrites en cette matière : nom, profession, demeure de l'assuré, désignation de l'immeuble sinistré, montant de l'indemnité ; elles invitent les créanciers privilégiés et hypothécaires à se présenter dans le délai de quinzaine, faute de quoi, il sera procédé au paiement entre les mains de l'assuré.

Nous croyons que, également dans ce cas, les Compagnies d'assurances dépassent leur droit. Elles n'ont pas qualité pour accomplir une semblable procédure ; l'article 696 est relatif à un cas bien déterminé et on ne peut s'en servir dans d'autres hypothèses. La loi validant les paiements de bonne foi, l'assureur ne pourra pas invoquer cette cause de libération, et les formalités qu'il a remplies pourront prouver, au besoin, qu'il savait exister des créanciers privilégiés ou hypothécaires. Nous croyons qu'il sera plus prudent, pour les Compagnies d'assurances, de consigner l'indemnité et d'attendre l'assignation de l'assuré.

Consignation. — Nous ne croyons pas que l'assureur pourra consigner l'indemnité toutes les fois qu'il aura reçu des oppositions. Il faudra encore que ces oppositions soient justifiées ; c'est ainsi que l'assureur ne devra pas tenir compte des oppositions émanant

de créanciers chirographaires ou de l'assuré, alors qu'il est certain que l'indemnité sera absorbée en entier par les créanciers privilégiés ou hypothécaires. Il pourra et devra passer outre, car, en ce cas, sa responsabilité sera nulle, et ces oppositions ne devront pas lui être un prétexte pour retarder le paiement ou se dispenser de le faire à ceux à qui la loi a attribué l'indemnité ⁽¹⁾.

Si l'assureur a intérêt souvent à consigner, on ne pourra néanmoins l'y contraindre : personne n'a qualité pour ceci.

En règle générale, d'après l'article 1257 du Code civil, la consignation n'est valable et n'opère libération du débiteur qu'à condition qu'elle ait été précédée d'offres réelles. Or l'assureur se trouve souvent avoir intérêt à consigner, alors que ces offres sont impossibles. Certains cas permettent la consignation non précédée d'offres réelles : l'article 777 du Code de procédure autorise à agir ainsi l'adjudicataire sur expropriation forcée qui veut faire prononcer la radiation de l'inscription avant la clôture de l'ordre. L'article 54 de la loi du 3 Mai 1841 dispense de la formalité des offres réelles l'Etat au cas d'expropriation pour cause d'utilité publique. De même, la loi du 10 Juillet 1885 en exempte l'adjudicataire sur saisie, ou par suite de surenchère, d'un navire. Il est évident que non seulement nous ne nous trouvons pas dans l'un des cas prévus par ces textes, mais que les motifs qui ont conduit à adopter ceux-ci sont tout différents de ceux qui pourraient

(1) Paris, 31 Mai 1905 ; D. 1906, 2—321.

nous amener à dispenser l'assureur des offres réelles. Est-ce à dire, que si elles sont impossibles, on devra lui refuser le droit de consigner? Nous ne le croyons pas : ce n'est pas une raison (parce que les offres réelles peuvent se trouver impossibles) pour que l'assureur soit privé du droit de consigner, quelque avantage qu'il y ait. Il suffira, pensons-nous, qu'il fasse de offres réelles dans la mesure où cela est possible, c'est-à-dire, par offre à personne, pour les créanciers privilégiés et hypothécaires révélés par les inscriptions et les oppositions, et pour les autres cas, en procédant par voie de publication dans les journaux. Nous croyons, qu'en agissant ainsi, l'assureur se sera conformé à l'esprit de la loi et qu'on devra lui accorder le droit de consigner.

Transaction. — La transaction sera valable dans les mêmes conditions que le paiement. Pour être opposable aux créanciers privilégiés ou hypothécaires, elle devra avoir été accomplie de bonne foi, c'est-à-dire dans l'ignorance du droit des créanciers. La question de savoir si l'assureur a été de bonne foi est une question de fait soumise à l'appréciation souveraine du juge du fond. Si l'assureur savait qu'il y avait des créanciers privilégiés ou hypothécaires, la transaction ne serait pas opposable à ceux-ci.

C'est ce qui a été jugé dans l'affaire suivante : Deux immeubles étaient assurés à une même Compagnie, et le feu, après avoir éclaté dans l'un, s'était communiqué à l'autre. Une transaction était intervenue entre la Compagnie et le propriétaire du premier de ces immeubles, en vertu de laquelle ce propriétaire renonçait à son droit à une indemnité, moyennant l'abandon par la Compagnie de son recours contre

lui, à raison de sa responsabilité de la communication de l'incendie à la maison voisine. Antérieurement à cette transaction, un créancier hypothécaire avait fait opposition aux mains de la Compagnie. La Cour de Nancy a déclaré que cette transaction n'était pas opposable à ce créancier hypothécaire et a condamné la Compagnie à payer la somme due par elle, jusqu'à concurrence du montant de la créance de celui-ci ⁽¹⁾.

(1) Nancy, 8 Nov. 1902; D. 1906, 2—297.

DEUXIÈME PARTIE

ATTRIBUTION
DES INDEMNITÉS DE RESPONSABILITÉ
ET DES INDEMNITÉS GRACIEUSES

DEUXIÈME PARTIE

ATTRIBUTION DES INDEMNITÉS DE RESPONSABILITÉ ET DES INDEMNITÉS GRACIEUSES

CHAPITRE PREMIER

Attribution des indemnités de responsabilité aux créanciers privilégiés et hypothécaires

Les indemnités de responsabilité sont celles payées par une personne, à raison du dommage dont elle est responsable, à la personne victime de ce dommage. Il ne pourra s'agir ici que des dommages causés à des biens, car, dans le cas de dommages causés à la personne, il ne peut être question de privilège ou d'hypothèque.

Les cas dans lesquels une personne sera appelée à payer une indemnité, à raison de sa responsabilité, sont excessivement nombreux. Ils comprennent tous les délits, c'est-à-dire dans notre cas, tous les

dommages apportés à la propriété d'autrui intentionnellement, et tous les quasi-délits, lorsque le dommage résulte d'un fait inintentionnel. Ce dommage pourra être soit une détérioration, soit une destruction s'il s'agit de biens mobiliers ou de bâtiments. S'il s'agit du sol, l'idée de destruction est plus difficile à admettre, mais la détérioration du sol est une chose possible : détournement d'un cours d'eau amenant la submersion continue d'un terrain ; éboulement d'un terrain, par suite de l'exploitation d'une carrière ; destruction du passage soumis à une servitude et servant d'accès à une propriété. En poussant ces exemples à l'extrême en arrivera à concevoir la possibilité de la destruction du sol ou tout au moins l'impossibilité de son exploitation.

Mais ce dommage ne sera pas nécessairement matériel ; il pourra être pécuniaire ; ce pourra par exemple être le dommage causé à un fonds de commerce par faits de concurrence déloyale.

Pour toutes ces causes de dommage, une indemnité sera attribuée au propriétaire qui en est victime. Devra-t-on, comme au cas d'assurance, attribuer cette indemnité aux créanciers qui ont un privilège ou une hypothèque sur l'objet détruit ou détérioré ? C'est ce que nous allons étudier.

SECTION I

Historique.

La jurisprudence a toujours refusé aux créanciers privilégiés ou hypothécaires l'attribution des indemnités de responsabilité. Le privilège et l'hypothèque

ne confèrent aux créanciers un droit que sur le prix. Ces indemnités n'étant pas un prix, les créanciers n'y ont aucun droit. L'indemnité était donc répartie au sou du franc entre tous les créanciers. La solution, si juridique qu'elle soit, ne semble pas conforme à l'équité. Il semble que le droit des créanciers devrait être le même sur une indemnité que sur le prix de la chose. Le législateur ne semble pas avoir eu pourtant souci d'apporter un remède à cette injustice avant la loi de 1889. Ce n'est qu'accessoirement qu'il s'en est préoccupé. Frappé par l'analogie qu'il pouvait y avoir entre certains cas de responsabilité et les hypothèses dans lesquelles les indemnités d'assurances étaient attribuées aux créanciers privilégiés ou hypothécaires, il décidait d'y donner une solution analogue. C'est ce qu'exprimait M. Lacombe au Sénat :

« L'article 2 déjà voté tend à établir la substitution à l'objet assuré de l'indemnité... Me plaçant dans cet ordre d'idée, j'ai fait remarquer à la Commission qu'elle n'avait résolu qu'en partie la difficulté; qu'il y avait des indemnités tout à fait du même ordre que les indemnités dues en cas de sinistre par la Compagnie d'assurances, et que la substitution des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires devait être appliquée à ces indemnités-là, aussi bien qu'à celles qu'aurait pu devoir une Compagnie d'assurances.

» En effet, si l'immeuble est assuré, on trouve juste que l'indemnité due à la suite du sinistre soit désormais dévolue hypothécairement aux créanciers, mais si l'immeuble non assuré est entre les mains d'un locataire responsable de l'incendie, l'indem-

nité a évidemment le même caractère que celle que devrait en cas de sinistre la Compagnie d'assurances...

» Si l'immeuble non assuré est entre les mains d'un locataire responsable d'après les dispositions de l'article 1733, l'indemnité due par le locataire en vertu de la responsabilité qui lui incombe a le même caractère, vis-à-vis du propriétaire et de ses créanciers, que celle que devrait en cas de sinistre la Compagnie d'assurances. Si l'une de ces indemnités doit être distribuée entre les créanciers privilégiés ou hypothécaires suivant leur rang au lieu de grossir la masse chirographaire, on ne voit pas pourquoi il en serait autrement de l'autre. L'indemnité due par le voisin en vertu de l'article 1382 a manifestement le même caractère, il est juste donc qu'elle soit soumise à la même règle ⁽¹⁾. »

On voit que ce n'est qu'accessoirement que le législateur a traité certains cas de responsabilité. C'est dans le premier paragraphe de l'article 3 de la loi du 19 Février 1889 qu'il a énoncé la règle. L'article 2 attribuait les indemnités dues par suite d'assurances, sans qu'il y ait besoin de délégation expresse, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires; l'article 3 ajoute :

« Il en est de même des indemnités dues en cas de sinistre par le locataire ou par le voisin, par application des articles 1733 et 1382 du Code civil. »

Nous voyons apparaître le nouveau texte dans

(1) Lacombe au Sénat, *Journ. Off.*, 3 Mars 1885, Déb. parl., Sénat, p. 255.

le projet déposé au Sénat par M. Labiche le 31 Juillet 1883. Il fut discuté avec l'ensemble de la loi et adopté sans modification par le Sénat, le 6 Mars 1888 et par la Chambre, le 26 Janvier 1889; promulgué le 19 Février 1889.

SECTION 2

Fondement de l'attribution.

Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire d'invoquer l'idée de délégation tacite, que nous avons adoptée en matière d'indemnités d'assurances, pour expliquer le fondement sur lequel repose l'attribution des indemnités de responsabilité aux créanciers privilégiés et hypothécaires. Il nous semble que la jurisprudence a mal posé la question : Il ne fait pas de doute qu'on ne peut assimiler une indemnité à un prix, et que la loi, conférant aux créanciers privilégiés et hypothécaires un droit sur le prix de l'objet grevé, n'a pas entendu leur donner de droits sur l'indemnité que le propriétaire pourrait obtenir. Mais on peut se demander si le juge, en accordant une indemnité au propriétaire de l'objet détruit ou détérioré, l'a bien attribuée à la véritable victime du dommage. Un propriétaire d'un immeuble couvert d'hypothèques, dont les revenus sont absorbés par le paiement des intérêts dus à ses créanciers hypothécaires. Si un locataire met le feu à cet immeuble, le dommage causé au propriétaire est peu considérable, puisqu'en réalité il ne profitait pas de la jouissance de l'immeuble. La véritable victime, ne sera-ce pas le créancier hypothécaire? Il voit détruire ou détériorer l'immeuble qui lui servait de

gage et qui était peut-être la seule garantie de son prêt. Ne sera-t-il pas mieux fondé à se plaindre du dommage à lui causé que ne l'est le propriétaire? Ne pourra-t-il pas se prévaloir de l'article 1382 et réclamer la réparation du dommage qui lui a été causé? C'est ce que pense M. Planiol :

« Quand l'indemnité est la *réparation d'une faute*, j'estime que les créanciers gagistes ou hypothécaires agissent en vertu d'un droit propre, parce qu'ils sont eux-mêmes victimes de la faute commise. Ils touchent donc l'indemnité de leur chef, et le tiers responsable est leur *débiteur personnel* en vertu de l'article 1382 ou des autres textes similaires ⁽¹⁾ ».

L'attribution des indemnités de responsabilité aux créanciers privilégiés ou hypothécaires doit donc avoir lieu en vertu de leur droit propre. Le créancier agira, en se servant non pas des actions de son débiteur, mais des siennes propres. Il a été victime d'un dommage : les articles 1382, 1383 lui permettent d'en demander la réparation.

SECTION 3

Cas dans lesquels doit avoir lieu l'attribution.

Le paragraphe premier de l'article 3 accorde l'attribution privilégiée dans deux cas : lorsque l'indemnité est due par le locataire en vertu de l'article 1733 ; — lorsqu'elle est due par un voisin à raison de l'incendie qu'il a communiqué à un immeuble, en vertu

(1) Planiol, *Op. cit.*, t. 2, n° 3450.

de l'article 1382. La loi est muette en ce qui concerne les autres cas. Devra-t-on dire que la loi du 19 Février 1889 est de droit strict et qu'on ne peut la généraliser aux autres cas de responsabilité? On a prétendu que la loi de 1889 est générale, et qu'on pourra recourir à son application toutes les fois qu'il y aura identité de motifs. On l'a comparée à la loi belge de 1851 qui s'applique à toutes les indemnités, quelle que soit la source de la responsabilité. Mais nous ne le croyons pas; la loi est énumérative. Elle énonce un certain nombre de cas dans lesquels elle ordonne l'attribution aux créanciers privilégiés ou hypothécaires, et, en dehors de ces cas, il n'y a pas lieu de recourir à son application.

Mais, si la loi de 1889 n'est pas, dans son article 3, une loi de principe, nous voulons plutôt y voir l'application du principe que nous avons énoncé plus haut. Les créanciers privilégiés et hypothécaires ont droit à l'attribution des indemnités quelle que soit la cause de la responsabilité. La loi de 1889 n'a pu que rappeler quelques-uns de ces cas. Nous pensons en effet avec M. Planiol que « l'indemnité payée à titre de réparation du dommage par celui qui en est responsable devrait toujours être considérée comme *subrogée* à l'immeuble ou à l'objet détruit, *même à l'égard des créanciers hypothécaires ou gagistes*. En voici la raison. La faute que son auteur répare ainsi, au moyen d'une indemnité en argent, a porté préjudice non seulement au propriétaire de la chose, mais à *tous ceux qui avaient sur cette chose des droits particuliers*. On doit donc considérer l'auteur du dommage comme *engagé personnellement par sa faute envers les créanciers eux-mêmes*. Dans cette idée, il faudrait admettre,

même dans le silence des textes, une solution semblable à celle qui est donnée pour deux cas particuliers, car cette loi est plutôt conforme que contraire aux principes généraux ⁽¹⁾ ».

Nous admettons donc que, dans tous les cas de responsabilité, les créanciers privilégiés ou hypothécaires pourront exercer une action directe contre l'auteur du dommage. Ce ne sera donc pas, à proprement parler, une attribution d'une indemnité, mais le droit même à cette indemnité. La jurisprudence en entier et la majorité de la doctrine sont en sens contraire, et se refusent à ce qu'elles croient être une extension de la loi de 1889 et qui n'est en réalité qu'une application du droit commun ⁽²⁾.

Est-ce à dire que si la jurisprudence faisait une application plus rationnelle des principes généraux et reconnaissait le droit des créanciers privilégiés ou hypothécaires à des indemnités de responsabilité, le paragraphe premier de l'article 3 deviendrait sans utilité? Nous ne le pensons pas. Si le droit des créanciers est le même sur l'indemnité qui résulte du recours des voisins dans l'une et l'autre solution, il n'en est pas ainsi en ce qui concerne les indemnités dues par le locataire. En effet les créanciers privilégiés et hypothécaires ne pourront, en vertu du droit commun, se plaindre que du dommage qui leur a été causé. Ils devront en s'appuyant sur l'article 1382 établir que le locataire est bien responsable de ce

(1) Planiol, *Op. cit.*, t. 2, n° 3444.

(2) Agnel et de Corny, 4^e éd., n° 854, p. 518; — Trib. civ. Seine, 5 Avril 1898, *Rec. pér. ass.*, 1898, p. 383; — Bordeaux, 2 Juin 1898, *Rec. pér. ass.*, 1898, p. 307.

dommage. Ils ne pourront pas jouir du régime de faveur établi pour le bailleur, en cas d'incendie, par l'article 1733, qui met à la charge du locataire la preuve de sa non responsabilité. L'article 3 aura donc ici pour effet d'attribuer aux créanciers privilégiés ou hypothécaires l'indemnité que le bailleur, plus favorisé sous le rapport de la preuve, pourra obtenir de son locataire.

En ce qui concerne les créanciers privilégiés et hypothécaires ayant droit à l'indemnité, nous répéterons ce que nous avons dit en matière d'assurances. Nous refuserons aux créanciers munis d'un privilège général le droit à l'attribution privilégiée, car ils n'ont pas d'intérêt à la réclamer. Nous l'accorderons à tous les autres créanciers munis d'un privilège spécial ou ayant une hypothèque.

SECTION 4

Droit des créanciers privilégiés et hypothécaires sur l'indemnité de responsabilité.

En conséquence des principes que nous avons établis nous concluons que les créanciers privilégiés ou hypothécaires n'ont pas, à proprement parler, un droit sur l'indemnité attribuée au propriétaire, mais qu'ils ont un recours qu'ils peuvent exercer personnellement contre l'auteur du dommage. Ils pourront demander réparation du dommage qui a été causé à l'objet sur lequel ils avaient un droit particulier de préférence. C'est à eux que le dommage a été causé, c'est donc à eux d'en demander réparation. Ils ont une action propre qu'ils pourront exercer

directement contre l'auteur responsable du dommage. Le droit des créanciers privilégiés et hypothécaires sera donc tout autre, s'il s'agit d'une indemnité d'assurance, ou d'une indemnité de responsabilité. Au premier cas, il y a attribution de l'indemnité due au propriétaire de l'immeuble; au second cas, il y a attribution directe d'une indemnité au créancier privilégié ou hypothécaire.

Néanmoins, dans deux cas, les créanciers privilégiés ou hypothécaires pourront demander, s'ils y ont avantage ou s'ils préfèrent cette façon de procéder, attribution de l'indemnité due au propriétaire. Lorsque l'indemnité aura été due, en cas de sinistre, par le locataire ou par le voisin, par application des articles 1733 et 1382 du Code civil, les créanciers pourront se prévaloir de l'article 3, paragraphe premier, de la loi de 1889. En ce cas, ils auront les mêmes droits sur l'indemnité de responsabilité que sur une indemnité d'assurance, et on devra suivre les mêmes règles qu'en cette matière. La loi est, en effet, formelle à cet égard : « *Il en est de même des indemnités dues en cas de sinistre par le locataire ou par le voisin.....* » Les créanciers auront, en ce cas, tous les droits de leur débiteur, et, par contre, subiront toutes les déchéances que celui-ci pourrait encourir.

SECTION 5

Règlement et paiement de l'indemnité.

Le règlement aura lieu entre les créanciers privilégiés ou hypothécaires et l'auteur du dommage. Ils

ne se substitueront pas à leur débiteur dans l'exercice de ces actions, mais exerceront une action qui leur est propre. Ils prendront part directement au règlement de l'indemnité qui leur est due à raison du dommage qu'ils ont subi.

A quelle condition sera libéré l'auteur responsable du dommage ? On doit distinguer si celui-ci a connaissance ou non des droits grevant l'objet qu'il a détruit ou détérioré. S'il les connaît, il ne pourra se libérer qu'entre les mains des véritables victimes, les créanciers privilégiés ou hypothécaires ; s'il les ignore, le paiement fait au propriétaire sera valable.

L'auteur responsable est-il assigné simultanément par tous les créanciers privilégiés ou hypothécaires et le propriétaire ? il devra demander la jonction des instances, et il appartiendra au juge de dire entre qui le règlement doit intervenir, et en quelles mains devront être versées les indemnités. Si, au contraire, l'auteur responsable n'est assigné que par quelques-uns des intéressés, et qu'il connaisse néanmoins l'existence de créanciers privilégiés ou hypothécaires, il devra demander leur mise en cause.

Si l'auteur responsable ignore l'existence de créanciers privilégiés ou hypothécaires et règle le montant de l'indemnité avec le propriétaire ou quelques-uns seulement des créanciers, puis en effectue le paiement entre les mains de ces derniers, les autres créanciers, qui ne se sont pas fait connaître, pourront-ils réclamer à nouveau le paiement de l'indemnité, sous prétexte que le premier règlement est intervenu entre des personnes non intéressées, et que le paiement a été fait à tort ? Nous ne le pensons

pas. Nous croyons que l'auteur responsable qui a payé de bonne foi l'indemnité à celui à qui il croyait la devoir sera libéré. Nous nous trouvons ici dans le cas prévu par l'article 1240 du Code civil : « Le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, est valable, encore que le possesseur en soit évincé par la suite. » Le possesseur de la créance dans notre cas, c'est la victime apparente du dommage ; elle possède une créance en indemnité ; quoique le dommage ne l'ait pas lésée en réalité, on a tout lieu de croire que c'est elle qui en subit les conséquences. Le paiement fait de bonne foi par l'auteur responsable aura donc pour effet de libérer ce dernier.

Si, au contraire, les créanciers privilégiés et hypothécaires se prévalaient de l'article 3 de la loi de 1889 pour demander l'attribution privilégiée, le règlement devrait avoir lieu comme s'il s'agissait d'une indemnité d'assurance. C'est au propriétaire qu'il appartiendrait de régler l'indemnité, et les créanciers ne pourraient demander la nullité que si le règlement était fait en fraude de leurs droits. Le paiement s'effectuerait conformément aux règles générales que nous avons énoncées en matière d'assurance. La jurisprudence n'a jamais reconnu que le droit conféré aux créanciers privilégiés et hypothécaires par l'article 3, paragraphe premier, de la loi de 1889. Elle a donné de ce texte la même interprétation que celle dont l'article 2 avait été l'objet ⁽¹⁾.

(1) Paris, 31 Mai 1905, *Gaz. Pal.*, 1905—2—276, D., 1906—2—321.

SECTION 6

Cumul des indemnités d'assurance et de responsabilité.

Lorsque l'objet détruit, la maison par exemple, est assuré, les créanciers privilégiés et hypothécaires ont un double recours : l'un contre l'assureur qui s'est engagé à les indemniser des sinistres qui pourraient subvenir, l'autre contre l'auteur responsable du dommage. Mais ils ne pourront exercer leur recours contre l'assureur, qu'autant qu'une clause de la police subrogera l'assureur à l'assuré dans le recours qu'il possède contre l'auteur du dommage. La jurisprudence s'est toujours, et avec raison, refusée à voir là un cas de subrogation légale. L'assuré ne pourra s'adresser qu'à l'auteur responsable, et demander une indemnité à la Compagnie d'assurances, à raison du sinistre, que dans la mesure où son auteur sera incapable d'y remédier.

Si, au contraire, le contrat d'assurance comporte une clause entraînant la subrogation de l'assureur à l'assuré, le propriétaire et les créanciers privilégiés ou hypothécaires pourront attaquer l'auteur responsable ou la Compagnie d'assurances. Si l'auteur responsable paie l'indemnité en totalité, l'assureur est libéré. Si l'on s'attaque à l'assureur, celui-ci, après avoir payé, pourra, à son tour, exercer le recours dans lequel il vient d'être subrogé contre le responsable du sinistre.

On se demande si, dans ce cas, les créanciers peuvent réclamer l'attribution cumulative des indemnités de responsabilité et des indemnités d'assurance ;

si, ayant payé l'indemnité entre les mains de certains créanciers seulement, les autres ne venant pas en ordre utile, la Compagnie d'assurances peut se trouver sans pouvoir profiter de sa subrogation, parce que les créanciers, qui n'étaient pas venus en ordre utile sur la première indemnité, se sont prévalus de leurs droits sur l'indemnité de responsabilité. Les créanciers privilégiés ou hypothécaires ne pourront-ils pas demander la nullité, à leur égard, de la subrogation consentie par l'assuré à l'assureur? L'article 1690 déclare que le cessionnaire n'est saisi, à l'égard des tiers, que par la signification du transport faite au débiteur. Or, la signification de la cession, c'est-à-dire de la subrogation, dans notre hypothèse, était impossible, car on ignorait, à l'époque où la subrogation a été accordée, quel serait le débiteur éventuel de l'indemnité. Cette formalité, même si elle était accomplie au moment du sinistre, serait tardive, car le droit des créanciers privilégiés et hypothécaires date de la constitution du privilège ou de l'hypothèque. Les créanciers, qui ne viendraient pas en ordre utile sur l'indemnité d'assurance, pourraient demander l'annulation de la clause de subrogation contenue dans la police, et se faire attribuer l'indemnité de responsabilité.

En partant de la théorie que nous avons soutenue, cette objection est sans valeur. Il est bien certain que l'auteur responsable du dommage aura toute facilité pour repousser la prétention des créanciers. Il lui suffira d'établir que ces créanciers ne peuvent pas intenter une action parce qu'aucun dommage ne leur a été causé. Ils ne viennent pas en rang utile sur l'indemnité, mais ils n'y seraient pas davantage venus sur le prix. L'auteur responsable ne leur a causé

aucun dommage en détruisant ou en détériorant l'objet qui n'était pour eux qu'une garantie illusoire. S'il s'agit de créanciers privilégiés ou hypothécaires ayant pris part à l'attribution de l'indemnité d'assurance, leur prétention sera également repoussée, puisqu'ils n'ont éprouvé aucun dommage de la perte de la chose. Nous refuserons donc aux créanciers privilégiés ou hypothécaires le droit de cumuler les indemnités d'assurance et de responsabilité.

Mais nous leur refuserons également ce droit, même en partant de la théorie admise par la jurisprudence. Bien des raisons empêcheront de laisser aux créanciers privilégiés ou hypothécaires ce droit de cumul qui constituerait à l'égard de l'assureur un véritable vol : celui-ci tient compte de la possibilité d'un recours pour établir ses primes ; il n'a consenti l'assurance que parce qu'il savait que, dans certaines conditions, il pourrait exercer un recours ; il sera donc frustré d'un droit qui lui appartient. D'autre part, l'impossibilité de réaliser un bénéfice par un sinistre est un des grands principes du contrat d'assurance ; il ne faut pas que le propriétaire puisse avoir avantage à être sinistré, et le montant de l'indemnité doit être strictement égal au dommage subi. Or, si on admet le cumul des indemnités, il y aura là un véritable enrichissement pour l'assuré, puisqu'il paiera deux fois plus de dettes qu'il aurait pu le faire s'il avait vendu l'objet sinistré. D'ailleurs, si on considère l'esprit de la loi du 19 février 1889, on se rend compte qu'elle a voulu donner aux créanciers privilégiés ou hypothécaires les droits qu'avait sur l'objet leur débiteur, mais qu'elle n'a jamais eu l'intention de leur en donner davantage. Il semble bien, en effet, que le législateur n'ait envi-

sagé le droit à l'indemnité de responsabilité pour les créanciers privilégiés ou hypothécaires que lorsque l'attribution de l'indemnité d'assurance serait impossible. Rappelons les paroles de M. Lacombe, au Sénat :

« Si l'immeuble est assuré, on trouve juste que l'indemnité due à la suite du sinistre soit désormais dévolue hypothécairement aux créanciers, mais *si l'immeuble non assuré est entre les mains d'un locataire responsable de l'incendie*, l'indemnité a évidemment le même caractère que celle que devrait, en cas de sinistre, la Compagnie d'assurance ⁽¹⁾ ».

On voit bien, par cette phrase, que, dans l'idée du législateur, l'attribution de l'indemnité de responsabilité n'était qu'accessoire, et qu'un créancier ne pouvait la demander que lorsque le recours contre la Compagnie d'assurances était impossible.

On devra donc, dans tous les cas, et quelle que soit la théorie que l'on adopte, refuser aux créanciers privilégiés et hypothécaires le droit de cumuler les indemnités de responsabilité et les indemnités d'assurance.

Les créanciers privilégiés ou hypothécaires ne pourront, en résumé, profiter de l'attribution des indemnités que dans deux cas : lorsque l'immeuble ne sera pas assuré, et lorsque, l'immeuble étant assuré, le propriétaire préférera s'adresser à l'auteur responsable du dommage.

Si l'immeuble n'est pas assuré, suivant la doctrine que l'on adopte, le créancier pourra exercer une

(1) *Journ. Off.*, Déb. parl. Sénat, 1885, p. 255.

action directe contre le responsable, ou bien demander l'attribution privilégiée sur l'indemnité due au propriétaire.

Si, l'immeuble étant assuré, le propriétaire s'adresse de préférence à l'auteur responsable, on devra, quelle que soit la doctrine adoptée, refuser aux créanciers privilégiés ou hypothécaires le droit de s'adresser à la Compagnie d'assurances. Ceux-ci n'ont qu'un droit d'attribution sur l'indemnité, et ne peuvent demander eux-mêmes l'attribution de cette indemnité que si l'assuré est négligent, ce qui n'est pas le cas, puisque celui-ci agit contre l'auteur responsable. Les créanciers privilégiés ou hypothécaires ne pourront, en ce cas, s'adresser qu'à l'auteur du dommage.

Néanmoins, il peut se faire que l'auteur responsable ne puisse payer en entier le montant de l'indemnité. Le propriétaire pourra s'adresser, dans la mesure de cette insuffisance, à la Compagnie d'assurances. C'est pourquoi, les créanciers feront toujours bien, tout en s'adressant à l'auteur responsable, de faire opposition entre les mains de l'assureur.

CHAPITRE II

Attribution des indemnités gracieuses aux créanciers privilégiés ou hypothécaires.

Les indemnités gracieuses sont celles qui sont payées par celui qui n'est tenu, à aucun titre, de réparer l'accident. La personne payant l'indemnité le fait à titre bénévole, et n'est tenue, ni à raison de sa faute, ni à raison d'un contrat. Les seuls exemples, que nous ayons de ce genre d'indemnité, nous sont fournis par l'Etat venant au secours des citoyens dont les propriétés ont été détruites ou confisquées à la suite de calamités publiques ou de lois de confiscations. Ces indemnités ont été accordées par lois ou par décrets. Les plus importants de ces textes sont : La loi du 10 Juillet 1791 ; la loi du 11 Août 1792 ; la loi du 28 Mai 1810 ; la loi du 2 Avril 1816 ; la loi du 4 Mai 1816 ; la loi du 27 Avril 1825 ; le décret du 10 Août 1853 (art. 39) ; la loi du 6 Septembre 1871 ; la loi du 7 Avril 1873 ; la loi du 24 juillet 1874 ; la loi du 8 Août 1893 ; etc..... Dans tous ces cas, l'Etat réparait un dommage causé à des biens, au moyen d'une indemnité dont il n'était tenu, ni en raison de sa faute, ni en vertu d'un contrat.

SECTION 1

Historique.

La plupart de ces textes ne se sont pas préoccupés de la question de l'attribution de ces indemnités aux créanciers privilégiés ou hypothécaires. Une seule loi, à notre connaissance, a transporté le droit des créanciers sur l'indemnité attribuée à la victime du dommage : c'est la loi du 8 mai 1810 accordant une indemnité aux émigrés, à raison de la confiscation de leurs biens dont ils avaient été victimes. L'article 25 de cette loi dispose :

« Les oppositions qui seraient formées à la délivrance de l'inscription de rente par les créanciers des anciens propriétaires, porteurs de titres antérieurs à la confiscation, non liquidés et non payés par l'Etat, n'auront d'effet que pour le capital de leurs créances. Les anciens propriétaires ou leurs représentants auront droit de se libérer des causes de ces oppositions en transférant auxdits créanciers, sur le montant de la liquidation en rente 3 pour 100, un capital nominal égal à la dette réclamée. — Ces créanciers exercent leurs droits suivant le rang de privilèges et hypothèques qu'ils avaient sur les immeubles confisqués. — L'ordre et la distribution seront faits, s'il y a lieu, quel que soit le juge de la situation desdits biens, devant le tribunal du domicile de l'ancien propriétaire ou devant le tribunal dans le ressort duquel la succession s'est ouverte. »

Cette loi accordait donc aux créanciers privilégiés ou hypothécaires une véritable attribution de l'in-

demnité payée aux émigrés à raison de la confiscation de leurs biens. Mais, depuis, aucun des textes accordant des indemnités ne s'est préoccupé du sort des créanciers privilégiés ou hypothécaires.

Lorsque la loi du 27 Avril 1825 accorda une nouvelle indemnité aux émigrés, elle demeura muette sur le point de l'attribution. Il y eut une forte hésitation dans la jurisprudence. Devait-on accorder aux créanciers privilégiés ou hypothécaires les mêmes droits que ceux que leur conféraient la loi de 1810 ? Nous avons des arrêts dans les deux sens ⁽¹⁾. Mais, depuis, la jurisprudence s'est ressaisie, et elle a refusé l'attribution aux créanciers privilégiés ou hypothécaires. La loi du 30 Avril 1826 allouait aux anciens colons de Saint-Domingue une indemnité. La presque unanimité de la jurisprudence refusa aux créanciers privilégiés ou hypothécaires le droit à l'indemnité ⁽²⁾. Depuis, tous les jugements et arrêts que nous connaissons ont persisté dans cette solution ⁽³⁾.

(1) L'indemnité est immobilière ; il y a lieu à l'attribution : Bordeaux, 10 août 1831, Dalloz, *Jurisprudence générale*, au mot Biens, 181 ; Emigré, 271 ; — Cass., 26 Juin 1832, Dalloz, J. G., Biens, 181, 243. — En sens contraire, l'indemnité est mobilière, il n'y a pas lieu à l'attribution : Caen, 13 Avril 1820, J. G., Biens, 181 ; — Limoges, 21 Février 1828, J. G., Emigrés, 270 ; — Caen, 18 Août 1842, J. G., Contrat de mariage, 2766 ; — La Cour de Cassation décidait que l'indemnité, une fois entrée dans le patrimoine indemnitaire, reprenait son caractère mobilier. Cass., 27 Novembre 1855, D. 55—1—455.

(2) Il y a lieu à attribution : Paris, 26 Novembre 1831, Dalloz, J. G., *Org. des Colonies*, 923. Refus de l'attribution : Cass., 1^{er} Août 1831, Bordeaux, 31 Août 1836. J. G. *Org. des Colonies*, 923.

(3) Trib. com. de la Seine, 20 Novembre 1877, *Le Droit*, 20 Décembre 1877 ; — Cass., 12 Mars 1877, D. 77—1—97, S. 77—1—206 ; — Paris, 3 Juillet 1879, Cass., 2 Aout 1880, D. 81—1—227, S. 81—1—246.

SECTION 2

Fondement de l'attribution.

Une distinction est indispensable : il faut, avant tout, savoir quelle est la nature de l'indemnité : est-ce un simple secours, destiné à venir en aide temporairement à la victime du sinistre ? ou bien se trouve-t-on en présence d'une véritable indemnité, tendant à remplacer dans le patrimoine de l'indemnisé l'objet qui avait été détruit ou détérioré ?

S'il s'agit d'un simple secours, nous ne ferons aucune difficulté pour refuser aux créanciers privilégiés ou hypothécaires le droit à l'indemnité. Celui que la loi a entendu indemniser, c'est la victime immédiate du sinistre, le propriétaire qui se trouve sans abri, ni ressources pécuniaires ; il n'y a pas lieu d'attribuer ce secours, qui est sans proportions avec le dommage subi, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires.

Mais, s'il s'agit d'une véritable indemnité, nous croyons qu'il y a lieu d'attribuer celle-ci aux créanciers privilégiés ou hypothécaires. En effet, la loi a eu pour but d'indemniser la victime du dommage ; quelle est donc cette victime, sinon le créancier qui avait un droit de gage ou d'hypothèque sur l'objet détruit ; ce n'est pas le propriétaire, qui, en cas de vente, n'aurait touché le prix de l'immeuble que déduction faite du montant des créances privilégiées ou hypothécaires. C'est donc le possesseur de ces créances qui est la véritable victime, et qui pourrait exercer son droit sur l'indemnité gracieuse donnée par l'Etat.

SECTION 3

Théorie admise par la Jurisprudence.

Tel n'est pas l'avis de la jurisprudence moderne. Elle refuse aux créanciers privilégiés ou hypothécaires l'attribution de ces indemnités, prétextant que, traditionnellement, le gage et l'hypothèque ne confèrent de droits que sur le prix, et qu'il est impossible d'assimiler ces indemnités à un prix.

Dans une espèce, un porteur de warrants faisait valoir ses droits sur l'indemnité allouée par la loi du 7 Avril 1873 pour les marchandises brûlées par la Commune dans les magasins généraux en 1871. Il soutenait que, s'étant fait constituer un gage régulier par le débiteur sur les marchandises en nature et sur l'indemnité qui les représentait, son droit portait également sur les marchandises en vertu de l'article 8 de la loi du 28 Mai 1858. En conséquence, il demandait la délivrance des bons de liquidation et le droit de faire vendre ceux-ci.

Un jugement du Tribunal de commerce de la Seine repoussait ses prétentions ⁽¹⁾ : les privilèges, étant de droit strict, il faudrait une convention spéciale pour donner au créancier un droit sur l'indemnité ; le droit de gage s'éteignait par la perte de la chose ; on ne pouvait assimiler l'indemnité payée par la ville de Paris à la réalisation du gage, et les droits du créancier ne portaient que sur cette réalisation ; enfin, ces indemnités ne représentant pas

(1) Trib. com. de la Seine, 20 Novembre 1877, *Le Droit*, 20 Décembre 1877.

les marchandises, le droit de privilège du créancier était éteint par voie de conséquence.

La Cour de Paris confirmait ce jugement en s'appuyant sur l'attendu suivant ⁽¹⁾ :

« Attendu qu'il est de principe que le créancier gagiste ne peut exercer son droit de préférence que sur le prix provenant de la chose engagée ; qu'il ressort de l'article 8 de la loi du 28 Mai 1858, que ce principe s'applique au porteur de warrants, comme à tout autre créancier gagiste ; — qu'à la vérité, l'article 10 de la même loi décide que les porteurs de récépissés et de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée mais que cette disposition ne peut être étendue par voie d'analogie... »

La Cour de cassation confirmait, à son tour, cet arrêt le 2 août 1880 ⁽²⁾.

Dans une deuxième espèce, un créancier hypothécaire demandait à ce que l'indemnité gracieuse, allouée à raison de la démolition des bâtiments situés dans la zone militaire des fortifications de Paris, soit assimilée à une indemnité d'expropriation. L'analogie entre les deux cas était grande, et l'indemnité avait été réglée par la juridiction civile, comme s'il se fût agi d'une expropriation.

Le créancier hypothécaire fut débouté ; la Cour de Cassation fit valoir qu'il n'y avait pas expropriation, puisque l'État n'avait acquis aucune partie de l'im-

(1) Paris, 3 Juillet 1879, D. 181—1—277.

(2) D. 81—1—277.

meuble ; que le sol était resté entre les mains de son propriétaire ; qu'il en était de même des matériaux de la construction démolie par l'administration de la guerre.

« Attendu, disait la Cour, que l'indemnité allouée doit être considérée.... comme la réparation du dommage causé au propriétaire par la destruction de ses bâtiments ; qu'elle n'était donc pas le prix de l'immeuble et la réalisation du gage hypothécaire ou privilégié ; — attendu qu'on ne peut voir dans cette somme qu'un capital purement mobilier qui par sa nature n'est pas susceptible d'affectation hypothécaire et ne pouvait être attribué au demandeur en vertu de son inscription, mais devait appartenir à la masse des créanciers, sans distinction entre eux, pour leur être réparti contributoirement, par application du principe général de l'article 2093 du Code civil qui fait des biens du débiteur le gage commun des créanciers, à moins qu'il n'existe entre ces derniers des causes de légitime préférence... ⁽¹⁾ »

La jurisprudence se refuse donc à assimiler les indemnités gracieuses, soit à un prix, soit à des indemnités d'assurances, soit à des indemnités d'expropriation. C'est à bon droit qu'elle juge ainsi ; mais il nous semble qu'elle fait erreur lorsqu'elle déduit de ce principe que les créanciers privilégiés ou hypothécaires n'ont aucun droit sur les indemnités gracieuses. Ce sont eux qui subissent une perte ; c'est donc à eux que devraient être attribuées les indemnités.

Lorsque la jurisprudence a accordé aux créanciers

(1) Cass. 12 Mars 1877, D. 77—1—97.

privilégiés ou hypothécaires les indemnités gracieuses, en application des lois du 28 Mai 1810 et du 27 Avril 1825, elle s'est appuyée sur un tout autre principe. Elle considérait l'indemnité comme immobilisée; par suite d'une subrogation réelle, celle-ci prenait dans le patrimoine du débiteur la place qu'occupait antérieurement le bien qu'elle avait remplacé. Elle en prenait le caractère et supportait les charges qui le grevaient. Nous avons déjà réfuté cette idée; tous les principes du droit, l'article 2119 du Code civil en particulier, font obstacle à ce qu'une créance soit grevée d'hypothèques.

En ce qui concerne le règlement et le paiement des indemnités gracieuses, nous ne pourrons que répéter ce que nous avons dit en matière d'indemnités de responsabilité. Comme il n'existe pas de textes spéciaux, les créanciers privilégiés et hypothécaires n'auront jamais droit à l'attribution des indemnités accordées au propriétaire de l'objet grevé; mais ils auront un droit propre sur les sommes allouées pour le paiement de cette indemnité, et ils pourront exercer une action directe, comme étant les véritables victimes du dommage que l'on veut réparer. C'est donc à eux qu'il appartiendra d'effectuer le règlement, et c'est entre leurs mains que le paiement devra être fait. Les mêmes règles devront être appliquées au sujet du cumul des indemnités.

TROISIÈME PARTIE

DROIT COMPARÉ.

MODIFICATIONS PROPOSÉES

A LA

LÉGISLATION FRANÇAISE EN VIGUEUR

TROISIÈME PARTIE

DROIT COMPARÉ.

MODIFICATIONS PROPOSÉES A LA LÉGISLATION FRANÇAISE EN VIGUEUR

CHAPITRE PREMIER

Droit comparé.

SECTION 1

Empire Allemand.

PRUSSE. — Le droit des créanciers était régi en Prusse par la loi du 5 Mai 1872 sur le régime hypothécaire. L'article 30 disposait :

« L'inscription d'une hypothèque ou d'une dette foncière garantit..... l'indemnité allouée au propriétaire pour fruits, dépendances ou bâtiments incendiés ou endommagés, à moins que cette indemnité ne doive être employée, d'après la police d'assurance, à la reconstruction des bâtiments ⁽¹⁾. »

⁂ (1) *Annuaire de lég. étr.*, 1873 (Prusse), p. 225.

D'après M. Gide, cette disposition ne serait que la reproduction de l'article 149 de la loi de Hesse :

« L'hypothèque ne s'éteint pas par l'incendie du bâtiment reconstruit et le créancier hypothécaire peut exiger que l'indemnité d'assurance soit employée à cette reconstruction. L'indemnité ne peut être payée à l'assuré qu'avec le consentement du créancier hypothécaire : celui-ci pourra refuser son consentement jusqu'à ce que l'assuré ait fourni caution pour l'emploi de l'indemnité. A défaut de cette caution, l'indemnité sera déposée en justice ou mise sous séquestre. Le créancier hypothécaire pourra ainsi faire vendre en justice, avec le terrain, le droit à l'indemnité d'assurance. »

Nous ne partageons pas l'opinion de M. Gide. Dans la loi de Hesse, le créancier a seulement le droit de contraindre le débiteur hypothécaire à la reconstruction des bâtiments. Ce n'est que subsidiairement qu'il peut faire vendre le droit à l'indemnité d'assurance. Dans la loi prussienne, il a au contraire un droit personnel à l'attribution de cette indemnité, et ce n'est qu'accessoirement, lorsqu'une clause de la police d'assurance y obligera, qu'il y aura lieu à la reconstruction des bâtiments.

Cette loi différerait principalement de la loi française en ce que l'inscription suffisait à garantir les droits des créanciers hypothécaires, tandis que la loi de 1889 contient pour les créanciers l'obligation de faire opposition au paiement de l'indemnité entre les mains de l'assureur.

ALSACE-LORRAINE. — La loi du 4 Juillet 1881 ⁽¹⁾ disposait :

(1) *Ann. lég. étr.*, 1882, XI, p. 293.

Art. 1^{er}. — « Les indemnités dues au propriétaire par suite d'assurances contre l'incendie d'un bâtiment ou d'objets dépendant d'un immeuble, et déclarés immeubles par la loi, sont déclarées comme faisant partie de la fortune immobilière, au regard des droits de privilèges et d'hypothèques établis au moment de l'incendie sur le bâtiment ou l'immeuble. Ces indemnités sont attribuées aux titulaires de ces droits selon leur rang.

» L'inscription des privilèges et hypothèques peut être utilement prise sur l'indemnité d'assurance, même après la perte de l'objet assuré.

» La cession de l'indemnité d'assurance n'est pas opposable aux créanciers pourvus de droit de préférence.

Art. 2. — « La personne munie d'un droit de préférence doit le déclarer à l'assureur, de sa constitution, jusqu'à l'expiration du mois qui suit le sinistre, sous peine de déchéance. »

Suivant l'art. 3, l'assureur, à qui dénonciation a été faite, doit :

1^o Avertir le créancier des modifications ou du non renouvellement de l'assurance ;

2^o L'informer du sinistre ;

3^o L'informer des instances engagées pour fixation de l'indemnité d'assurance.

D'après l'art. 4, l'assureur ne peut pas payer avant un délai d'un mois. Si, au bout de ce temps, les créanciers ne se sont pas fait connaître, le paiement sera fait au propriétaire ; s'il y a des créanciers, l'assureur est toujours autorisé et peut être obligé au dépôt de l'indemnité d'assurance.

L'article 5 dispose que, si l'accord est impossible, on

devra recourir à l'ordre judiciaire auquel seront admis seulement les créanciers qui se seront fait connaître en temps utile.

Enfin, l'art. 6 stipule que l'assureur et l'assuré ont toujours faculté de s'entendre pour la reconstruction de l'immeuble, à condition d'informer les créanciers dénonciateurs et d'indiquer un délai convenable pour la reconstruction.

Remarquons, tout d'abord, que cette loi est moins large que la loi de 1889; elle n'est relative qu'à une seule cause de sinistre, l'incendie, et encore seulement lorsque ce sinistre atteint des objets immobiliers. Mais, ceci mis à part, elle est beaucoup plus minutieuse que la loi française et règle nombre de points que celle-ci, à tort, à notre avis, a laissés dans l'ombre. L'article 1 de cette loi pourrait nous faire croire que l'indemnité sera attribuée aux créanciers en vertu d'une subrogation : « les indemnités d'assurance.... sont déclarées comme faisant partie de la fortune immobilière, au regard des droits de privilèges ou d'hypothèques... » En conséquence, on serait en droit de croire que l'inscription suffira pour sauvegarder les droits des créanciers. Il n'en est rien : les créanciers doivent se faire connaître à l'assureur dans un délai qui court de la constitution du droit de préférence jusqu'à l'expiration du mois qui suit le sinistre. S'ils ne se font pas connaître, ils sont déchus de leurs droits; le paiement a lieu entre les mains du propriétaire et des créanciers qui se sont fait connaître. Cette loi est bien plus rigoureuse que la loi française, puisque le paiement fait de mauvaise foi sera libératoire, à condition qu'il n'y ait pas eu de déclarations.

A la différence de la législation française, l'article

premier permet de prendre inscription, après perte de la chose, sur l'indemnité d'assurance. Notons enfin que l'article 3 met à la charge de l'assureur des notifications et déclarations qui, dans la pratique française, sont plus souvent à la charge du créancier hypothécaire.

Jusqu'en 1881, on avait continué à appliquer la jurisprudence française refusant aux créanciers privilégiés et hypothécaires l'attribution des indemnités d'assurance.

COUR D'APPEL DE COLOGNE. — La question qui nous intéresse avait été réglée dans le ressort de cette Cour par la loi du 17 Mai 1884 ⁽¹⁾. Jusqu'à cette époque, on avait suivi la jurisprudence française. La loi de 1884 est analogue à la loi alsacienne de 1881, à cette différence près, qu'elle s'appliquait également aux sinistres causés par la foudre et les explosions.

CODE CIVIL ALLEMAND. — Le Code civil allemand a été promulgué le 18 Août 1896; il est exécutoire depuis le 1^{er} Janvier 1900 sur tout le territoire de l'Allemagne. Les articles 1127, 1128 et 1130 règlent l'attribution des indemnités aux créanciers hypothécaires.

1127. — « Si des objets soumis à l'hypothèque ont été assurés par le propriétaire du fonds ou le possesseur à titre de propriétaire, l'hypothèque s'étend à la créance contre l'assureur.

» L'affectation à l'hypothèque de la créance contre l'assureur prend fin lorsque l'objet assuré est reconstruit ou qu'une indemnité a été payée pour le remplacer. »

1128. — « Si un bâtiment est assuré, l'assureur ne

(1) *Ann. lég. étr.*, 1885, XIV, p. 298.

peut payer à l'assuré la somme assurée avec effet contre le créancier hypothécaire, que lorsque l'assureur ou l'assuré a donné avis au créancier hypothécaire du dommage survenu et que, depuis la réception de cet avis, il s'est écoulé un mois. Jusqu'à l'expiration de ce délai, le créancier hypothécaire peut s'opposer au paiement vis-à-vis de l'assureur. L'avis peut-être omis, s'il est impossible. Dans ce cas, le mois se compte à partir de l'échéance de la somme assurée. Pour le surplus, on applique les dispositions relatives à la créance donnée en gage; l'assureur ne peut néanmoins se prévaloir de son ignorance à l'égard d'une somme mentionnée au registre foncier. »

1130. — « Si, d'après les clauses de l'assurance, l'assureur n'est obligé au paiement de la somme assurée que pour la reconstruction de l'objet assuré, le paiement fait à l'assuré conformément à ces clauses a effet vis-à-vis du créancier hypothécaire. »

Les solutions données par le Code civil allemand sont opposées à celles fournies par la loi de 1889. L'inscription vaut opposition : c'est à l'assureur de rechercher s'il y a des créanciers hypothécaires, et de les prévenir du sinistre. C'est la théorie de la subrogation dans toute sa rigueur. Les droits que les créanciers hypothécaires avaient sur l'objet assuré sont reportés sur l'indemnité. Une seule exception est faite au cas où le contrat d'assurance comporte une clause de reconstruction ⁽¹⁾.

(1) Solution analogue à celle fournie par la loi espagnole du 8 Février 1861 relative aux hypothèques, révisée par la loi du 13 Mars 1869 et reproduite par l'article 1877 du Code civil de 1889 (Darras et Tabouriech, *Op. cit.*, appendice).

SECTION 2

Belgique.

Les solutions relatives à l'attribution aux créanciers privilégiés et hypothécaires des indemnités d'assurances sont contenues dans les lois du 16 Décembre 1851 et du 21 Août 1879.

La loi du 16 Décembre 1851 dispose en son article 10 :

« Lorsqu'un immeuble, des récoltes ou des effets mobiliers auront été assurés, soit contre l'incendie, soit contre tout autre fléau, la somme qui, en cas de sinistre, se trouvera due par l'assureur, devra, si elle n'est pas appliquée par lui à la réparation de l'objet assuré, être affectée au paiement des créances privilégiées ou hypothécaires, suivant le rang de chacune d'elles : il en serait de même de toutes les indemnités qui seraient dues par des tiers à raison de la perte ou de la détérioration de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque. »

L'article 11 déclarait que la loi laissait en dehors de son action les dispositions des lois maritimes. Cette partie de la question a été réglée par l'article 149 de la loi du 21 Août 1879 sur l'hypothèque maritime :

« En cas de perte ou d'innavigabilité du navire, les droits des créanciers s'exercent sur les choses sauvées ou sur leur produit, alors même que la créance ne serait pas encore due.

» L'inscription de l'hypothèque vaut opposition au paiement de l'indemnité d'assurance. Dans le cas de

règlement d'avaries concernant le navire, le créancier hypothécaire pourra intervenir pour la conservation de ses droits ; il ne pourra les exercer que dans le cas où l'indemnité, en tout ou en partie, n'aurait pas été ou ne serait pas employée à la reconstruction du navire. »

Enfin, la loi du 11 juillet 1874 est venue compléter la loi de 1851 en ce qui concerne les objets mobiliers. Voici la teneur des articles qui nous intéressent le plus.

Chapitre 2....

Art. 6. — « Un créancier peut faire assurer la solvabilité de son débiteur : l'assureur pourra se prévaloir du bénéfice de discussion, sauf convention contraire.

» Les créanciers saisissants ou nantis d'un gage et les créanciers privilégiés ou hypothécaires peuvent faire assurer en leur nom personnel les biens affectés au paiement de leurs créances.

» Dans ce cas, l'indemnité due à raison du sinistre est subrogée de plein droit à leur égard aux biens assurés qui formaient leur gage. »

Art. 7. — « Lorsque des objets mobiliers ont été assurés, le paiement de l'indemnité fait à l'assuré libère l'assureur s'il n'a pas été fourni d'opposition entre ses mains. »

Art. 8. — « Les dispositions des deux articles précédents n'auront effet qu'autant que le créancier viendrait en ordre utile dans la collocation ou dans la distribution si la perte des objets saisis, engagés, hypothéqués ou sur lesquels existe le privilège, n'était pas arrivée. »

La loi du 16 Septembre 1851 admet donc la subrogation légale des créanciers privilégiés et hypothécaires aux droits de leurs débiteurs en cas de sinistre. Pour que le paiement effectué par la Compagnie d'assurances entre les mains de l'assuré soit libératoire, celle-ci devra avoir les preuves de l'absence de privilèges ou d'hypothèques grevant l'objet sinistré. En ce qui concerne les immeubles, cette preuve est facile à faire ; il suffira de demander un certificat négatif d'inscriptions, car en Belgique il n'y a pas d'hypothèques occultes, et tous les droits de préférence portant sur des immeubles doivent être inscrits. Par conséquent, la loi de 1851 pouvait donner entière satisfaction en ce qui concernait les immeubles. Au contraire, elle laissait entières les difficultés relatives aux meubles. L'assureur pouvait indéfiniment retarder la liquidation des indemnités, car l'assuré était presque toujours dans l'impossibilité de prouver que les meubles sinistrés n'étaient pas grevés de privilèges. C'est pour remédier à cet inconvénient que fut voté l'article 7 du chapitre 2 de la loi du 11 Juillet 1874. La règle contraire fut admise en cette matière, et le paiement fait avant opposition, entre les mains de l'assuré, libère l'assureur. La bonne foi n'est pas exigée chez l'assureur.

Sous l'empire de la loi de 1851, on était d'ailleurs arrivé à une solution pratique à peu près semblable à celle fournie par la loi de 1874. Voici ce que disait Laurent à ce sujet : « La voie de l'opposition serait la plus efficace (pour permettre aux créanciers privilégiés de se faire connaître). On objecte que la loi ne prescrit aucune forme, ce qui est vrai. Il y a lacune. Toujours est-il que, si les créanciers ne font aucune

notification à l'assureur, celui-ci pourra et devra même payer l'indemnité à l'assuré ⁽¹⁾. »

Quel sens exact faut-il donner aux mots de la loi « si elle (l'indemnité) n'est pas appliquée par lui (l'assureur) à la réparation de l'objet assuré. »? Nous ne croyons pas, malgré l'avis de Laurent, que cette disposition donne à l'assureur dans tous les cas le droit de dire qu'il veut reconstruire l'immeuble. Il n'aura ce droit qu'autant qu'il se le sera réservé par une clause spéciale de la police. La loi donne aux créanciers un droit identique à celui qu'avait l'assuré; ils n'ont ni plus ni moins de droits que lui. La question se résume donc à savoir si l'assureur aurait pu imposer à l'assuré la reconstruction; il n'est pas douteux, qu'à moins de convention contraire, l'assureur ne peut contraindre l'assuré à se contenter de la reconstruction. L'obligation de payer l'indemnité est certaine. Par la disposition précitée, la loi n'a eu d'autre but que de permettre à l'assuré d'opposer aux créanciers privilégiés et hypothécaires une exception tirée du droit conventionnel de reconstruction. En admettant la théorie soutenue par Laurent, on arrive à cette solution bizarre, que lorsqu'un contrat d'assurances ne comporte pas de clause de reconstruction, l'assureur est tenu de payer l'indemnité si l'immeuble n'est pas grevé; s'il l'est, il a la faculté de le faire reconstruire. La faculté de reconstruction n'appartient donc à l'assureur qu'autant qu'il se la sera réservée par une clause spéciale de la police d'assurance.

Devra-t-on adopter la même solution pour la loi du 21 Août 1879? Nous ne le croyons pas. L'article 149

(1) Laurent, C. C., t. XXXI, n° 412.

ne permet au créancier d'exercer ses droits « que dans le cas où l'indemnité, en tout ou en partie, n'aura pas été ou ne serait pas employée à la reconstruction du navire. »

Enfin, nous croyons qu'en ce qui concerne les meubles, la question de réparation devra être écartée, quoique la loi de 1851 ne distingue pas à leur égard.

Notons que l'article 1721 du Code civil Roumain est la traduction de l'article 10 de la loi du 16 Décembre 1851, et que le droit de la Roumanie est, en cette matière, à peu près identique à celui de la Belgique.

SECTION 3

Suisse.

Chaque canton suisse a sa législation particulière : La législation de quelques-uns de ces cantons s'est occupée de l'attribution des indemnités d'assurances aux créanciers hypothécaires.

CANTON DE BERNE. — La loi du 21 Mars 1834, dans ses articles 6 et 10, a rendu obligatoire l'assurance par le créancier hypothécaire de l'immeuble grevé. La loi du 31 Octobre 1881, décide :

Art. 37. — « Le paiement de l'indemnité n'aura pas lieu sans l'autorisation des créanciers hypothécaires, que le créancier reconstruise ou non son bâtiment. »

Remarquons que la loi bernoise employait un détour analogue à celui dont s'est servi la législation française, dans l'article 3 de la loi du 19 Février 1889, pour attribuer au bailleur ou au propriétaire les indemnités d'assurances du risque locatif ou du recours du voisin.

La clause de reconstruction ne sera pas opposable aux créanciers hypothécaires.

CANTON DE GENÈVE. — La loi du 21 Septembre 1870, dans ses articles 1 et 3, a décrété l'obligation pour le créancier hypothécaire d'assurer l'immeuble grevé. La même loi décidait :

Art. 4. — « L'assureur doit notifier aux tiers intéressés, par deux avis successifs insérés à une semaine d'intervalle dans la Feuille d'Avis, le montant de l'indemnité par lui offerte, les noms et qualités de l'assuré, la situation et le numéro du bâtiment endommagé, le domicile de l'assureur dans le canton. Cet avis indique si l'insertion est la première ou la deuxième.

» A défaut de l'assureur, toute personne intéressée fait opérer cette insertion.

» Les créanciers hypothécaires inscrits sur le bâtiment assuré doivent, dans le délai de deux semaines dès la deuxième insertion, et s'ils s'y croient fondés, contester par voie de justice le montant de l'indemnité offerte. ».

Art. 5. — « Les créanciers ayant sur le bâtiment incendié un privilège dispensé de l'inscription sont, sans désignation nominale (et aussi longtemps que la loi consacrera cette dispense d'inscription) appelés à la distribution de l'indemnité par une sommation qui est insérée dans l'avis mentionné en l'article précédent.

» Cette sommation les met en demeure de se présenter et produire leurs titres au greffe du tribunal civil, dans le même délai de deux semaines à partir de la deuxième insertion à peine de forclusion. »

Cette loi manque de précision. La question est réglée d'une façon différente, suivant qu'il s'agit de créanciers inscrits ou non. Les créanciers hypothécaires ont droit à l'attribution de l'indemnité s'ils sont inscrits. Ils pourront même prendre part au règlement s'ils le contestent dans les délais fixés. Le paiement fait entre d'autres mains que les leurs ne sera pas libératoire. Si, au contraire, il s'agit d'un privilège dispensé d'inscription, les créanciers doivent se faire connaître dans un certain délai; passé ce délai, ils n'ont plus aucun droit à l'attribution, et un paiement, même de mauvaise foi, est libératoire pour l'assureur.

C'est à l'assureur qu'il appartient de prévenir les créanciers privilégiés et hypothécaires du sinistre; le règlement qui ne serait pas suivi des notifications prescrites serait sans valeur à l'égard des créanciers. L'absence de la sommation aux créanciers non inscrits dans les insertions prescrites rendrait le paiement non libératoire à leur égard.

CANTON D'UNTERWALD. — La question de l'attribution des indemnités d'assurances aux créanciers hypothécaires a été réglée par la loi du 24 Avril 1887 ⁽¹⁾ relative à « l'emploi des indemnités d'incendie versées par les Compagnies d'assurances ».

Cette loi donne aux créanciers hypothécaires le droit de se faire attribuer les indemnités. Mais le propriétaire de l'immeuble ou du bâtiment brûlé ou endommagé a un droit de préférence sur ces indemnités pour les frais de reconstruction. La Commission supérieure lui donne un délai pour déclarer qu'il veut

(1) *Ann. lég. étr.*, 1888, XVII, p. 708.

reconstruire, et, dans l'affirmative, un délai pour reconstruire l'immeuble sinistré.

Quel que soit le parti que le propriétaire prenne, l'indemnité reste saisie au profit des créanciers hypothécaires ; elle ne peut être payée au propriétaire qu'au fur et à mesure des progrès de la construction.

Remarquons que, dans la plupart des cas, l'attribution sera illusoire, parce que le propriétaire optera pour la reconstruction de l'immeuble. Cette option lui sera permise, même à défaut de clause spéciale dans la police. Les créanciers hypothécaires ont les fonds saisis à leur profit durant la reconstruction, et l'indemnité ne peut être payée qu'au fur et à mesure des progrès de la construction. Ils seront donc à même de refuser la continuation du paiement si le propriétaire ne fait pas un bon emploi des fonds qui lui sont remis. Les paiements que la Compagnie d'assurances ferait malgré l'opposition des créanciers hypothécaires ne seraient pas libératoires.

Si le propriétaire se refuse à construire, ou bien si, après option pour la reconstruction, il fait un mauvais emploi des fonds qui lui ont été remis, la Commission supérieure de justice attribuera l'indemnité aux créanciers hypothécaires. Il en sera de même s'il n'a pas employé à la reconstruction le délai qui lui a été donné dans ce but.

CANTON DE ZURICH. — L'article 353 du Code civil du canton de Zurich donne aux créanciers hypothécaires le droit de se faire attribuer les indemnités d'assurances ⁽¹⁾.

(1) V. pour la Norvège, la loi du 18 Juin 1893 ; — pour le Portugal, l'art. 891 du Code civil ; — pour le Chili, l'art. 2420 du Code civil ; — pour l'Uruguay, l'art. 2309 du Code civil.

SECTION 4

Solutions partielles adoptées par quelques législations.

Certaines législations, comme celles de la République Argentine et de l'Italie, se sont bornées à accorder l'attribution des indemnités d'assurances aux créanciers privilégiés ou hypothécaires dans quelques cas limitativement énumérés. D'autres, comme celle de la Grande-Bretagne, ont adopté une solution toute différente de la nôtre, en facilitant l'assurance du droit d'hypothèque.

GRANDE-BRETAGNE. — C'est la loi du 22 Août 1881 ⁽¹⁾, simplifiant et améliorant la procédure du transfert de la propriété immobilière, qui s'est occupée du droit des créanciers hypothécaires sur les indemnités d'assurances. L'article 19 dispose :

« Un créancier hypothécaire, quand l'hypothèque a été consentie par acte solennel, aura les pouvoirs suivants, comme s'ils lui avaient été conférés par l'acte :

« Le pouvoir, à toute époque à dater de la constitution de l'acte d'hypothèque, d'assurer le fonds hypothécaire contre l'incendie, les primes de cette assurance grevant le fonds au même rang et au même taux d'intérêt que l'emprunt garanti par l'hypothèque elle-même. »

La loi anglaise n'attribue donc pas les indemnités d'assurances, dues aux propriétaires, aux créanciers hypothécaires. Elle se borne à laisser à ceux-ci la

(1) *Ann. de lég. étr.*, 1882 (Grande-Bretagne), p. 53.

faculté d'assurer le fonds et leurs droits, mettant à la charge du fonds hypothéqué et du débiteur le paiement des primes.

ITALIE. — La loi du 23 Janvier 1887 sur le crédit agricole a accordé à certains créanciers privilégiés l'attribution des indemnités d'assurances :

Art. 1^{er}. — « En garantie des prêts faits aux propriétaires ou aux fermiers des fonds ruraux par les établissements faisant les opérations de crédit agricole un privilège spécial peut être constitué sur les fruits recueillis dans l'année, sur les récoltes qui se trouvent dans les habitations et bâtiments du fonds rural et qui proviennent de ce fonds lui-même, et sur tout ce qui sert à cultiver ce fonds ou à le garnir. »

Art. 12. — « Si les objets soumis au privilège des établissements de crédit agricole sont assurés, les sommes dues par les assureurs à titre d'indemnité pour perte ou dommage sont affectées au paiement de la créance privilégiée, à moins que ces mêmes sommes ne soient employées à réparer la perte ou le dommage ⁽¹⁾. »

Cette loi a un champ d'application excessivement limité. Elle n'accorde l'attribution des indemnités d'assurances qu'aux créanciers privilégiés, et seulement au cas où ces créanciers sont des établissements de crédit agricole, et pour les prêts consentis par ces établissements garantis par les récoltes ou ce qui sert à l'exploitation du fonds rural.

La restriction relative à la réparation du dommage doit s'entendre en ce sens, que, lorsque l'assureur s'est

(1) *Ann. lég. étr.*, 1888 (Italie), p. 493.

réserve le droit ou de payer l'indemnité, ou de réparer le dommage, le créancier ne peut s'opposer à ce que l'assureur emploie le second procédé; mais l'assuré ne pourrait se réserver le droit d'employer lui-même l'indemnité à la réparation du dommage.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — Il n'y a pas de texte d'ensemble sur la question. Seule la loi du 24 Septembre 1886 a traité cette question. Cette loi fondait une banque hypothécaire nationale, analogue au Crédit Foncier de France. L'article 37 accorde à cette banque le droit d'exiger du propriétaire de l'immeuble hypothéqué qu'il assure les biens offerts ou déjà donnés en hypothèque. En cas de sinistre, la banque a le droit de toucher le montant de l'indemnité due à raison de cette assurance.

CHAPITRE II

Modifications proposées à la législation française en vigueur.

SECTION I

Proposition Royer.

La proposition Royer a été déposée à la Chambre le 8 Mai 1891 ⁽¹⁾. Elle était ainsi conçue :

Article unique : « Le deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 19 Février 1889 est complété comme suit : « Vaudra comme opposition l'inscription existante sur l'immeuble sinistré du chef de l'assuré et de la personne désignée en la police comme ayant des droits de propriété ou d'usufruit sur ledit immeuble.

» Les frais de l'état des charges levé par l'assureur seront retenus sur l'indemnité. »

Le rapporteur de ce projet à la Chambre, M. Herbecq, déposait son rapport quelques jours plus tard ⁽²⁾. Il critiquait sévèrement la loi de 1889 : elle n'avait pas amené la diminution des frais qu'on espérait ; cela tenait à la procédure employée et à l'obligation de recourir à la voie de l'opposition. Les Compagnies

(1) *Jour. Off.*, 9 Mai 1891, Déb. parl., p. 817.

(2) *Journ. Off.*, 19 Juin 1891, Déb. parl., p. 1336.

payent à tous ceux qui sont munis d'un titre quelconque, à condition qu'ils fassent opposition. Mais la proposition Royer ne lui donnait pas davantage satisfaction : le régime hypothécaire étant basé sur les personnes, des inscriptions peuvent échapper à la Compagnie sans qu'elle soit pour cela en faute. De plus, le Compagnie n'est juge ni de la validité du titre et de l'inscription, ni du rang des créanciers. Elle recourra donc, dans la plupart des cas, à la distribution judiciaire qui est une procédure coûteuse.

Ce projet fut retiré par M. Royer. Deux ans plus tard, le 18 Février 1893, il le représentait modifié et complété ⁽¹⁾.

Article unique : Le deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 19 Février 1889 est modifié ainsi qu'il suit :

« Vaudra comme opposition, lorsque l'assureur ne reconstruira pas les bâtiments détruits, l'inscription existant du chef de l'assuré et de la personne désignée en la police comme ayant des droits de propriété ou d'usufruit sur lesdits bâtiments.

» A cet effet, l'assureur sera tenu, à l'expiration de la quinzaine du sinistre, de lever au bureau des hypothèques un état comprenant les charges existantes au jour du sinistre et celles qui auront été inscrites dans ce délai de quinzaine, en vertu d'un titre antérieur à l'incendie.

» Il devra prévenir du sinistre les créanciers dont l'existence lui aura été révélée. Cet avertissement sera

(1) *Journ. Off.*, 20 Février 1893, Déb. parl., p. 620.

donné aussitôt la délivrance de l'état, par lettres recommandées adressées au domicile élu.

» Il retiendra par privilège les frais d'état et de recommandation des lettres d'avis sur le montant de l'indemnité.

» Les créanciers hypothécaires ou privilégiés dispensés de prendre inscription pourront faire valoir leurs droits sur cette indemnité jusqu'au paiement ou jusqu'à ce que la distribution soit devenue définitive.

» Si, dans le délai d'un mois, à partir de la communication de l'état par l'assureur à l'assuré, les intéressés ne s'entendent pas sur la distribution amiable, l'assureur sera tenu de consigner l'indemnité sans offres réelles préalables. »

La nouvelle proposition était accompagnée d'un exposé des motifs qui peut se résumer ainsi ⁽¹⁾ : La loi de 1889 avait pour but de donner aux créanciers sur l'indemnité les mêmes droits que sur le prix. Or, il n'en était pas ainsi à raison du paragraphe deuxième de l'article 2 qui validait les paiements faits de bonne foi par l'assureur, c'est-à-dire, même s'il existait des inscriptions. Or, il en résultait un danger considérable pour le créancier, car il pouvait ignorer le sinistre et se trouver, en conséquence, dans l'impossibilité de faire opposition. Il était donc utile que son inscription vaille opposition. Il pouvait bien en partie remédier à ce danger au moyen d'une opposition préalable ; mais cette procédure, souvent inutile, était toujours coûteuse.

La proposition, mise aux voix, fut adoptée sans discussion par la Chambre. Elle vint devant le

(1) *Journ. Off.*, Doc. parl., 1893, p. 1118.

Sénat le 22 Février 1894 et y fut l'objet d'une longue discussion ⁽¹⁾.

M. Labiche, prenant le premier la parole, approuve sans restriction la solution jurisprudentielle qui refuse à l'inscription l'effet d'une opposition : Souvent le sinistre est partiel, peu important ou l'objet assuré de peu de valeur ; l'obligation de lever un état, de rechercher les créanciers inscrits, de provoquer leur intervention, de ne payer qu'après un accord judiciaire, tout ceci représente des frais ou des lenteurs. Si, par suite de la négligence ou de l'absence d'un créancier, on ne peut arriver de suite à une entente, le projet exige la consignation. Puis, ce sont des désistements et assentiments à obtenir qui souvent se feront payer.

L'Urbaine, l'Aigle, le Soleil ont payé en 1892 des indemnités pour 6569 sinistres. Sur ce nombre, 4744 étaient inférieurs à 500 francs. Ce sont beaucoup de formalités pour une si maigre valeur ; les frais absorberont dans bien des cas l'indemnité. Puis ce sera pour les conservateurs une grosse augmentation d'états à fournir.

M. Busset prend au contraire la défense de la proposition Royer. Il pense que la bonne foi est déplacée en matière de procédure où tout est de droit strict. C'est aux créanciers de faire opposition ou de prendre inscription dans le délai utile. La nouvelle proposition donne la sécurité absolue pour les créanciers inscrits puisque leur inscription vaut opposition. Elle supprime les frais importants et frustra-

(1) *Journ. Off.*, 23 Février 1893, Déb. Parl., Sénat, p. 155.

toires de la cession d'indemnité en cas d'incendie consentie par l'assuré à l'assureur, pour mettre celui-ci à l'abri des inconvénients de la loi de 1889. Enfin, elle facilite le crédit hypothécaire et donne toute sécurité à l'assureur. Mais, avec M. Labiche, M. Busset déplore toutes les complications, les frais considérables qu'entraînera la nouvelle loi, lorsqu'il s'agira de petits sinistres.

M. Trarieux critique à son tour le projet qui est présenté. La proposition, dit-il, manque de logique en ne sauvegardant pas également les droits des créanciers inscrits et non inscrits. Les droits des créanciers non inscrits sont mal sauvegardés. Au cas de vente, les formalités de publicité qui accompagnent la purge avertissent les créanciers non inscrits; tandis qu'au cas d'attribution d'indemnité, il n'y a aucune procédure semblable d'organisée. Un tel état de chose aboutit au renversement des préférences.

M. Grivart, à son tour, attaque la nouvelle loi; elle oblige l'assureur à retirer un état hypothécaire, elle retarde et entrave le règlement, le suspendant durant quinze jours au profit des créanciers peu diligents qui ne se sont pas inscrits pour leur permettre de le faire. Pendant ce délai, il est impossible de retirer l'état hypothécaire. Puis, lorsque l'état est retiré, si on se trouve en présence d'inscriptions, l'indemnité doit rester un mois aux mains de l'assureur.

Toutes ces formalités, tous ces délais, sont une source d'inconvénients. Ils empêchent l'indemnité de remplir son véritable but, qui est de réparer promptement le dommage causé par le sinistre. Les frais de l'état sont à la charge de l'assuré; ils seront modiques s'il n'y a pas d'inscriptions; mais si celles-ci sont

nombreuses, ils seront très élevés, surtout lorsqu'il s'agira d'un sinistre peu important et que l'indemnité attribuée sera faible. C'est pourtant ce qui se passe dans la plupart des cas : à *l'Urbaine*, sur deux mille sinistres immobiliers, quatorze cents sont élevés de 10 à 500 francs, avec une moyenne de 61 francs. Les frais d'un état hypothécaire peuvent, en certains cas, s'élever jusqu'à cette moyenne. Il n'y a pas de rapport entre l'indemnité accordée et les frais que son attribution occasionnera.

Actuellement, lorsque le sinistre est peu important, les créanciers ne s'en préoccupent pas. La réparation immédiate du sinistre et le paiement direct par les Compagnies à l'assuré s'imposent. Au contraire, avec le nouveau texte, les assureurs seront obligés de se mettre en communication avec les créanciers, même si le sinistre est peu important. Ceux-ci qui, auparavant, auraient laissé les choses suivre leur cours, feront opposition, ou, s'ils trouvent que cela n'en vaut pas la peine, ils resteront dans l'inaction, et règlement et paiement seront paralysés. Il sera impossible d'obtenir, si les créanciers sont nombreux, que ceux-ci agissent pour des sommes modiques; alors, on devra recourir au dépôt de l'indemnité à la Caisse des Dépôts et Consignations. Mais, une fois que cette somme y sera entrée, on se demande comment on pourra l'en faire sortir, si les créanciers ne s'entendent pas pour une distribution amiable; faudra-t-il en venir à une distribution par contribution? Enfin, si le dépôt à la Caisse n'est pas requis, l'indemnité reste aux mains de l'assureur, et l'assuré ne peut réparer l'immeuble.

La proposition fut rejetée par le Sénat. Pour notre

part, nous ne pouvons que nous réjouir de cet échec. Cette solution était peu juridique. Tandis que l'acheteur est soumis au droit de suite du créancier privilégié ou hypothécaire, les Compagnies d'assurances sont simplement débitrices d'une somme; dès lors, pourquoi les obliger à des recherches difficiles et coûteuses, qui ne seraient justifiées que par l'existence d'un droit de suite ⁽¹⁾? Parmi les différentes considérations émises par les orateurs, il faut remarquer principalement celles relatives aux frais et aux complications qu'eût entraînés la nouvelle proposition; l'empêchement dans lequel se trouveraient les Compagnies d'apporter un prompt remède aux sinistres; la faveur qui en résulterait pour les créanciers inscrits aux dépens de ceux qui ne le seraient pas.

Cette loi n'émettait pas, d'ailleurs, un principe nouveau. C'était le système auquel avait recouru la loi du 10 Décembre 1874. L'essai malheureux qui avait été fait devait mettre en garde le législateur contre cette nouvelle tentative.

SECTION 2

Proposition Thézard.

Un projet de loi sur la réforme hypothécaire était déposé au Sénat, par le gouvernement, le 27 Octobre 1890 ⁽²⁾. Il comportait un article 33 ainsi conçu :

« Lorsqu'un immeuble aura été assuré, soit contre

(1) V. Darras et Tabouriech, n° 69.

(2) *Journ. Off.*, Doc. parl., annexe n° 2 de 1890, p. 336.

l'incendie, soit contre tout autre fléau, la somme qui sera due par l'assureur, si elle n'est pas appliquée par celui-ci à la réparation de l'immeuble, sera affectée au paiement des créances privilégiées ou hypothécaires suivant leur rang.

» Il en sera de même de toute indemnité due par des tiers à raison de la perte ou de la détérioration de l'immeuble grevé.

» Tous paiements faits de bonne foi avant opposition sont valables.

» Les articles 2, 3 et 4 de la loi du 19 Février 1889 sont abrogés. »

Ce projet était accompagné de l'exposé des motifs suivants :

« L'article 33 statue sur les indemnités de sinistres, en cas d'incendie ou d'autres fléaux, contre lesquels un immeuble aura été assuré.

» Considérant que l'indemnité représente la chose détruite, qu'il est donc juste de la soumettre aux mêmes privilèges et hypothèques, nous décidons que c'est au paiement des créances, suivant leur rang, que seront affectées les indemnités des sinistres, et non seulement celles dues par l'assureur, s'il ne les applique pas à la réparation de l'immeuble, mais toutes celles qui seraient dues par des tiers, ce qui comprend nécessairement celles résultant de l'assurance des risques locatifs et du recours des voisins.

» Sous cette réserve que les paiements faits de bonne foi, avant opposition, seront valables.

» Nous abrogeons, par suite, les articles 2, 3 et 4 de la loi du 19 Février 1889, dont les dispositions se

trouvent être remplacées par celles qui viennent d'être indiquées ⁽¹⁾.

Nous considérons cette proposition comme bien inférieure à la loi de 1889. Si elle est plus complète, en ce sens qu'elle s'applique à toutes les indemnités, quelle que soit leur nature ; elle l'est moins, en ce sens, qu'elle ne s'occupe que des immeubles et qu'il n'est plus question de privilège sur les meubles. Les créanciers de cette catégorie n'ont plus aucun droit sur l'indemnité d'assurance. De plus, elle enlève au propriétaire et au voisin, l'attribution que l'article 3, dans son deuxième paragraphe, leur faisait des indemnités dues par suite d'assurance du risque locatif du recours du voisin. L'exposé des motifs n'hésite pas à dire qu'ils auront ce droit en vertu du paragraphe 2 de l'article 33 ; il fait une confusion. Les indemnités attribuées à ce titre au propriétaire, en vertu de l'article 3, paragraphe 2 de loi de 1889, peuvent être attribuées aux créanciers privilégiés ou hypothécaires, en vertu de l'article 2, paragraphe premier de la même loi. La jurisprudence nous fournit un exemple de cette attribution double ⁽²⁾. Mais la première de ces attributions n'a pas lieu en faveur d'un créancier hypothécaire ou privilégié, mais d'un voisin ou d'un bailleur. Il ne s'agit pas de l'attribution de l'indemnité d'assurance garantissant le fonds, mais d'une indemnité d'assurance garantissant un risque. Cette indemnité est attribuée à la personne, à l'égard de laquelle l'assuré voulait se couvrir du risque. Il n'y a donc pas

(1) *Journ. Off.*, Doc. parl., annexe n° 2, 1890, p. 336.

(2) Paris, 31 Mai 1905, D. 1906—2—321, *Gaz. Pal.* (Recueil), 1905—2—276.

ici à s'occuper de privilèges ou d'hypothèques. A notre avis, cette partie du second alinéa de l'exposé des motifs est inexplicable.

Ce n'est que le 29 Mars 1904, qu'un rapport, fait au nom de la commission chargée d'examiner 1° le projet de loi sur la réforme hypothécaire 2° la proposition Thézard, fut déposé par M. Léopold Thézard ⁽¹⁾.

L'article 33 n'était pas modifié, mais il était devenu l'article 12. Il était accompagné de l'exposé des motifs suivants :

« L'article 12 est relatif à l'attribution des indemnités payées en cas d'incendie ou d'autres sinistres il remplace et précise les dispositions déjà édictées par la loi du 18 Février 1889, qui réalisait une réforme équitable. »

L'exposé des motifs rappelle la jurisprudence et la pratique antérieures à la loi de 1889, puis il ajoute :

« La loi du 19 Février 1889 posa, comme règle générale, que l'indemnité due par les Compagnies d'assurances serait affectée aux créanciers hypothécaires, comme le prix même de l'immeuble, et elle applique la même solution aux indemnités dues par les locataires aux voisins responsables.

» Le texte proposé généralise la solution et l'étend à toute indemnité due par des tiers quelconques. Il reproduit, d'ailleurs, les conditions et tempéraments déjà énoncés dans la loi du 19 Février 1889, aussi votre commission a-t-elle adopté sans difficultés la rédaction nouvelle. »

Ce rapport parut insuffisant, et un nouveau rapport,

(1) *Journ. Off.*, Doc. parl., 1904, Sénat, Annexe, n° 111, p. 249.

fait au nom de la Commission chargée d'examiner :
1° le projet de loi sur la réforme hypothécaire 2° la proposition de loi de M. Léopold Thézard sur la publicité des actes intéressant la propriété immobilière, fut déposé le 13 Juin 1907 ⁽¹⁾. Il était ainsi conçu :

« Attribution des indemnités payées en cas d'incendie ou d'autres sinistres. — La loi du 19 Février 1889 décide que l'indemnité due par les Compagnies d'assurances est attribuée aux créanciers privilégiés ou hypothécaires. Il en est de même de l'indemnité due en cas de sinistre par le locataire ou le voisin. L'article 12 applique cette règle.

» Il est ainsi conçu :

» Lorsqu'un immeuble..... (même rédaction que précédemment).

» M. Legrand propose une autre rédaction :

» Lorsqu'un immeuble aura été assuré, soit contre
» l'incendie, soit contre tous autres risques, la somme
» due par l'assureur peut être appliquée à la réparation ou à la reconstruction de l'immeuble, sinon
» elle est attribuée conformément à la loi du
» 19 Février 1889 et dans les conditions prévues par
» cette loi, aux créanciers privilégiés ou hypothécaires
» suivant leur rang.

» Les règles qui précèdent s'appliquent à toute
» indemnité qui serait due par les tiers en raison de
» de la perte ou de la détérioration de l'immeuble. »

» C'est la même chose en d'autres termes.

» Nous préférons la disposition de M. Legrand qui laisse survivre la loi du 19 Février 1889 qu'il est inutile d'abroger puisque ce sont ces dispositions

(1) *Journ. Off.*, Doc. parl., Sénat, 1907, annexe n° 158, p. 123.

qu'on entend appliquer, et qu'il vaut autant prendre telles qu'elles sont, étant par elles-mêmes suffisamment claires et précises ».

Si nous partageons l'avis du rapporteur à ce dernier point de vue, nous croyons que la différence entre les deux projets est énorme. Venu en première délibération, le projet fut ajourné le 20 Octobre 1908 ⁽¹⁾. Le vote de l'article 12, devenu article 15 du chapitre 2 du projet de loi sur la réforme hypothécaire, eut lieu sans discussion, en première délibération, le 27 Octobre 1908 ⁽²⁾, et en deuxième, le 1^{er} Décembre 1908 ⁽³⁾. La loi fut adoptée dans son ensemble, le 3 Décembre 1908, par le Sénat ⁽⁴⁾.

Ce texte nous semble bien préférable à celui du gouvernement. Il se borne à compléter la loi de 1889 sans vouloir la modifier. Il applique la règle de l'attribution à toutes les indemnités quelle que soit leur nature, qu'elles proviennent d'assurances, de la responsabilité ou qu'elles soient à titre gracieux, mais seulement quand il s'agit d'immeubles ; il est probable que l'hypothèse du privilège mobilier n'a pas suffisamment arrêté le législateur. Pourtant, les jugements et arrêts nous montrent que l'attribution des indemnités d'assurances aux porteurs de warrants, ou de celles dues au locataire, au bailleur privilégié, sont choses de tous les jours. Il est regrettable que le législateur n'ait pas cru devoir traiter les créanciers privilégiés mobiliers sur le même pied d'égalité que les

(1) *Journ. Off.*, Déb. parl., Sénat, 1908, p. 1023.

(2) *Journ. Off.*, Déb. parl., Sénat, 1908, p. 1041.

(3) *Journ. Off.*, Déb. parl., Sénat, 1908, p. 1109.

(4) *Journ. Off.*, Déb. parl., Sénat, 1908, p. 1114.

créanciers, dont le droit de préférence porte sur des immeubles.

En ce qui concerne le droit de reconstruction, nous croyons que la loi n'avait pas besoin de l'accorder. Nous donnerons à ce texte la même signification que celle que nous avons déjà donnée de la loi belge de 1851 ⁽¹⁾. L'assuré n'aura le droit à la reconstruction qu'autant qu'il se le sera réservé par une clause expresse. Il ne peut, en effet, s'agir de la reconstruction par l'assuré, mais seulement par l'assureur. Or, l'assuré ne peut pas avoir plus droit si l'immeuble est grevé que s'il ne l'est pas.

Des deux parties du projet modifiant la loi de 1889, l'une est incomplète et l'autre inutile.

(1) V. page 156.

Vu : Le Doyen,
CAUWÈS.

Vu : Le Président de la Thèse,
PIÉDELIEVRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	I
PREMIÈRE PARTIE: — Attribution des indemnités d'assurances.	1
CHAPITRE I. — Historique	3
Section 1. — Code Napoléon	3
Section 2. — Du Code Napoléon à la loi de 1889.	11
Section 3. — Loi du 19 Février 1889 (art. 2).	14
CHAPITRE II. — Nature du droit reconnu aux créanciers par l'article 2 de la loi du 19 Février 1889.	17
CHAPITRE III. — Domaine d'application de la loi.	31
Section 1. — Personnes pouvant invoquer la loi.	31
Section 2. — Assurances auxquelles s'applique la loi	51
Section 3. — Doit-on accorder l'attribution des indemnités d'assurances, quelle que soit la personne qui ait contracté l'assurance.	57
CHAPITRE IV. — Dispense des formalités nécessaires antérieurement à la loi du 19 Février 1889	69
CHAPITRE V. — Bonne foi de l'assureur.	72
Section 1. — De l'inscription.	73
Section 2. — De l'opposition	77
CHAPITRE VI. — Droit des créanciers privilégiés et hypo- thécaires sur la créance d'indemnité éventuelle.	83
Section 1. — Cessation du contrat.	83
Section 2. — Modifications au contrat	102
Section 3. — La dérogation à la loi du 19 février 1889 est-elle possible? — Validité de la clause de reconstruction.	103
CHAPITRE VII. — Droit des créanciers sur la créance d'indemnités devenue certaine.	105

CHAPITRE VIII. — Règlement de l'indemnité	107
CHAPITRE IX. — Paiement de l'indemnité	110
DEUXIÈME PARTIE. — Attribution des indemnités de responsabilité et des indemnités gracieuses.	117
CHAPITRE I. — Attribution des indemnités de responsabilité aux créanciers privilégiés et hypothécaires.	119
Section 1. — Historique.	120
Section 2. — Fondement de l'attribution	123
Section 3. — Cas dans lesquels doit avoir lieu l'attribution.	121
Section 4. — Droit des créanciers privilégiés ou hypothécaires sur l'indemnité de responsabilité	127
Section 5. — Règlement et paiement de l'indemnité	128
Section 6. — Cumul des indemnités d'assurances et des indemnités de responsabilité.	131
CHAPITRE II. — Attribution des indemnités gracieuses aux créanciers privilégiés ou hypothécaires	136
Section 1. — Historique.	137
Section 2. — Fondement de l'attribution	139
Section 3. — Théorie admise par la jurisprudence.	140
TROISIÈME PARTIE. — Droit comparé. — Modifications proposées à la législation française en vigueur.	145
CHAPITRE I. — Droit comparé	147
Section 1. — Empire allemand	147
Section 2. — Belgique.	153
Section 3. — Suisse.	157
Section 4. — Solutions partielles adoptées par quelques législations	161
CHAPITRE II. — Modifications proposées à la législation française en vigueur	164
Section 1. — Proposition Royer.	164
Section 2. — Proposition Thézard.	170



FONTENAY-LE-COMTE. — IMPRIMERIE HENRI LUSSAUD

FONTENAY-LE-COMTE, — IMPRIMERIE HENRI LUSSAUD
